UNE PAGE

DE LA

CONTRE-RÉVOLUTION RUSSE

(LES POGROMES)

PAR

E. SÉMÉNOFF

AVEC UNE PRÉFACE D'**ANATOLE FRANCE**

Edition du Comité de la RUSSIE LIBRE

PARIS
P.-V. STOCK, Libraire-Éditeur
Place du Théâtre-Français

1906

Lecture
sur place

FLM.12°

0052

BIBLIOTHEQUE DE SCIENCES PO

1 653 676

UNE PAGE
DE LA
CONTRE-RÉVOLUTION RUSSE

747 940

UNE PAGE

DE LA

CONTRE-RÉVOLUTION RUSSE

(LES POGROMES)

PAR

E. SÉMÉNOFF

AVEC UNE PRÉFACE D'**ANATOLE FRANCE**

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES BIBLIOTHÈQUE

Edition du Comité de la RUSSIE LIBRE

PARIS
P.-V. STOCK, Libraire-Éditeur
Place du Théâtre-Français

1906

Au Camarade Jean Longuet
Amicalement E. Séménoff

A la Mémoire

de

BERNARD LAZARE

Homme, Citoyen, Écrivain

PREFACE

A la distance où nous nous trouvons des événements et des hommes de la Russie, nous ne connaissons pas assez bien les forces en présence, les situations, les caractères pour nous faire juges de la tactique des partis, et il ne serait pas sage à nous de donner des conseils à ceux qui se voient là-bas aux prises avec des difficultés sans nombre, en présence de périls formidables, dans ces ténèbres ardentes où flottent confusément la victoire et la mort.

Sans prétendre faire la part de chacun, sans vouloir intervenir dans les conseils de ces partis nombreux, différents et parfois opposés d'origine, de doctrines et de mœurs qui travaillent diversement à l'œuvre commune, nous pouvons toutefois discerner l'action des groupes socialistes. Elle fut soudaine et décisive.

Un fait éclate et brûle les yeux. Les prolétaires russes ont manié l'arme du prolétaire; ils l'ont manié avec tant de vigueur et de précision que le plus fort des régimes d'oppression et de terreur en a reçu un coup mortel.

Oui, les prolétaires russes ont montré ce que vaut l'arme de ceux qui n'ont pas d'armes. Ils ont proclamé à la face du monde la grève libératrice, et la grève, à l'heure de l'épreuve, s'est montrée plus forte que les fusils et les canons.

Nous demeurons pénétrés d'admiration et travaillés d'angoisse devant le sublime refus de ces ouvriers, devant le refus invincible que le prolétariat russe oppose au régime condamné. Une multitude d'hommes s'exposant d'un seul cœur à la plus noire misère, aux tortures de la faim et du froid, et ne comptant, pour son propre salut et pour le triomphe de la cause, que sur son inflexible volonté de souffrir; vit-on jamais rien de plus grand dans le monde?

La grève générale, la grève des prolétaires et des intellectuels unis en quelques jours a vaincu le tsarisme. Ce monstre de puissance, d'orgueil et de richesse, s'est effondré devant des ouvriers qui supportaient la faim. La grève fut victorieuse et le tsar céda. Il promit une Constitution, des libertés...

On sait le reste et comment la bureaucratie militaire, pour dégager la parole impériale, organisa des massacres, mas-

sacres d'ouvriers, massacres d'étudiants, massacres d'intellectuels, massacres de juifs. Dans trente villes (1) à la fois, les bandes noires, portant les images du tsar et les drapeaux de l'empire, marchent en armes sous la conduite des commissaires de police et des agents de la sûreté publique, contre les quartiers juifs, tuent, violent, pillent et brûlent durant des jours et des nuits. Voilà ce qu'on voit à Bakou, à Odessa, à Kiev, à Nikolaiev, à Elisabethgrad, à Rostov-sur-le-Don, à Saratov, à Tomsk, à Tver, à Ekaterinoslav, à Tiflis. Puis, on apprit que tout était calme. Les misérables juifs échappés à la mort, pleuraient en silence, assis sur les pierres de leurs maisons incendiées, auprès des cadavres de leurs parents égorgés.

Les larmes de ces malheureux, le sang de ces morts crient et nous les entendons. Nous avons la religion de l'humanité. Nous ne connaissons ni juifs, ni chrétiens. Nous ne connaissons que des bourreaux et des victimes.

Morts de Kiev et de Bakou, de Saratov et

---

(1) Les pogromes eurent lieu dans près de trois cents villes et bourgs. E. S.

d'Odessa, spectres, de Gomel et de Belostok, levez-vous, montrez aux riches, aux heureux de la terre, vos cadavres mutilés, revenez, jusqu'à ce que le monde entier se soulève d'horreur !

Combien de temps encore se prolongera l'agonie furieuse du tsarisme? De quels sursauts le monstre est-il encore capable? Quel régime lui pourra succéder. Puissent les révolutionnaires et les libéraux russes être payés de leurs peines! Puisse-t-il n'avoir pas coulé en vain le sang généreux des intellectuels et des révoltés, qui, sur le pavé des rues, fume pour la justice et pour la liberté! Mais quelle que soit l'issue d'une entreprise immense et terrible, les prolétaires russes ont, dès à présent, exercé une action décisive sur les destinées de leur pays et du monde. La Révolution russe est une Révolution universelle.

Elle a révélé au prolétariat du monde entier ses moyens et ses fins, sa force et ses destinées. Elle menace tous les despotismes, toutes les oppressions, toutes les exploitations de l'homme par l'homme. Les trônes en sont ébranlés. Dans la vieille Autriche, la Révolution gronde. En Allemagne, la sociale-démocratie, puissamment organi-

sée, mais, jusqu'ici, placide et débonnaire, regarde du côté de Saint-Pétersbourg et de Moscou et commence à s'émouvoir. Bebel l'a dit au chancelier et aux députés de l'Empire, et le vieux socialiste a donné au conseiller du kaiser cet avis sinistre :

« Réfléchissez : l'ébranlement révolutionnaire qui se produit en Russie retentit dans la conscience de l'ouvrier allemand. »

Et nous, Français, notre état politique et social est-il tel que nous n'ayons pas à nous occuper des grands changements qui se préparent dans le monde? Est-ce que nous n'avons pas eu nos bandes noires? Le temps est-il donc si lointain des Méline et des Dupuy, quand la terreur nationaliste régnait sur Paris et qu'un moine dominicain exhortait publiquement le généralissime de l'armée française au massacre des républicains?

Ne nous troublons pas et ne perdons pas le sentiment de la mesure. Les affaires publiques de notre pays sont de la comédie légère à côté du sombre drame russe. C'est au bord de la Néva, de la Vistule et de la Volga que se décide en ce moment le sort de l'Europe nouvelle et de l'humanité future.

Etrange échange de notions et d'idées. Nos frères de 89 ont enseigné à l'Europe la Révolution bourgeoise, et voici qu'en retour, les prolétaires russes nous donnent des leçons de Révolution sociale.

A cette heure où les hommes généreux qu'il ne nous appartient ni d'exciter ni de retenir, travaillent et souffrent pour la délivrance des opprimés de la Russie et du monde, le prolétariat français doit se déclarer solidaire du prolétariat russe. Qu'il sache son devoir et qu'il l'accomplisse tout entier. Si nos gouvernants, si nos classes dirigeantes tentaient un jour quelque entreprise militaire, diplomatique ou financière en faveur du tsarisme contre la Révolution, le prolétariat français devra s'y opposer de toute son énergie. Prenons ici l'engagement d'aider, de servir par tous les moyens en notre pouvoir la Révolution qui, pour lointaine qu'elle est, gronde à nos oreilles, car il n'y a déjà plus de distance entre les peuples. Envoyons un hommage fraternel et respectueux à la Russie qui combat pour sa liberté, à la Finlande si ferme à ressaisir ses droits violés par l'empereur parjure, à la Pologne qui sait, avec un mélange exquis d'héroïsme et de

sagesse, concilier les aspirations légitimes et les solidarités nécessaires, et faisons entendre la grande parole nouvelle :

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous pour préparer l'avènement de la justice sociale et de la paix du monde (1).

Anatole FRANCE.

---

(1) Cette page remarquable du glorieux maître de la pensée et de la parole française fait partie d'un volume de ses *Discours* sur la Russie qui va paraître dans le courant du mois chez E. Pelletan, éditeur, 125, boulevard Saint-Germain, Paris.

CHAPITRE PREMIER

ORIGINE DES POGROMES

Je livre ces pages accusatrices à l'attention de mes contemporains. Ils y trouveront les échos affaiblis des cris de mort, des clameurs et des sanglots qui remplissent depuis trois ans une partie, la plus grande partie de l'Europe. Ils y trouveront peut-être aussi un résumé imparfait, mais fidèle et consciencieux du réquisitoire que nous, les publicistes et écrivains indépendants de tous les pays civilisés, dressons contre l'autocratie russe, à l'usage de l'historien de notre temps, depuis les premières journées de Kichineff, à jamais mémorables, mais combien pâlies et dépassées depuis par les assassinats collectifs de la contre - Révolution Russe, à Saint-Pétersbourg, le 22 janvier 1905; au Caucase, dans les provinces Baltiques, en Sibérie, par l'expédition répressive du sinistre général

Renenkampf, au cœur même de la Russie, à Moscou et ses environs par les Doubassoff, les Min, les Riman et les autres officiers et soldats à jamais déshonorés du régiment Semenov; par les pogromes, les incendies, les pillages, les viols, les bombardements, les dévastations d'Odessa, de Cronstadt, de Sébastopol, de Wladivostok, de Minsk, de Tver, de Tomsk, de Rostoff, de Saratoff, de Kieff, de Koursk, de Vologda, etc.,etc., de plus de trois cents grandes et petites agglomérations humaines et enfin — hier — de Bielostok. De Bielostok, où le sang coule encore (au moment où j'écris ces lignes), où la troupe, fidèle au gouvernement et aux ordres de ses chefs, aide et protège les *bandes noires* organisées par les sous-ordres de Trepoff, par les chefs de la police locale et par les agents de l'*Union des Vrais Russes*, dirigés par le général Bogdanowitch; où les cadavres des juifs, à cause du nombre, ne sont pas encore enterrés et où celles des jeunes filles violées qui échappèrent à

la mort cherchent, ombres lamentables et malheureuses, leurs pères et mères égorgés, disparus!...

Mais ce que les lecteurs trouveront surtout dans ce petit livre ce sont les documents officiels, les faits, pris sur le vif dans la rue, sur les places publiques, dans les casernes, au prétoire. Ces documents et ces faits sont plus éloquents et plus probants que ne peuvent l'être les dissertations les plus laborieusement et les plus consciencieusement composées.

Tout ce que nous soupçonnions, tout ce que nous écrivions pendant des mois et des années dans l'*Européen* et dernièrement encore dans la *Russie Libre* et ailleurs, se trouve déjà pleinement confirmé par les documents et les faits dont, faute de place, je suis obligé de restreindre le nombre en les publiant ici.

L'historien futur aura plus de recul, plus de loisir, mais surtout plus de sang-froid et de calme sérénité pour prononcer son jugement sur l'ensem-

ble de la Révolution et de la contre-Révolution russe. Il pourra tracer un tableau complet de l'organisation par l'autocratie de la contre-Révolution. Il en découvrira, il en mettra à nu toute la trame, tous les détails.

Je serai heureux si le présent recueil de documents et de faits peut servir sinon de guide au moins d'indication.

Mais en attendant le jugement et l'arrêt de l'histoire, je puis affirmer, sans crainte d'être pris en défaut ou démenti par l'avenir, que les pages qui suivent donnent le droit à leur auteur d'affirmer d'ores et déjà que les pogromes sont l'œuvre de la contre-révolution organisée, l'œuvre des représentants et des agents de l'autocratie mourante.

Il a manqué à tous les crimes, à toutes les horreurs que l'autocratie tsariste a jetés dans le monde cette longue décomposition du régime abject qui dure depuis les successeurs immédiats de Pierre-le-Grand et qui, dans son agonie, fait plus de mal que n'ont fait — dans des conditions et aux épo-

ques pareilles — tous les autres absolutismes disparus.

Nulle part (1) en effet, ni en France en 1789, ni en Allemagne et en Autriche en 1848-49, les absolutismes passés n'ont eu recours dans leur résistanee suprême à des moyens tels que les *pogromes*. Il n'y a qu'un seul exemple d'analogie que l'histoire présente dans cet ordre de faits.

Nous trouvons, en effet, quelque chose d'approchant les pogromes organisés par le gouvernement tsariste mourant, dans le royaume de Naples en 1779 et dans le premier quart du siècle dernier, où les Ruffo (2) et les de Canosa (3) et Cie — toutes proportions d'ampleur de temps et d'espace gardées — organisèrent, dans un but et dans un esprit semblables, à ceux des Ignatieff,

(1) Nous ne pouvons pas comparer sous ce rapport la Russie à la Turquie, la Perse etc., vu que dans ces pays la révolution n'existant pas, il ne peut y être question de contre-révolution.

(2) V. *Histoire des Peuples et Révolutions*, par Leynadier, tome 4e, chap. III, pages 114 et suiv.

(3) Ib. pages 150 et suiv. t. 4e.

Plehwe, Trepoff et Bogdanovitch des massacres non pas des juifs, mais des radicaux, des libéraux, des carbonari et des francophiles.

Le professeur Tarlé — précisément une des victimes des *contre-révolutionnaires* qui l'ont grièvement blessé lors d'une manifestation à Saint-Pétersbourg l'année dernière — explique cette analogie (dans une conférence qu'il a faite en russe le 17 juin, dans la salle de la *Société de Géographie*, à Paris), par le fait que l'absolutisme des Bourbons de Naples a eu, comme celui des Romanoff, une décomposition longue. La durée de cette décomposition, de cette pourriture lente, à l'encontre de ce qui se passa dans d'autres pays, aurait donné aux deux absolutismes, condamnés à disparaître, le temps et la possibilité de préparer ces moyens sauvages de résistance. Le professeur Tarlé, en faisant cette comparaison et ce rapprochement, a raison. Mais il y a aussi d'autres causes plus immédiates, politiques et sociales, qu'il

ne méconnaît pas d'ailleurs et qui président à l'organisation des pogromes russes et expliquent leur périodicité dans l'espace du dernier quart de siècle et leur intensité ces derniers mois.

Les autorités ont beaucoup de raisons de perpétrer les pogromes juifs, disait la vaillante *Nacha Jizn* (N° 465). En dehors de la volupté immédiate de cruauté, en dehors des aiguillons primitifs de cupidité, il y a aussi le sentiment de vengeance qui agit contre les Juifs pour le travail révolutionnaire de leurs éléments avancés, ainsi que le désir de les terroriser par l'horreur de la destruction physique et morale, de les humilier par la nécessité désespérée d'appeler à la défense de l'oppresseur. Le dessein infernal d'empoisonner les masses incitées aux pogromes par le venin des violences, de la dépravation et du crime autorisé y est aussi pour beaucoup, ainsi que celui de supprimer dans leur âme toutes les valeurs de civilisation si péniblement acquises et, en les ayant transformées à nouveau

en masses sauvages, de les rendre par-là même non dangereux pour le régime dans la même mesure qu'elles le deviennent pour la vie sociale. C'est en même temps l'espoir de jeter un peuple contre l'autre, une nationalité contre l'autre, une couche de la population sur l'autre,—et, ayant ainsi semé la haine réciproque et, dans tous les cas, la méfiance, de fausser, d'obscurcir le mécontentement politique et social en lui substituant la haine nationale.

D'autres raisons encore présidèrent à l'entreprise des pogromes organisés. Le Gouvernement avait tout avantage à présenter à la Russie et à l'Europe la sauvagerie de ses bandes de houliganes comme preuve de la barbarie patriarcale de la masse du peuple russe (1). « On ne peut donner à ces gens les droits et la liberté » disait-on

(1) « Donnez, je vous prie, une constitution à la plèbe de Kichineff », disait fon Plehwe au rédacteur du *Neues Wiener Tageblatt* (N° du 26 juillet 1903.) Voir mon étude là-dessus dans le N° 88 de *L'Européen* du 8 août 1903.

à l'Europe ; et à la Russie on disait en même temps par les pogromes : « C'est la contre-révolution qui marche, — le peuple vous exterminera — vous, juifs, intellectuels, vous tous les *Kramolniks* (révolutionnaires). » Et ce spectre de la contre-révolution jette, à travers les incendies et la dévastation des pogromes depuis les journées d'octobre, un frisson d'épouvante dans les cœurs.

Mais les houliganes, les bandes noires, toutes les forces obscures du peuple opprimé, pressuré, exténué s'évanouissent peu à peu devant les masses éclairées, révolutionnisées se dressant aux appels de la Liberté et du Droit, aux sourires du Soleil levant d'une nouvelle vie. Le peuple lui-même entre enfin en lutte ouverte avec l'autocratie. Alors les autorités abordaient graduellement des nouvelles formes pour sa défense, de plus en plus terribles, de plus en plus menaçantes.

La « populace », les « bandes noires » ne suffisent plus pour attaquer « les po-

pulations dangereuses » et la plus dangereuse, entre toutes, la plus malheureuse, la plus opprimée, la plus humiliée, la plus persécutée — la population juive, — et depuis Odessa, en octobre-novembre 1905, ce ne sont plus les houliganes, les bandes noires qui perpétrent les pogromes, c'est la force publique elle-même, ce sont la troupe et la police qui accomplissent la besogne. Quel chemin parcouru depuis Kichineff.

« Le pogrome de Bielostok — dit avec raison la *Nachajizn* — ce n'est presque plus un pogrome, c'est une expédition militaire. » Oui, les pogromes revêtent de plus en plus la forme des expéditions répressives pareilles à celles qui dévastent les provinces Baltiques, le Caucase. Et, ici nous touchons à une nouvelle face de la contre-révolution, à son côté international.

Nous ne pouvons pas oublier, en effet, la solidarité des financiers européens avec le régime tsariste, auquel ils ont confié tant d'argent, l'argent des autres ; la solidarité des capitalistes qui

ont placé des gros intérêts (industriels commerciaux et financiers) en Russie. Nous ne pouvons pas oublier non plus les combinaisons politiques et diplomatiques grâce auxquelles les massacres se poursuivaient au grand jour, sans que les gouvernements des « pays civilisés » élevassent leur voix, comme ils le faisaient non seulement pour les massacres en Turquie, mais même pour les excès de ces mêmes Bourbon de Naples, il y a plus de trois quarts de siècle.

Au contraire le gouvernement allemand, le gouvernement de la France républicaine, pour ne parler que de ces deux, appuyaient et appuient moralement et autrement les gouvernants russes. Et les relations personnelles d'un ministre des affaires étrangères de la grande république, amie et alliée, avec un des principaux organisateurs des pogromes, alors chef de la police secrète russe à Paris, fut un des moindres — il est vrai — scandales de cette alliance, lequel ne s'effacera cependant

jamais de la réputation de ce ministre *modern style* d'un grand état démocratique.

Je ne veux pas, du reste— et de propos délibéré — m'arrêter davantage sur la responsabilité que le monde « civilisé » assuma et assume chaque jour davantage en ne prenant pas partie pour un peuple qui lutte *pour la civilisation* contre un régime qui ne vit que des massacres et en appuyant au contraire les derniers représentants de ce régime.

Je dirai dans la suite le faux calcul que le monde civilisé fait en persévérant dans cette attitude immorale et indigne. J'ai hate d'aborder l'historique — aussi succinct qu'il me sera possible de le faire — des pogromes juifs en Russie du dernier quart de siècle. On verra alors par des faits et des documents décisifs que l'origine des pogromes juifs (et non juifs, dans la suite), remonte au gouvernement russe qui en fit un moyen de lutte contre la Révolution. A ceux des lecteurs qui s'inté-

ressent à la *question juive* en Russie, en général, je conseillerai de lire la brochure de M. André Mater : *Le Juif Russe* (Edition de la *Société des Amis du peuple russe*) et la thèse de M. Allemand, refusée d'abord et acceptée ensuite par la Faculté de Droit de Paris, le meilleur travail que je connaisse en langue française et qui, par la concision et la sûreté de l'information, restera longtemps le meilleur exposé de la question. Quant à moi et pour ne pas sortir des cadres que je me suis tracés et ne pas faillir à la tâche que je me suis imposée je n'y toucherai qu'autant que cela sera nécessaire pour le sujet même de mon travail.

CHAPITRE II

L'HISTORIQUE DES POGROMES

La politique du gouvernement russe envers les juifs russes a pris, pendant ces vingt cinq dernières années, un caractère d'oppression et de barbarie tel qu'on peut dire qu'aucune autre ne présente le même degré d'acuité et d'inquiétude pour l'humanité.

C'est ainsi, qu'il y a quelque dix ans, les meilleurs publicistes et écrivains russes ont présenté une pétition aux autorités compétentes, par laquelle ils demandaient au gouvernement d'abroger les lois et les mesures administratives, restrictives et tracassières, souvent cruelles et inhumaines, que le gouvernement russe afflige à une population de 5 à 7 millions d'âmes, surtout depuis l'avènement d'Alexandre III. De même, les revendications des étudiants lors de tous les troubles universitaires des dernières années, portent, en pre-

mière ligne l'admission des juifs à l'Université, sans la limiter au barbare et stupide pourcentage : depuis Alexandre III, en effet, on ne recevait dans les Universités russes que de trois à dix pour cent de juifs sur le nombre total d'étudiants inscrits à l'Université la même année. Et cela même dans les villes et dans les contrées où les juifs forment une notable partie de la population urbaine, si ce n'est même la majorité.

Même pourcentage pour leur admission dans les lycées, ce qui était tout à fait monstrueux. Je prie nos lecteurs de se représenter la situation des familles dont les enfants atteignaient l'âge scolaire, des familles bourgeoises ou de celles dont le père a une profession libérale et qui voyaient suspendue sur leur tête, l'épée de Damoclès du pourcentage. Quel surmenage pour de pauvres petits innocents pour arriver aux épreuves d'admission bons premiers car sur des dizaines ou même des centaines on n'en laissait passer, on n'en

n'acceptait que trois ou quatre. Les autres étaient rejetés sans pitié. Que de misère, que de lutte, d'intrigues et disons le mot — de pots de vin — pour obtenir la faveur d'être dans le petit nombre d'heureux!... Mais que de larmes, de malheurs, de petites vies brisées, empoisonnées à jamais.

Et ensuite, une fois le lycée fini, combien d'efforts pour avoir l'*excellence*, la médaille d'or qui procure une chance de plus dans le *pourcentage* de l'Université!... Et ici combien de vies brisées, combien de larmes, de malheurs. Et combien de jeunes gens (des deux sexes), obligés de s'expatrier et d'aller aux Universités étrangères. Ceux qui pouvaient, mais ceux qui ne pouvaient pas!...

Jusqu'à l'avènement d'Alexandre III, les juifs, déjà privés des droits bien peu nombreux que possédaient les autres « sujets », jouissaient pourtant de certaines « faveurs », qui rendaient leur existence relativement assez supportable pour leur faire espérer un

avenir plus heureux, pour leur permettre de pouvoir, par le travail et l'instruction, se confondre plus ou moins avec les autres « fidèles sujets » de l'empire. En tant que juifs, ils n'avaient le « droit de résidence » que dans les gouvernements de l'ouest et du sud-ouest de la Russie d'Europe; mais les diplômes universitaires, le service militaire rempli, les droits de première guilde acquittés leur conféraient le droit de vivre partout. Tout en remplissant tous les devoirs envers l'État, ils ne pouvaient pas, il est vrai, obtenir des grades dans l'armée, ni dans l'Administration; cependant, sous Alexandre II, il y eut deux ou trois cas de promotion de juifs au grade d'officier ; il y eut même des médecins militaires qui parvinrent au grade de *conseiller d'État actuel*, correspondant au premier grade de général. Il y avait des artisans juifs, et même quelques employés d'Administrations privées dans des villes hors des *lieux de résidence*, — ce ghetto moderne, *sui generis*.

L'*intelligentcia* juive s'assimilait de plus en plus à celle de la Russie, en général. Et dans les années 70, surtout dans les grandes villes universitaires et dans les couches les plus avancées de la société, cette assimilation était quasi complète. Les mariages mixtes, dans cette partie de la société, se faisaient de plus en plus fréquents. Le mouvement des idées, l'art, les sciences les lettres comptaient des noms remarquables parmi les juifs : je ne parle pas seulement de ceux qui comme A. Rubinstein, ou le savant orientaliste Khvolson, étaient pour une raison ou pour une autre des *convertis*, mais des noms tels que : Orchansky (droit civil) Antokolsky (sculpteur), Levitan (peintre), Minsky (poète, qui malheureusement tourne presque au mysticisme), Mme Hinn (prosatrice), M. Morgouliss (publiciste), etc., resteront. Quant au mouvement révolutionnaire d'avant la guerre, les juifs s'y sont donnés avec enthousiasme, contribuant jusqu'avec leur sang à l'élan émancipateur de ces

trente dernières années, et les noms de Zoundélevitch, de Hessia Helfmann, de Betia Kaminsky, des Mlodetsky, Vittemberg, Kogan-Bernstein (tous les trois pendus) etc., jusqu'à Leckert, pendu à Vilna, sont vénérés de tous ceux qui luttent pour la liberté en Russie.

L'avènement d'Alexandre III marqua un retour à la réaction de Nicolas Ier pour la politique intérieure en général : la situation des juifs s'en ressentit tout particulièrement.

Lorsque, après les premières hésitations, Alexandre III, sous l'influence de Pobedonostseff et de Katkoff, tourna définitivement à droite, il rappela Tolstoy (Dmitry) qui, bientôt fut remplacé par le comte Ignatieff au ministère de l'Intérieur. Ce fut l'époque, où toutes les préoccupations, tous les actes, toutes les mesures du gouvernement ne visaient qu'un seul but : *l'étranglement de la cramola* — du mouvement révolutionnaire. L'un des moyens imaginés par ces hommes

d'Etat éminents fut *la chasse aux juifs*. L'orthodoxie de Pobedonostseff et l'obscurantisme des autres trouvèrent un terrain favorable dans le cerveau obtus d'Alexandre III, et il fut facile de lui prouver que le judaïsme était dangereux à l'hortodoxie et que les juifs remplissent les rangs du parti révolutionnaire.

Alors commença une judophobie, un antisémitisme féroce, sauvage. Comme les Turcs en Arménie, pour réduire numériquement les Arméniens, lancent les hordes kurdes sur les populations chrétiennes, les Ignatieff imaginèrent les *troubles antisémites*. Il fallait détourner l'attention du peuple et canaliser le mécontentement dans la direction *antijuive*. Les troubles éclatèrent. Beaucoup de lecteurs se rappellent sûrement les récits des journaux de l'époque. Même en France on en parla. Les uns, comme M. Flourens, se déshonorèrent à jamais en appelant ces atrocités de simples mesures de police ; les autres, par contre, les racontèrent avec une simplicité

et une éloquence vraiment émouvantes. Lisez, par exemple, le récit des troubles de Lodz (du 2 au 10 mai 1892) que fit à l'époque Jules Huret dans le *Figaro*, et vous aurez une faible idée des événements dont je parle.

Je me permettrai ici de citer le passage final du récit de Jules Huret : « Vous vous intéressez donc à ces malheurs, monsieur ? — lui demande un vieux juif auprès duquel il fut introduit à Lodz par un ami commun. Vous avez su, sans doute, qu'il y a eu encore beaucoup de juifs tués, ce jour-là et le lendemain, et beaucoup d'autres blessés, on n'a jamais su exactement le nombre, parce qu'on a eu soin de bien le cacher, mais moi j'en ai vu plusieurs, oui, oui, plusieurs !

— Combien, à peu près ? demandai-je.

— Dans le quartier, au moins quinze ; des voisins en ont vu davantage, mais il y en a eu encore d'autres dans la ville ; une femme, une voisine, a été violée et est restée à demi-morte entre

ses deux jeunes enfants, qui pleuraient; j'étais assez malheureux moi-même (son fils unique tué), mais je suis pourtant monté chez elle lui porter un peu secours... C'était horrible, monsieur, horrible !

— Comment expliquez-vous tout cela ?

Il hocha la tête :

— On ne peut pas expliquer... *On leur dit* que c'est la faute des juifs s'ils sont malheureux, ils le croient... et puis *ils se sentent soutenus*, *encouragés*, vous comprenez ? Il y a beaucoup de fabricants, à Lodz, certainement qu'il y en a beaucoup qui exploitent les ouvriers... mais ils sont aussi bien chrétiens que juifs, ceux qui exploitent... Enfin, dans tous les cas, pourquoi s'en prennent-ils aux juifs pauvres, comme nous, qui avons tant de mal à gagner notre vie, autant de mal qu'eux, allez ! Ainsi, moi, j'ai travaillé jusqu'au dernier jour, tant que j'ai pu ; à présent, je suis trop vieux... Mon fils, qui était de faible santé, avait d'abord voulu préparer son droit, en donnant des leçons;

mais au moment où il a eu ses diplômes, on a décidé que les juifs ne pourraient plus exercer... Alors, désolé d'avoir perdu sa jeunesse à travailler inutilement, mon fils a laissé ses études et s'est mis apprenti ferblantier... Oui, monsieur, pour nous aider à vivre il fallait bien faire quelque chose... Mais, il était intelligent, il est vite devenu ouvrier; il commençait à gagner sa vie...

— Ne dit-on pas qu'il y a trop de juifs à Lodz? demandai-je pour le distraire de ce souvenir qui revenait sans cesse (le fils tué pendant les troubles antijuifs).

— Oui, il y en a beaucoup. Mais où voulez-vous qu'ils aillent? On vient de les chasser de partout... On les autorise à demeurer en Pologne dans les gouvernements de l'ouest, ils y viennent... Il faut pourtant bien qu'ils vivent quelque part. Quand on chassa tous les juifs de Pétersbourg, un juif que j'ai connu était allé trouver Gresser, le chef de la police et lui avait dit : « Vous

laissez bien les chiens à Pétersbourg, moi, j'ai huit enfants à nourrir, je gagne à grand'peine ma vie, laissez-moi, je marcherai à quatre pattes, comme les chiens ! — Non, lui répondit Gresser, vous êtes juif, vous êtes moins qu'un chien, faites-vous chrétien !... »

C'est ainsi que Jules Huret raconta ses impressions dans le *Figaro*, où l'on évite pourtant assez soigneusement ce qui pourrait être désagréable au gouvernement russe. Ce fut à l'aurore de l'alliance franco-russe dont la lune de miel permit au gouvernement russe de cacher à l'opinion publique, en France, les horreurs des expulsions en masse de Moscou et des autres grandes villes et qui provoquèrent une protestation indignée et générale dans le monde civilisé tout entier.

Je ne m'arrêterai pas aux atrocités du grand duc Serge et de son bras droit Trépoff — déjà ! — gouverneur de Moscou, où les malheureux expulsés étaient parqués par des froids terribles

dans des hangars, dans l'attente d'être embarqués comme des bestiaux dans des trains *ad hoc*, où des jeunes filles pour pouvoir rester dans leur ville étaient obligées de se munir du *billet jaune* de prostituée, où l'on séparait les enfants des parents, les femmes des maris, etc., etc., *ad majorem gloriam* d'Alexandre III le *juste* et le *pacifique*.

Si les Serge Romanoff, les Gresser, les Trépoff, etc., furent grossiers et violents, le comte Ignatieff, lui, un des promoteurs du mouvement, fut plaisant et bon enfant. Une femme juive qui, avec son mari avait le droit de rester à Kieff, vint lui demander, en qualité de gouverneur général de Kieff, de permettre à son vieux père de rester auprès d'elle. « Mais comme juif, il n'a pas le droit de rester ici, s'exclama le comte Ignatieff toujours très galant, et il doit, quitter la ville avant 24 heures ! » Mais où voulez-vous, votre Excellence, qu'il aille mon pauvre vieux père? Et, tenez, la loi m'oblige « d'entretenir et de nourrir mon père ». En l'expulsant,

vous me privez de la possibilité d'obéir à la loi. — « Du tout, du tout, chère Madame; en l'expulsant, je vous oblige seulement à lui envoyer des mensualités, là où il fixera sa résidence, et la loi reste sauve et respectée », répliqua avec un sourire exquis le comte Ignatieff. La pauvre femme désespérée devant la mort certaine du vieux père s'il était expulsé, télégraphia à un grand avocat de ses parents à Saint-Pétersbourg, conseil du fameux général libéral Kossitch, gouverneur militaire de Kieff. Informé par télégramme de ce qui se passait, ce dernier obtint qu'on laissât le vieux juif auprès de sa fille. Cette faveur en dit assez sur tous les drames épouvantables des expulsions des juifs des grandes villes russes.

Le tsar Jean le Terrible s'étant emparé de la ville de Polotzk, y trouva une population juive. « Que faut-il en faire? lui demanda-t-on. — Baptiser ceux qui acceptent le baptême et noyer ceux qui le refusent », ordonna-t-il. Le second Romanoff, Alexéi Mikaïlovitch, après

la conquête de Vilna, donna cet ordre extraordinaire, même pour cette époque (1658) : « Expulser les juifs de Vilna pour qu'ils habitent hors la ville ». La fille de Pierre le Grand, l'impératrice Elisabeth répondit à la proposition d'élargir les privilèges des juifs afin d'augmenter les revenus de l'Etat : « Je ne désire aucun bénéfice d'intérêt des ennemis du Christ. »

Ces époques les plus sombres de l'histoire russe jettent une lumière sinistre sur les paroles de despotes que je viens de citer. Alexandre III, ce rejeton de toute une lignée de tyrans, ayant toujours la vision sanglante d'un tsar mutilé, ramassé comme une loque sur le pavé, au milieu des débris des bombes, des cadavres humains et des courtisans épouvantés (1), — en pleine rue dans la capitale, — s'inspira de l'esprit de ses prédécesseurs lointains

---

(1) Ce fut, en effet, un révolutionnaire ayant sa bombe toute prête à être lancée qui, le premier, se pencha sur Alexandre II, blessé à mort, pour le soulever.

dans sa politique envers les juifs, comme il s'inspirait pour le reste de sa politique intérieure de l'esprit tsariste d'*avant les réformes* d'Alexandre II.

Evidemment on ne pouvait plus noyer des juifs : les mœurs avaient en général tout de même changé. Mais tuer par-ci, par-là, expulser, traquer, fustiger (comme à Vilna, il y a de cela quatorze ans), cela, on pouvait, et nous venons de voir ce que le gouvernement russe faisait à Lodz, à Kieff, à Moscou, etc.

Lors des « troubles antisémites », en 1882, à Odessa la jeunesse juive des Ecoles se divisa en deux groupes : l'un voulait, avec les révolutionnaires, transformer les troubles antijuifs en révolte générale ; l'autre s'organisa pour défendre ses coreligionnaires contre les excés et les violences de la foule déchaînée — on soupçonnait trop par qui. La tentative révolutionnaire n'eut même pas de commencement : telle fut sa faiblesse devant ce mouvement quasi populaire. Quant aux étudiants juifs

qui tentèrent la défense de leurs coréligionnaires, ils furent tous pris et jetés sur un bateau qui se tenait en rade devant la ville « en attendant qu'on les fusillât », comme le bruit s'en était répandu en ville : il fallut l'intervention des notables d'Odessa pour obtenir des autorités la délivrance de ces prisonniers *sui generis*.

Ceux qui connaissent l'histoire générale et celle des juifs en particulier, savent que la *haine du juif*, les persécutions des juifs, l'antisémitisme en un mot dans toutes ses manifestations vient d'en haut : soit des autorités ecclésiastiques qui fanatisent les croyants contre les ennemis de Christ, soit des pouvoirs politiques qui, pour des raisons politiques, financières ou religieuses — depuis Konstantin et Théodose II et surtout Justinien et ses successeurs iconoclastes qui craignaient d'être considérés comme des hérétiques judaïsants — mettent les juifs hors la loi. Dans des pays contemporains civilisés et libres ce sont ceux qui ont

remplacé les autorités religieuses et politiques d'antan, les publicistes, les journalistes qui fanatisent les masses qui les lisent ou en prennent le mot d'ordre. Nous les connaissons, nous savons leur mentalité et nous comprenons leurs regrets de l'inquisition disparue, des *chemises soufrées* impossibles, etc. Le gouvernement d'Alexandre III avait précisément cette mentalité. Et M. Drumont avoua un jour à Jules Huret (1) : « J'aime le Tsar... bien sûr! puisqu'il est antisémite! » Il s'agissait d'Alexandre III.

Chasser le juif de toutes les Administrations, de toutes les villes hors des *lieux de résidence*, de toutes les Écoles, si possible — ce fut son rêve. Et dans cet esprit faible et borné, dans cette âme tenace et rancunière s'enracina une idée : reconstituer le pouvoir fort basé sur l'autocratie, l'orthodoxie et le populisme : guerre sans trêve, ni merci à tout ce qui était hors ou contre cette trinité. S'il n'était pas venu en retard

(1) *Enquête sur la question sociale*, p. 214.

de deux siècles au moins dans la société contemporaine, même russe, des têtes coupées ou des potences dressées auraient finalement couvert le territoire de toutes les Russies, même avant la révolution actuelle.

Pour illustrer ce que nous venons de dire, nous citerons un seul exemple : Il y avait sur une des lignes des chemins de fer du Midi un chef de gare juif. C'était précisément une gare centrale, par laquelle passaient tous les trains impériaux, allant en Crimée et vice-versa. On y avait changé plusieurs chefs, car la responsabilité dans ce poste était toujours énorme, surtout si l'on prend en considération qu'un voyage du tzar équivaut toujours pour les lignes qu'il suit à une catastrophe : tous les trains arrêtés et mis sur les voies de garage, toute une armée échelonnée le long des voies, etc. Notre chef de gare juif était un modèle : il ne dormait pas, ne mangeait pas et obtenait un ordre tout à fait remarquable dans son rayon. même lors des

tempêtes de neige. Toute la cour, tous les grands ducs — auxquels il rendait, en plus, des services personnels et de famille — le connaissaient et l'appréciaient.

Mais voici qu'arrive l'ordre d'Alexandre III d'expulser les juifs de toutes les Administrations publiques. Le général Petroff, ne pouvant contrevenir à l'ordre de son maître, se vit dans la nécessité de congédier son subordonné, le chef de gare en question, malgré l'intervention de certains ministres, grands-ducs et autres personnages très haut placés qui considéraient cette expulsion comme un désastre pour eux et pour la ligne. « Il faut que l'Empereur lui-même fasse une exception pour X... puisqu'il ne veut pas se convertir » se dirent tous ces hauts personnages et ils firent en sorte que X... fut présenté au tsar, lors d'une promenade à Sébastopol, sur le quai même de débarquement.

Alexandre III, qui connaissait bien son « chef de gare », fut très aimable

et lui demanda plusieurs fois s'il était vrai qu'il quittait la Russie, etc. L'autre répondit crânement qu'il y était forcé, que comme juif il se voyait dans l'impossibilité de trouver quoi que ce soit pour lui-même ainsi que pour sa famille... Il y eut un moment de gêne générale : les courtisans et les ministres espéraient un mouvement d'humanité, de reconnaissance, de pitié, ou même de honte de la part du tsar... Ce dernier hésita, en effet, quelques instants, mais son idée fixe, *l'idée du règne*, était plus forte en lui que tout autre sentiment, et il finit par dire : « C'est regrettable... Bon voyage !... Nous écrirons à notre ambassadeur... »

Un quart de siècle d'une vie plus ou moins civilisée fut ainsi rayé de l'histoire russe par cet obscurantisme à outrance. Si cet antisémitisme officiel eut sa répercussion dans les troubles populaires des villes du Sud et du Sud-Ouest, dans les classes moyennes et même éclairées l'exemple fut aussi compris et suivi, surtout en province, où la division

entre juifs et chrétiens devenait de plus en plus profonde. Comment pouvait-il en être autrement, lorsque la politique gouvernementale dans ce pays autocratique d'une centralisation à outrance désignait pour ainsi dire toute une population au mépris, à la haine et aux persécutions de qui voulait les exercer? Aussi les fonctionnaires prévaricateurs en profitaient pour pressurer les juifs et en tirer des pots de vin à tout propos et hors de propos; les autres exerçaient leur haine et « leur fidélité au trône » par tous les moyens que la grossièreté et la fonction mettaient à leur disposition.

Écoutez ce que le journal du prince Oukhtomsky les *St-Pétersbourgskya Védomosti* disait à l'époque employant des euphémismes pour ne pas encourir les sévérités de la censure: « Si le gouvernement croit nécessaire de limiter le nombre des israélites dans les Ecoles, cela, c'est son affaire. Vous et moi, cette interdiction ne nous oblige à rien envers les israélites, ni ne nous donne

de droit à rien : car le même gouvernement garantit à l'israélite la sûreté personnelle, la défense des injures (?) et beaucoup d'autres choses. Le gouvernement par ses restrictions ne veut nullement dire que l'israélite est un paria, un ilote, que les israélites sont une caste que l'on doit le plus injurier et humilier. *Dans toutes les couches de la société, il y a des gens qui pensent autrement*. Mais cet état d'esprit n'est nulle part aussi dangereux qu'à l'école; et ici devant quarante ou cinquante enfants, les judophobes devraient quand même cacher dans leur poche leurs antipathies. Mais... règle générale cela se passe autrement.

« Je ne parle pas des cas difficilement saisissables, où le maître *taquine* un israélite plus qu'un chrétien, un Polonais et Catholique plus qu'un russe et orthodoxe, où les antipathies se manifestent doucement en silence, dans l'appréciation des réponses et des devoirs... Mais par contre toute sorte de plaisanteries — grossières et franches

— vous remuent jusqu'au fond de votre âme. Un professeur de mathématiques dans une école réale (lycée *moderne*) qui excite l'enthousiasme des auditeurs par ses « mots », choisissait toujours deux ou trois garçons comme cible à ses « flèches ». Il ne touchait pas à ceux qui savaient « répliquer », mais tombait toujours sur les résignés, et malheur à l'israélite qui devenait sa victime : l'élève ne trouvait-il pas, par exemple la solution exacte d'un problème: « ce n'est pas l'algèbre que vous devez apprendre, mais bien à vendre des prunes pourries, s'écriait le pédagogue, Puis vous viendrez chez moi : je vous donnerai mon vieux pantalon à vendre... » Ou : « Fils de chien, maudit juif, etc. »... Ou : « Soloveitchik Boris ! — Présent, Onoufriy Nikitych. — Votre nom ? Boris. — « Non, Boruch ! » Rire général des élèves.

« On pourrait multiplier les exemples, mais raconter ces injures, ces coups donnés à un enfant pieds et poings liés (car la moindre réponse de

l'élève et le même professeur le dénoncera à l'autorité scolaire) serait honteux. On a honte pour ces hommes ayant reçu l'instruction universitaire, et, ayant jadis travaillé pour les droits humains, et la liberté de la conscience et de la religion. »

Pour qu'un journal officieux *russe* parlât ainsi, il faut vraiment que la situation générale fut vraiment honteuse. Que les lecteurs se représentent ce qui se passât, non pas à Pétersbourg, mais dans les provinces obscures, ce dont personne ne pouvait parler librement en Russie, et l'on comprendra le cri d'alarme jeté par le journal du prince Oukhtomsky, alors ami de Nicolas II.

Nous eûmes depuis des preuves sanglantes et de cette propagande et de ces mœurs législatives, administratives et politico-policières répandues, inculquées pour ainsi dire de force par l'autocratie au peuple russe.

C'est dans cette atmosphère politique que, en 1903, Plehwe reprit, devant le mouvement révolutionnaire,

réveillé avec plus de force que jamais, le moyen contre-révolutionnaire des pogromes, inauguré, comme je l'ai déjà dit, au début du règne d'Alexandre III, par Ignatieff (1), qui lui-même l'avait emprunté, comme moyen de gouvernement, à l'un de ces prédécesseurs.

En effet, les « troubles antisémites » ne présentent rien de nouveau, ayant toujours été un moyen de gouvernement pour le tsarisme russe. Ainsi, en 1871, le gouverneur d'Odessa, l'Allemand Kotzebue, furieux contre les juifs pour leurs sympathies envers la France pendant l'*année terrible*, s'en vengea en déchaînant les « troubles » contre les juifs d'Odessa pendant les trois premiers jours de la semaine de Pâques de ladite année.

Nous avons déjà parlé du système du comte Ignatieff au début du règne d'Alexandre III. Lors des « troubles » de 1881 et de 1882, on arrêta à Odessa tous les juifs qui avaient organisé un

(1) Voir l'Appendice.

comité de défense. Ce fut la première tentative d'organisation d'*auto-défense*. Ce n'est qu'après les horreurs de Kichineff que les juifs adoptèrent définitivement ce moyen de *lutte pour l'existence* contre les hordes lancées sur la population juive pauvre, les maisons des juifs riches ayant été presque toutes gardées par la troupe ce qui n'arrive plus.

A Balta les « troubles » de cette époque prirent une allure plus violente, grâce à la connivence de l'administration et de la police. Alors un des juifs notables de cette ville, M. Poznansky alla à Saint-Pétersbourg et accusa courageusement les agents du gouvernement. Mal lui en prit. Le gouverneur général, le fameux Drenteln, vint à Balta et ayant convoqué les notables de la ville les reçut avec cette apostrophe : « Qui de vous est allé se plaindre à Saint-Pétersbourg ? » — « C'est moi », répondit le brave Poznansky. — « Ah ! c'est toi, sale juif, calomniateur, menteur, etc. » Injuriant et menaçant les

israélites convoqués, ce bachi bouzouck en chef ordonna aux victimes de se tenir coi, de ne plus rien réclamer, de ne plus accuser, ni même indiquer les endroits et les maisons des pillards, où se trouvaient leurs biens pillés.

A Poltawa, le procureur, lors du procès des auteurs des troubles, se leva et prononça un réquisitoire contre... les juifs.

Le gouverneur de Tchernigoff fut destitué pour avoir arrêté les troubles dès leur début. Et c'est à ce moment que le conseiller d'Alexandre III, Pobedonostzeff, disait à l'étranger que la tolérance religieuse régnait en Russie.

Plusieurs années plus tard, les autorités de Nikolaïeff, ayant appris que les social-démocrates de ce port de la mer Noire s'apprêtaient à fêter le 1er mai, organisèrent les troubles anti-juifs; mais les ouvriers heureusement déjouèrent cette manœuvre diabolique.

En 1902, le comte Chouvaloff, alors préfet de la ville d'Odessa, disait aux ouvriers juifs : « Si l'on fête ici le

1er mai, je vais organiser les *désordres antijuifs!* »

A Paris même un des agents de M. fon Plehwe se présenta chez un israélites, connu dans la colonie russe, et, quelques semaines avant les massacres de Kichineff lui tint à peu près ce langage : vous avez de l'influence sur vos coreligionnaires, obtenez d'eux de ne pas attaquer la politique de M. fon Plehwe. Autrement vos coreligionnaires en Russie payeront cher ces attaques. M. Plehwe ne s'arrêtera devant rien! Ce fut ainsi que sonna l'heure des israélites de Kichineff et de Gomel.

CHAPITRE III

KICHINEFF

Je n'ai pas besoin de raconter ici les horreurs des journées de Kichineff, suivies bientôt de celles de Gomel (premier pogrome) (1). Avec et après Michel Davitt du *New-York American*, le correspondant Saint-Pétersbourgeois du *Times*, j'ai eu à l'époque la possibilité d'établir, dans *L'Européen*, la responsabilité pleine et entière du gouvernement de feu Plehwe dans l'organisation de cette première épreuve sanglante de la contre-révolution organisée.

La preuve que nous avons touché juste, fon Plehwe nous la donna bientôt après nos campagnes respectives et indépendantes : ne pouvant en rien atteindre le courageux publiciste américain, il expulsa de Saint-Pétersbourg le correspondant du *Times* pour la

(1) Voir *L'Européen* pour l'année 1903.

publication de la fameuse lettre du ministère de l'intérieur encourageant les massacres des juifs, et il interdit, sous menace de suppression, au directeur des *Novosti*, dont j'avais été le correspondant à Paris pendant de longues années, de publier quoi que ce soit de moi, et cela sous n'importe quel pseudonyme ; je ne pus de la sorte rien publier en Russie jusqu'à la mort de cet extraordinaire ministre-fossoyeur de l'autocratie (1).

Mais tout en ne m'arrêtant pas sur les horreurs même des massacres, je suis cependant obligé de rappeler le schéma général, les faits établis, et les noms des principaux organisateurs et ouvriers sur place — le tout démontrant

---

(1) Pour cette violence contre la presse russe, il profita d'une polémique qu'il a eue avec moi dans le *Figaro* (il signait ou faisait signer ses *factums* « Un Russe », je signais mes répliques « Nesvoy ») et dont il n'a pas pu être fier. Même pour pouvoir publier de son vivant une lettre de réponse dans une polémique purement littéraire dans les *Novosti*, je dus recourir à toute sorte de subterfuges. E. S

la participation directe du gouvernement aux massacres du printemps de 1903.

Après une campagne de Krouchevan et de son collaborateur Chtcherbane dans le journal le *Bessarabetz* (subsidié, même après le pogrome, par le gouvernement), des proclamations furent répandues dans le genre de celle-ci :

Frères Chrétiens,

Notre grande fête de la Résurrection de Christ approche. Il y a un très grand nombre d'années que, mis à mort par les juifs, notre Seigneur expia par son sang nos péchés à nous et ceux du monde entier, versa, de par sa miséricorde, son sang sacré pour le salut de tous les peuples qui existent sur la terre — de nous autres chrétiens aussi bien que de tous les hommes des autres religions.

Mais les vils juifs n'ont pas assez d'avoir versé le sang de notre Sauveur qu'ils ont crucifié et qui a souffert pour eux. Ils en versent tous les ans de ce sang innocent de chrétiens. Ils le tirent et l'emploient pour leurs rites.

On vous a raconté sans doute qu'à Doubossari ils ont crucifié un garçon chrétien dont ils ont employé le sang. Eh bien, la chose est parfaitement exacte. Les autorités le savent elles aussi, bien qu'elles n'en soufflent pas un mot pour ne point exciter notre colère contre

ces hommes misérables et avides de sang, que depuis longtemps déjà on aurait dû expulser de notre pays. C'est à contre-cœur que les autorités font écrire qu'il n'en est rien.

Un cas analogue vient encore de se produire ces derniers jours à Kiev, où, notamment, ils ont tiré le sang d'un enfant innocent, qu'ils ont ensuite jeté dans la rue.

A l'heure qu'il est, pendant que nous nous préparons à la Passion de Notre-Seigneur, ils boivent, eux, notre sang chrétien. Frères, nous sommes saisis d'effroi quand nous pensons au nombre d'âmes innocentes de chrétiens dont ils ont dû causer la perte durant de longues années.

Voilà donc comment ce peuple abject se moque de nous autres Russes... Et combien de maux ils occasionnent à notre Russie bien-aimée. Ils aspirent à s'en emparer... Ils adressent au peuple différentes proclamations afin de l'inciter contre les autorités et même contre notre Tsar-Batiouchka (petit-Père), lequel n'ignore pas que c'est un peuple lâche, vil et rapace et ne lui accorde point la liberté.

Ils tâchent donc de provoquer des troubles à la faveur desquels ils espèrent obtenir plus de libertés pour eux. Or, pour peu qu'on accorde la liberté au juif, il deviendra le maître dans notre sainte Russie, accaparera tout dans ses mains avides, et ce sera non plus une Russie, mais une juiverie.

Frères, au nom de notre Sauveur qui a donné son sang pour nous, au nom de notre très pieux Tsar-Batiouchka qui veille aux besoins de son peuple dont il soulage le sort par des manifestes généreux, réunissons-nous le jour de Pâques au cri : A bas les juifs ! Massacrons ces monstres sanguinaires qui s'abreuvent du sang russe.

Faites en sorte qu'ils se rappellent le pogrome d'Odessa, lorsque les troupes ellesmêmes aidèrent au peuple. Cette fois encore elles lui aideront, inspirées qu'elles sont chez nous de l'amour de Christ.

Frères, prêtez-nous main-forte. Massacrez ces vils juifs. Nous sommes déjà nombreux.

Parti des ouvriers
qui sont de vrais chrétiens.

Faites lire ceci à vos visiteurs, sinon votre établissements sera saccagé. Nous serons renseignés là-dessus par ceux des nôtres qui vous fréquentent.

Après avoir amplifiée la fameuse et fausse légende du « garçon chrétien » tué par les juifs, les dispositions furent prises par les organisateurs du *pogrome* pour qu'il commençât le dimanche de Pâques. Il y eut cependant des attaques isolées contre les juifs, dès le Vendredi

Saint. Ce Vendredi Saint on assomma deux vieillards, et le samedi on s'attaqua déjà aux femmes et aux enfants qui revenaient de la synagogue et auxquels on arracha même les vêtements. La police laissait faire et les agents riaient aux éclats en regardant opérer la canaille. Lorsque les israélites amenèrent plusieurs de ces voyous au 4e commissariat de police, l'adjoint du commissaire les gronda : « Ah, les imbéciles — vous ne pouviez pas attendre jusqu'à la fête ! »

Mais ce qui agissait d'une manière épouvantable sur la foule (1), c'était l'instigation ouverte de la police : les commissaires et les agents désignaient ouvertement à la foule les maisons des israélites de leurs arrondissements et éloignaient les massacreurs des maisons pour la sauvegarde desquelles on les avait payés (on achetait aussi cette sauvegarde aux chefs de bandes). Les

---

(1) V. l'*Européen* N° 182 et suiv., *Revolutionnaïa Rossia*, etc.

commissaires répondaient avec insolence aux protestations qui partaient du public. Toujours doucereux et obséquieux, le chef de la police secrète, Osovsky à l'observation d'un officier du public : « Je ne comprends pas, comment la police tolère ces ignominies », — répondit cyniquement : « Si vous ne comprenez pas, ne vous mêlez pas alors de ce qui ne vous regarde pas ! »

Le commissaire Berezovsky, connu par son imbécillité, aux reproches d'un israélite à la police qui regardait et ne faisait rien répondit en criant : « Ah, gueule de youpin, tu oses encore critiquer ! File, pendant que tu es encore vivant ! » Et le commissaire Solovkine, toujours insolent et brutal, comme un israélite tout ensanglanté accourait à lui en appelant : « Au secours, on vient d'assassiner mon père et mon frère » — l'apostropha férocement : « Qu'est-ce que tu hurles, youpin : on a tué... eh bien et après ? » Il y eut deux commissaires moins féroces : l'un s'indi-

gnait même du pillage et du meurtre, mais comme on lui demandait pourquoi personne ne prenait pas de mesures, il répondit : « Je n'y puis rien ! »

Il y eut des débits de thé et d'eau-de-vie, des *traktirs,* qui restaient éclairés toute la nuit, où les chefs et les conducteurs des bandes se réunissaient pour arrêter le mouvement du lendemain.

Le traktir de Pantiouchka, dans la rue Gostinnaïa, servait de quartier général ; c'est de la rue que l'on envoyait des éclaireurs et des agents dans toutes les directions. Vers une heure du matin, un officier, qui se tenait avec sa patrouille près de ce traktir, crut de son devoir d'informer le préfet de police que dans ce traktir avait lieu pendant toute la nuit une réunion suspecte. Le préfet de police répondit qu'il prendrait des mesures et ajouta que tout était tellement calme, que l'officier pouvait bien rentrer avec ses soldats à la caserne et que la police resterait seule à l'endroit

désigné : or, le traiteur Pantiouchka fut le lendemain un des plus sanguinaires chef de bande dans la rue Gostinnaïa ; sa bande tua dans une seule maison, cinq personnes. Son commandement : « Frappe jusqu'au sang », retentissait dans toute la rue. Il ne fut même pas arrêté.

A Kichineff personne ne douta depuis de la culpabilité des autorités. On reconnaissait l'incapacité du gouverneur destitué depuis, Von Raaben qui était mené toujours par ses fonctionnaires et par son vice-gouverneur Oustrougoff sans comprendre ce qui se passait autour de lui.

Mais tout autre fut ce vice-gouverneur Oustrougoff : c'était un vieux et actif malin qui pouvait vendre une douzaine de Raaben : ex-scribe arrivé à un poste aussi élevé, antisémite et réactionnaire acharné, il était à la fois collaborateur et censeur du *Bessarabetz* et joua un rôle considérable dans les massacres préconçus des juifs. Vieux renard, il n'eut pas besoin d'explications détail-

lées et comprit d'où venait le vent et de quoi il retournait.

Mais l'âme de la conjuration fut le chef de la « sûreté générale » de Kichineff, le colonel des gendarmes, le baron Levendal. Cette personnalité sombre surgit à Kichineff deux ou trois mois avant Pâques. La mission de ce gendarme était très énigmatique : il était indépendant du chef de la Direction de la Gendarmerie locale, ainsi que du gouverneur : il occupa un grand appartement et eut à sa disposition un grand contingent d'agents secrets. On savait cependant que la Direction de la Gendarmerie vaquait à ses affaires, comme à l'ordinaire, c'est-à-dire traquait les gens politiquement suspects, les suivait et les arrêtait par ses agents et gendarmes, et Levendal n'apparaissait même pas; et l'on restait perplexe, dans la société et parmi les fonctionnaires, sur le sens de l'arrivée de Levendal : Pourquoi diable une *sûreté générale* à Kichineff, où il n'y a ni université, ni fabriques, et où la popu-

lation demeure toujours paisible et immobile? Les uns expliquaient ainsi la chose : « Il fallait évidemment caser un baron pauvre, et on lui avait trouvé une sinécure. » D'autres, plus sceptiques, répliquaient : « Pourquoi alors une nuée aussi grande d'agents secrets parmi lesquels, dit-on, même des femmes? » La mission de Levendal jusqu'à Pâques resta ainsi mystérieuse : ce ne fut que pendant les massacres que beaucoup de personnes reconnurent les agents de Levendal parmi les chefs du *pogrome*.

Un des principaux collaborateurs de Krouchevan et de Levendal fut le fameux Chtcherbane, rédacteur au *Bessarabetz*, mouchard amateur et antijuif furieux; il revêtit même pour la *fête des massacres des juifs* l'uniforme des *institutions de l'impératrice Marie !* Malgré toutes les déclarations et les dépositions de témoins contre ce monsieur, il resta tranquillement en liberté.

Levendal fut très mécontent de l'allure qu'ont prise les massacres; il la

trouva trop grossière : avec les agents de province — voyez-vous — l'on ne peut pas obtenir de résultats fins, diplomatiques, où la *main dirigeante puisse rester inaperçue*; ce n'est qu'avec les agents dressés et stylés de la capitale qu'on pourrait bien travailler. Et Levendal pensa à des expériences plus réussies, à des parties plus fines !...

Les bandes préparées et lancées sur les juifs allèrent plus loin que les instigateurs ne le pensaient. Et les premiers jours les Oustrougoff et Cie perdirent la tête, surtout lorsqu'ils apprirent que vu le retentissement qu'eurent les massacres, Lopoukhine, adjoint de Plehwe, allait venir. Vite, ils organisèrent un Comité de secours aux victimes, sous la présidence de Mme Oustrougoff, un asile et une gargotte pour ceux qui étaient sans toit, sans nourriture. Mme Oustrougoff y passait des journées entières et le vice-gouverneur lui-même y venait et donnait des caresses aux enfants juifs, et des massacreurs comme le notaire Pissarjevsky, cher-

chaient à rentrer en grâce auprès des juifs pour éviter des dénon ciations...

Mais l'arrivée de Lopoukhine *tranquillisa et pour cause tout le monde*, aussi le tableau change completement sitôt lui parti, ayant laissé le mot d'ordre : pas de bétises qui seraient des aveux (1).

Le comité des dames de Mme Oustrougoff, organisé pour venir en aide aux juifs, comme il l'avait annoncé dans ses appels, se mit à *aider aussi les massacreurs*. Rapidement une agitation se fit au profit *des chrétiens victimes du pogrome*, et pour la première fois, dans les annales de la société russe, se créa un mouvement démonstratif de sympathie pour un crime collectif colossal, et cette manifestation se fit avec l'autorisation du gouverneur et la bénédiction du métropolitain qui s'inscrivit le premier pour la somme de 500 roubles.

---

(1) Actuellement M. Lopoukhine travaille pour avoir une réputation d'adversaire des pogromes

Les juifs, comme toute la population d'ailleurs, sachant que les massacres étaient organisés par le gouvernement, n'attendaient aucune justice et au début, ne portaient même pas de plaintes, tandis que les assassins et les pillards se promenaient tranquillement par les rues, et ledit Chtcherbane, conduisant quelques chrétiens blessés criait : « Il faut égorger tous les juifs! » Ce n'est qu'avec l'arrivée d'un procureur d'Odessa, M. Pollan, qu'on commença à instruire, mais à peine le procureur fût-il reparti que *l'affaire rentra dans l'ordre :* on relâcha les personnes arrêtées, les assassins purent quitter tranquillement Kichineff. La bande des Albanais amenés pour l'opération fut rapatriée en Roumanie avec le butin pillé ; le juge d'instruction Freinat élimina les procès-verbaux des tués et des blessés, *comme dressés par des médecins juifs...* On connait le reste.

La comédie sinistre des *procès* (!) de Kichineff et de Gomel déshonorèrent à jamais la « justice » autocratique qui

s'y montra complice et protectrice des massacreurs.

Ne pouvant pas empêcher le groupe des vaillants avocats des barreaux de Saint-Pétersbourg, de Moscou et quelques-uns des plus connus de la province, d'entreprendre les procès, on laissa toute liberté aux agents du Gouvernement et aux défenseurs antisémites d'attaquer les victimes des pogromes, de deblatérer contre les juifs toutes les insanités judophobes. Mais on ferma la bouche à la partie civile, aux avocats des malheureux pillés, mutilés, égorgés!

La lumière, prête à éclater, grâce à l'enquête des-dits avocats, fut mise sous boisseau.

Le gouvernement qui déjà avait présenté, dans ses communiqués, le pogrome comme la suite d'une rixe imputable aux juifs, révoqué avant le procès, les témoins gênants (1), fut heureux du départ, en guise de protestation, des

(1) V. l'*Européen*, n° 106.

avocats de la partie civile. Sur seize avocats, onze partirent, après une déclaration émue et éloquente faite par Mes Zaroudny (1) et O. Grusenberg, et cinq restèrent pour « enregistrer les dépositions futures (2) ».

Le gouvernement n'eut plus à se gêner. Au procès de Gomel, ses représentants eurent une attitude encore plus scandaleuse. Le gouvernement, comme nous le verrons plus loin, alla même jusqu'à publier les attaques véhémentes, haineuses et pleines de mensonges auxquelles se livra à Gomel l'un des défenseurs antisémites, le plus tristement célèbre, dans le *Messager du Gouvernement*, afin d'appuyer ainsi les proclamations et les appels antisémites qu'on se mit à répandre, après Kichineff et Gomel, dans tout le pays.

Il n'y eut plus de doute pour personne que l'autocratie n'ait résolu de noyer dans le sang juif le mouvement révolu-

---

(1) V. l'*Européen*, n° 107.
(2) V. l'*Européen*, n°s 105, 106, 107 et les suivants.

tionnaire et — surtout après les défaites scandaleuses infligées à ses généraux par les Japonais — le mécontentement général grandissant.

La disparition tragique de fon Plehwe qui devait « sauver le régime obligea ses « amis », ses « inspirateurs » et ses « inspirés », grands ducs, général Bogdanovitch etc., de se grouper, d'unir les efforts. Une action énergique par une organisation occulte commença dans le pays tout entier dès la disparition de M. fon Plehwe.

CHAPITRE IV

LA PROPAGANDE

Elle fut menée partout et presque de la même façon. Les documents et les faits révélateurs variaient peu, selon le milieu où la propagande se faisait.

Ces documents, ainsi que les cris unanimes de la conscience universelle, accusaient et accusent le gouvernement russe d'avoir été et d'être toujours l'auteur des massacres qui continuent à ensanglanter l'Empire russe. Les faits et les documents que nous publions plus loin démontrent comment les autorités gouvernementales organisaient ces massacres.

Voici ce que j'écrivais dans *l'Européen* du 10 juin 1905 :

Les enquêtes sur les derniers massacres, commencent déjà à donner des résultats prouvant la culpabilité gouvernementale dans les massacres de Bakou, Kostroma, Rostoff, Odessa, Jitomir, Nakhitchevan, etc.

Les agents du gouvernement organisent les ligues monarchistes terroristes à Moscou, Kichineff, etc. Des proclamations avec une estampille officielle sont répandues dans la population, l'appelant au massacre des ennemis du tsar et de la patrie.

L'appel suivant, signé Jarëma, fut répandu pendant deux ou trois semaines et prépara les massacres de Jitomir, de Sinferopol, Mélitopol, etc., juste deux ans après Kichineff, avec plus de cynisme et d'audace. C'est la troupe et la police qui eurent raison de la *samooborona* de Jitomir (milice libre de *self-défense*) qui, à cette époque, apparaît dans ses premières tentatives de la défense la malheureuse population contre les bandes noires organisées par les autorités (1) :

« Frères paysans ! Ces deux dernières années ont commencé à paraître des proclamations par lesquelles les ennemis du peuple russe essayent de répandre dans son sein la méfiance envers l'empereur et son gouvernement. Frères ! remarquez que ces proclamations sont lancées dans le peuple par les juifs. Vous comprenez alors d'où souffle le vent. Les juifs seuls n'oseraient pas agir ainsi, s'ils n'y étaient pas encouragés par les autres ennemis du peuple russe. Ces ennemis sont : les Polonais qui ne peuvent pas se résigner à ce que nous ne soyions plus leurs

(1) Voir l'*Européen* n° 180 et les suivants.

serfs ; les Japonais et leurs alliés les Anglais et les Américains qui ont commencé la guerre, et enfin les israélites-juifs... Les juivaillons morveux et galeux veulent à présent nous dominer. Ce n'est pas pour rien. Les Japonais ont donné aux juifs de l'argent pour qu'ils troublent le peuple russe. Les Polonais leur ont promis que le servage serait rétabli et que les juifs pourraient affermer les églises, les cabarets, etc. ».

Suivent les citations des Saintes Ecritures et les rappels des temps où on massacrait les juifs :

« Il faut qu'ils se rappellent ces temps. La juiverie a assez mangé du pain russe. A présent, elle veut ruer. Sus à cette cochonnerie. »

Cet appel parvint à certains journaux, et la *Gazette de Kieff* allait publier la note suivante :

« Un certain Jarema envoie des lettres aux paysans. Il essaye de faire croire que les juifs et les Polonais sont des ennemis du peuple russe. Nous espérons que le clergé et ceux qui veillent à la santé morale du peuple essayeront d'agir contre cette excitation des passions nationales. »

Le censeur A.-A. Sidoroff « retint » cette note, promettant de donner une réponse décisive dans deux jours, après rapport au gouverneur général. Deux jours après, la note était « interdite ». C'est ainsi que Jarëma se trouva sous la

tutelle de M. Sidorov et du gouverneur général de Kieff.

La censure, le gouverneur général de Kieff, la police locale en la personne de son chef Kouiaroff et de son aide Iarotzky (tous les deux exécutés depuis), sont les vrais coupables des massacres de Jitomir, chef-lieu de la Volynie ! Et les *habitants chrétiens* du faubourg Malevanka ont adressé au gouvernement général de Volynie, de Podolie et de Kieff une protestation contre les « autorités qui ont admis ces massacres ». La troupe qui *favorisait* les massacres, et dans les rangs de laquelle fut tué l'étudiant chrétien Blinoff, pour avoir demandé à l'officier qui la commandait de faire cesser les massacres, la troupe elle-même avait été préparée là, comme un peu partout, à seconder les massacreurs.

Les *Poslednia Izvestia* du 31 mai, ont publié toute une série de documents officiels secrets émanant du gouverneur général (adressé au gouverneur), et du gouverneur (au directeur de la Cour des Comptes), et qui, contenant des insinuations perfides contre les juifs, tendaient tous à réclamer l'augmentation du personnel de la police à Jitomir, aux frais des juifs !

Pour montrer à nos lecteurs comment les autorités elles-mêmes créent une atmosphère de *pogromes* dans tous les gouvernements de l'Ouest contre les juifs, pendant qu'on fait la même chose au Caucase contre les Arméniens

et partout contre les intellectuels, je vais citer encore le document qui émane du bureau du gouverneur de Kovno, et est secrètement adressé, à la date du 4 mai 1905, au préfet de police de Kovno, et à tous les ispravniks (chefs de police du territoire du gouvernement). Il commence par citer l'information du général quartier-maître de la circonscription militaire de Vilna, sur l'apparition des Chinois « qui vendent au détail de la soie de Chine, ce qui, avant la guerre actuelle avec le Japon, n'avait pas lieu. Leur apparition pendant la guerre, tout en ne donnant pas de raisons suffisantes d'affirmer qu'ils poursuivent un but d'espionnage en faveur du Japon, provoque néanmoins des soupçons dans ce sens, d'autant plus qu'ils se trouvaient — *à ce qu'il paraît* — en relations intimes avec une partie de la population juive ».

Et la circulaire secrète conclut à la nécessité de bien surveiller, de tenir au courant de tout le gouvernement, et de prendre des mesures en cas d'urgence. Le document porte la signature de M. Verevkine, remplissant les fonctions de gouverneur, et de son chef de cabinet M. Briling.

Je ne peux pas prolonger indéfiniment les citations de documents officiels prouvant la la culpabilité des autorités qui créent cette atmosphère de massacres qui remplit à l'heure présente la Russie entière.

Mais je citerai les extraits de deux lettres d'un soldat, Ivan Iankofsky, aux siens sur les massacres de Jitomir, auxquels il avait pris part les 6, 7 et 8 mai 1905.

Dans sa première lettre, il dit que ce sont les juifs et les Russes qui, avec des revolvers et des fusils, « ont fait une grande révolte, une véritable guerre », et il donne le chiffre de 200 blessés parmi les soldats.

« Nous n'irons pas en Extrême-Orient. On ne sait pas ce qu'il en sera. Il y a un télégramme du Tsar qu'on peut fusiller les juifs. »

Qui répand parmi la troupe des bruits pareils ?

Dans une autre lettre du même à son père, pour le féliciter avec la fête de Pâques, il raconte les désordres et le dénuement de la ville. Pas de pain, rien à manger...

« Et qui a commencé la révolte ? Les juifs, et on en a tué plus de 150. Tout un régiment de soldats circule dans la ville et on ne peut pas les réduire (!) Ce sont les *Katzapes* (les gens venus de Moscou) qui se sont rassemblés et frappent les juifs à la mort. Mais c'est un ordre de l'Empereur qui a depuis longtemps ordonné : si l'on tue le juif, ce n'est rien, mais si on le frappe sans tuer, alors on est mis en jugement, car s'il est tué il ne se révoltera plus, mais si tu ne l'as pas tué, donc c'est toi-même qui fais du désordre. Le 5 mai arriva un télégramme de frapper chaque juif saisi tant qu'on veut, mais

sans le lâcher vivant. Dieu, ce qui se passe en ville — impossible à décrire : jour et nuit on traîne les tués au cimetière et les blessés à l'hôpital, et d'autres sont jetés du haut du rocher, on n'en trouve même pas les os dans l'eau. On saccage les magasins des juifs seulement... Si l'on trouve un livowir (revolver) chez un juif, on lui coupe la tête et on le hisse sur un bâton et on dit que c'est un drapeau juif qu'on a pris. Faites de même aux vôtres... »

Pour comprendre cet état d'esprit d'un soldat d'avant les grands pogromes du mois d'octobre-novembre 1905, nous engageons nos lecteurs de savourer cette communication que nous trouvons dans le Journal officiel du Parti constitutionaliste-démocrate, le *Retch* du 2 mai 1906, ce qui prouve que la propagande et l'action des massacreurs continuent toujours dans le même esprit et dans la même direction !

Voici le morceau :

Un soldat juif du 38e régiment de Tobolsk, en garnison à Varsovie, envoie la déclaration suivante :

Notre colonel adressa ces jours-ci aux soldats le discours suivant :

Soldats ! Notre petite mère la Russie traverse des jours pénibles. Des gens méchants, des perturbateurs et des socialistes veulent partager notre patrie et ont même déjà commencé d'exciter nos braves troupes, répandant leur doctrine aussi parmi les fidèles serviteurs de notre Petit-Père le Tzar. La majorité d'agitateurs ce sont les juifs et les Polonais.

Rappelez vous donc, frères, qui sont vos ennemis et exterminez-les partout où l'occasion s'en présente. Si en chassant un perturbateur (kramolnik) vous tuez, en tirant sur lui, un autre par méprise, vous n'avez rien à craindre, au contraire vous en serez encore récompensés. Rappelez-vous que nous vivons dans un état de siège et plus chacun de vous exterminera de nos ennemis, mieux il en sera récompensé. Rappelez-vous aussi que nos ennemis intérieurs — les juifs, les Polonais et les socialistes sont beaucoup plus dangereux que nos ennemis extérieurs.

Après ce discours, l'adjudant du régiment s'avança et appela :

— Les lettrés ! deux pas en avant !

Quatorze juifs et 4 paysans sortirent des rangs.

— Des juifs ? cria l'adjudant.

— Israélites ! répondirent les soldats.

— La même chose, fichez le camp !

Le chef de la compagnie arriva le soir à la caserne et lut un article des *Moskovskya Vedomosti* qu'il accompagna de ces paroles :

— Tous les malheurs qui se sont abattus sur notre patrie proviennent exclusivement des juifs, lesquels boivent notre sang et se donnent encore pour amis de notre moujik ou de l'ouvrier russe. Mais ne les croyez pas ! Mochka (diminitif grossier de Moïse) — il désigna du doigt un des soldats — c'est votre ennemi, et moi russe, gentilhomme orthodoxe, je vous préviens : ne croyez pas Mochka ! Crachez-lui à la figure !

Les soldats entourèrent Mochka et se mirent à exécuter à la lettre l'ordre de leur chef.

Il fut enfin au bout de patience et lorsque son « diadka » (instructeur) s'approcha de lui et se mit à lui cra-

cher à la physionomie, il ne se retint plus et lui administra deux soufflets.

Il fut arrêté et attend à présent, dans la prison militaire, le conseil de guerre. Nous n'avons pas besoin de multiplier les exemples pour faire comprendre la mentalité des troupes façonnée ainsi en vue des pogromes.

CHAPITRE V

Excitations officielles aux Massacres

La *Révolutionnaïa Rossia*, l'*Iskra* et les *Poslednia Izvestia* etc., publiaient de temps en temps des documents officiels confidentiels, dans lesquels les autorités militaires provoquaient des représailles principalement contre les Juifs qu'on accusait de tous les méfaits et entre autres choses d' « enlever les rails » sur les lignes par lesquelles passaient les trains militaires! Mais tous ces faits pâlissent devant les nouveaux actes du gouvernement!

Généralement c'était le *Novoïe Vremia* et les autres feuilles antisémites qui, à l'approche de Pâques, rappelaient les crimes dont on accable les Juifs dans les milieux de « vrais patriotes. »

Cette fois, comme le *Novoïe Vremia* fut occupé à railler les savants, les avocats et les juifs qui « ne demandent la

constitution que pour eux », c'est le *Messager du Gouvernement* lui-même qui, à l'approche de Pâques 1905 et au milieu de la panique générale dans la population juive du Midi, a pris sur lui ces *excitations pascales*. Pour cela le *Journal Officiel* du Gouvernement a exhumé le compte rendu du procès de Gomel, ce monument d'insolence, de falsification et de pression gouvernementale, et publia en bonne place le discours *in extenso* de l'avocat antisémite Chmakoff, et en *imprimant en italique* les passages les plus audacieux et les plus injurieux pour les juifs, prononcés par cet avocat, grâce à la complicité du président du tribunal. Pour que les lecteurs comprennent toute la portée de la publication du *Messager du Gouvernement*, je citerai quelques passages du discours antisémite soulignés par les représentants du gouvernement pour attirer l'attention des futurs massacreurs :

Les Juifs sont devenus tellement insolents, qu'ils poussent les chrétiens, hommes et fem-

mes, des trottoirs dans la boue, et se moquent des officiers en leur criant : *Fils de Mars!*

Les ouvriers de Gomel se seraient plaints au chef du 160ᵉ régiment que « les Juifs nous prennent non pas pour des hommes mais pour des chiens... »

Les massacres des chrétiens par les Juifs (!) se firent sans pitié et principalement par *des coups à la tête ou par des couteaux au cou*, comme nous l'expliquons plus bas, avec accompagnement des cris des Juifs : « *Vous n'êtes plus à Kischineff.* » Le lendemain les actes des juifs sont encore plus insolents qu'à l'ordinaire, et l'on entend leurs cris : *notre samedi va à cheval sur votre dimanche, nous avons acheté Gomel, il est à nous!* et en même temps ils chantent : le temps est venu et nous réservons pour les chrétiens — les chiens — des triques !...

Et le reste à l'avenant ! Nous verrons les résultats de cette propagande.

Emboîtant le pas au journal officiel du gouvernement, le *Grajdanine* et les *Moskovskya Vedomosti* (1) prêchaient ouvertement, sous l'œil bienveillant des autorités, l'assassinat *des intellectuels* en attendant « l'apparition d'un nouveau Plehve ou d'un nouveau

(1) Voir chapitre XIII.

Araktcheïeff » (sombre despote et favori d'Alexandre Ier). Et la police est partout organisée et en relations suivies avec les *tchornya sotni* (les équipes d'apaches) attendant l'occasion propice de faire une Saint-Barthélemy *sui generis*.

En province les autorités sont plus insolentes et plus franches. En voici un exemple entre mille.

Le journal officiel du gouvernement d'Oufa, *Oufimskya Goubernyska Vedomosti* prit sur lui d'exciter le peuple contre les intellectuels. Emue de cette scandaleuse propagande officielle, la société d'Oufa décida d'envoyer une pétition au ministre afin d'en obtenir la fin de cette campagne dangereuse.

La pétition était déjà couverte de quantité de signatures des membres de zemstvos, médecins, etc., lorsqu'elle fut présentée pour la signature à un marchand Boussoff. Ce dernier refusa et rapporta la chose au gouverneur. Son Excellence demanda le nom de la personne qui avait présenté la pétition

au délateur. Ce dernier nomma le docteur Cheftel qui fut mandé séance tenante chez le gouverneur, interrogé, dépouillé de la pétition et jeté en prison !

Le docteur Cheftel resta longtemps en prison malgré la protestation collective de la Société des médecins d'Oufa contre son arrestation arbitraire, et malgré la protestation du procureur lui-même. Ce dernier est même allé en prison où il a visité le docteur Cheftel auquel il a dit : « Vous avez pour vous la loi et moi... ». Le gouverneur qui avait pour lui le ministre et la police se moque de la loi et de la justice.

C'est dans cette atmosphère d'excitation, de massacres partiels, de panique dont les journaux indépendants — hélas ! fort rares — du monde entier se faisaient l'écho que l'acte culminant de la tragédie approchait.

Nos appels désespérés dans l'*Européen*, ceux de la *Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen* et de la *Société des Amis du Peuple Russe et des*

Peuples Annexés (dans les meetings organisés à Paris, Bruxelles et ailleurs) passèrent pour des exagérations.

L'Aurore, organe du ministre de l'Intérieur actuel, M. Georges Clemenceau, publia en première page dans son numéro du 9 juillet 1905 l'article suivant :

LA REVANCHE

Il paraît que le gouvernement russe va prendre sa revanche de l'humiliation qu'il a subie du fait de la révolte de la flotte de la mer Noire.

On prépare le massacre des juifs à Odessa.

Les signes précurseurs ne manquent pas pour ceux qui savent de quoi est capable la bureaucratie russe aux abois. Déjà la dépêche tendancieuse de l'*Agence Havas* insistait sur le rôle joué par les étudiants et étudiantes juifs lors de la révolte du *Kniaz-Potemkine*.

Le correspondant du *Journal* rapporte le récit d'un révolutionnaire blessé qui aurait révélé les projets d'incendier les faubourgs Peresype et Moldovanka. Or, ceux qui connaissent Odessa savent que ces deux faubourgs sont habités par la population la plus pauvre,

la plus ignorante et fort experte dans l'industrie des « pogromes ».

L'*Echo de Paris* fait paraître une dépêche d'Odessa du 6 juillet qui rapporte que la police trouve de nombreuses bombes et cela principalement dans les appartements des juifs. *Le bruit court que les juifs vont être attaqués*, ajoute la dépêche, *car les Russes les abhorent et les rendent responsables des troubles récents*.

Cela suffit. Pour quiconque n'est pas frappé de cécité intellectuelle, il apparaît que les autorités locales préparent le massacre des juifs. Elles les préparent parce que, si la Russie officielle peut accepter le désastre de Moukden et de Tsoushima, elle ne peut pas accepter celui de la mer Noire. A la manifestation révolutionnaire des matelots, des militaires qui ont *prêté le serment de fidélité au tsar*, il faut répondre par l'explosion *spontanée* du loyalisme des *vrais Russes*.

Le *vrai peuple* aura reconnu que le juif, le mécréant a causé tout le mal. Quand le *vrai peuple* apprendra, et on le lui apprend, que les juifs détiennent les bombes, que les juifs ont voulu brûler ses pauvres demeures, il se lèvera comme un seul homme pour se venger, pour venger le tsar et la patrie. Il se lèvera d'autant plus facilement qu'Odessa, ville de 400,000 habitants, recèle une foule de gens sans aveu qui, sous l'œil paternel de la police, sont toujours

prêts à commettre vol, viol et pillage, assurés qu'ils sont de l'impunité. Le procès des assassins de Kischineff est un gage suffisant.

Et puis, comme il est avéré que les juifs d'Odessa sont effectivement armés en prévision des « pogromes », et comme la police sait que les éléments les plus avancés au point de vue politique sont peu enclins à se laisser égorger, la troupe, qui sera là pour rétablir l'ordre, le rétablira comme à Gomel : on tirera sur les juifs qui sortiront pour se défendre, et le tour sera joué.

Le reclus de Tsarskoié-Selo n'y sera personnellement pour rien, mais la camarilla qui l'entoure et qui cherche par le fer et par le feu à prolonger la curée, saura lui faire assumer toute la responsabilité, car, en sa qualité d'autocrate, il est seul responsable.

Il est à espérer que le crime projeté ne sera pas accompli, ayant été dévoilé à temps.

Le général comte Ignatieff, envoyé à Odessa avec des pouvoirs exceptionnels, porte un nom célèbre. Il est aussi célèbre dans l'histoire du peuple juif de Russie que celui de Mouravieff dans celle du peuple polonais. Le général comte Ignatieff doit savoir que ses faits et gestes sont épiés par le monde civilisé tout entier.

F. M.

Et les journées terribles d'octobre-novembre éclatèrent devant le monde civilisé stupéfait et épouvanté et qui n'avait pas cru à nos avertissements... Anatole France, dans la préface en quelques mots éloquents, caractérise cette *manifestation contre-révolutionnaire* tsariste. Nous ne voulons pas revenir à ces horreurs, qui sont encore dans la mémoire de tous. Nous donnons dans l'*Appendice* quelques documents qui parlent pour eux-mêmes. Et nous abordons un document capital qui jette un faisceau de lumière sur ces événements (1).

---

(1) Voir l'*Européen*, Décembre-Janvier, 1906.

CHAPITRE VI

Organisateurs des Massacres

M. de Witte qui, en sa qualité de *premier*, partage avec Nicolas II la responsabilité des massacres d'octobre-novembre dernier, a reçu de l'industriel minier connu, M. F.-A. Lvoff, un mémoire dévoilant les dessous de l'organisation des journées sanglantes à Odessa, Tomsk, Kieff, Rostoff, Nicolaïeff, Minsk, Kichineff, etc.

« Très nombreux furent ceux qui ne croyaient pas ; d'autres répudiaient furieusement ; d'autres encore demandaient avec indignation : Est-il possible que le gouvernement, en la personne de ses agents, ait pu aller jusque-là ? »

« Et des renseignements authentiques, des témoins oculaires, des télégrammes, des correspondances, des communiqués officiels (1) même arrivèrent.... La preuve du fait terrible, du fait qui glace l'âme, est là ! L'univers entier ayant appris la vérité frémit d'horreur. »

---

(1) Nous ne donnons pas les rapports des hauts fonctionnaires Kuzminsky et Turau, enquêteurs officiels des massacres à Bakou, Kieff, etc., vu que leurs enquêtes sont entachées de parti-pris bureaucratique et d'hostilité envers les victimes ; nous les remplaçons par le discours du prince Ourousoff, mais même eux accusent la police et les troupes d'avoir laissé faire les massacreurs.

Et l'auteur rappelle les agissements de la bande de Plehve. Il avait écrit *avant la guerre*, à propos des fameuses concessions sur le Yalou : « *On ne peut pas, d'une main, jouer : Bojé tsaria khrani, et de l'autre essayer une pince-monseigneur sur la cassette tsarienne.* »

Il raconte comment cette bande de grands-ducs, de généraux, de sous-Plehve, de gouverneurs voyant le danger des *libertés montantes*, organisèrent, après les essais connus de Kichineff, Gomel, etc., des cadres de massacreurs sous forme de groupes, ligues et Sociétés *patriotiques* dont le *Rousskoie Sobranié* (*Réunion russe*) prit l'initiative, soi-disant pour la *sauvegarde personnnelle du Tsar.*

Les journaux réactionnaires, le *Novoïé Vrémia*, par exemple, publiaient les comptes rendus de ces Sociétés, et même des communications téléphoniques de Moscou annonçant que ces patriotes comptaient déjà *cent mille hommes* pour assurer la sûreté personnelle du Tsar. C'est sous ce déguisement *patriotique et tsariste* que les massacreurs haut placés ont préparé la *contre-révolution*.

« La honte et l'horreur de toute la Russie — raconte M. Lvoff — sortirent du numéro 51, rue Bolchaïa Morskaïa, à Saint-Pétersbourg. L'huileux décorateur de l'autocratie, d'accord avec les *grands inquisiteurs* (sobriquet de Pobedonostzeff et des prélats qui ont publiquement prêché les massacres intellectuels à Mos-

cou, Tomsk, etc.), l'ex-général de la cathédrale d'Isaac (à Saint-Pétersbourg), actuellement chef de l'état-major de l'armée des *bandes noires*, le lieutenant-général Eugène Vassilievitch Bogdanovitch — est celui qui, avec le concours des patrons de la police et de la gendarmerie et des membres du *Rousskoïé Sobranié*, a élaboré le plan satanique de consolider à jamais en Russie, par le fer et par le feu, l'autocratie.

« Les chefs de l'armée — *ils furent, comme en Mandchourie, plusieurs, et dont les noms sont haïs de toute la Russie, et il est dégoûtant même de les nommer* — y prirent part. Et tous nos gouvernements de derrière les coulisses (on sait qu'il y en a plusieurs : celui des grands-ducs, celui d'Ignatieff et Cie, celui des sous-Plehwe-Stichinsky, Sturmer et Cie, etc., ou «Volontaires de l'Autocratie » avec les « métis plehwiens ») donnèrent leur appui. »

Et l'auteur énumère les mesures des *gouvernements* russes pour cette nouvelle saignée : proclamation de l'état de siège en Pologne, l'ingérence de Guillaume II, la présence de ses navires de guerre devant Cronstadt, les arrestations arbitraires, les distinctions accordées à des officiers et autres chefs massacreurs, etc., etc. Et il précise son accusation en ces termes :

« J'affirme donc — et j'en réponds sur ma tête — qu'au patronage de la gendarmerie a été organisée une *milice de combat* (Boïevaïa Droujina) en la personne du *général des Bandes*

noires, Eugène Vassiliévitch Bogdanovitch, et beaucoup de ses collègues de Moscou, Koursk, Tamboff, Tver, Odessa, Rostoff, Kharkoff, Ekaterinoslav, Tomsk, etc., avec la bénédiction de l'évêque Vladimir, etc., avec l'appui de l'*engeance plehvienne* et de membres de la Société des porteurs de bannières. C'est pour cela que le général Bogdanovitch voyageait fréquemment dans toutes les villes russes, et c'est au mois de septembre, qu'en mémoire de M. Zoubatoff (1) et C°, se constitua la Boïevaïa Droujina, avec des succursales aux noms différents, mais à l'allure obligatoirement « platonique » pour donner le change, gardant le fond sanguinaire.

Cela a permis au général Bogdanovitch de se vanter devant l'empereur, en affirmant que ses *milices* (Droujina) comptaient dans leurs rangs 100,000 hommes (bien que tout récemment encore le comte S. J. Witte, dans son rapport à l'empereur, déclara que le général Bogdanovitch en avait menti), prêts à payer, avec leur sang, la fidélité au tsar et à la patrie. Ils mentaient d'ailleurs de bonne foi, vu que le noyau des *milices* n'avait que 6,000 hommes, et le reste de la *force* des bandes noires leur devait être

(1) Le fameux agent qui, protégé par Trépoff et le grand-duc Serge a inventé l'organisation policière des ouvriers d'abord à Moscou et ensuite à Saint-Pétersbourg, d'où sortit l'œuvre de Gapone.

fourni par les « arrondissements » dont répondaient les « maîtres » du patriotisme « décoratif », tels que : Kleigels, Neidhardt (et son frère, préfet de police), Mœdem, Deduline, Bogdanovitch fils, Sleptzoff, Stolypine, Azantchefsky, Piler fon Pilchau, Kourloff, Lopoukhine, Rogovitch, Chirinkine (1), etc., au nombre de 103 coryphées de l'arbitraire bureaucratique. Le but de leur organisation : donner un appui actif au prestige de l'autocratie, ébranlé par l'affaire des concessions sur le Yalou et par la malheureuse guerre (ce furent ces mêmes *malfaiteurs* qui ébranlèrent le plus ce prestige) et se mettre d'accord sur la contre-révolution....

« Les délégués de la Boïevaïa Droujina des massacreurs ou *centurions* (sotniki), comme ils se désignaient eux-mêmes, se sont réunis à Saint-Pétersbourg, au commencement d'octobre et y sont restés d'une manière absolument imprévue, grâce à la grève inopinée des chemins de fer, ce qui les empêcha de se rendre aux lieux de leur future action avec le mot d'ordre : « Pour le Tsar ! » auquel on ajouta après, selon les circonstances : « A mort les juifs ! A mort les étudiants ! A mort les intellectuels... médecins, zemtzy (2) et même les enfants... » d'après l'inspiration.

---

(1) Tous préfets et gouverneurs des villes où ont eu lieu les massacres.

(2) Membres des zemstvos.

« Les *bains sanglants*, ordonnés en Russie, avaient donc été conçus beaucoup plus tôt et absolument dans un autre but que celui réalisé après le Manifeste du 17/30 octobre. Dans quelques villes, le zèle patriotique des autorités bien pensantes éclatait et échouait longtemps avant, vu que ces autorités perdaient patience et espoir de voir le retour des *centurions*, ne sachant rien de la constitution mûrie et tombée sur leurs têtes à l'improviste. *Et ici (à Saint-Pétersbourg) on fut aussi inquiet à cause d'eux.*

« Un hasard fatal donna au sinistre vieux la possibilité d'exécuter le plan satanique conçu par les malfaiteurs de l'arbitraire bureaucratique. Le 27 octobre, les grévistes laissèrent partir de Moscou un train sanitaire avec des malades pour Saint-Pétersbourg. La Sûreté générale profita de ce train pour envoyer (1) immédiatement, avec le retour à Moscou, les *centurions*, l'ayant organisé eux-mêmes. Ils y arrivèrent le 30. De là ils généralisèrent les manifestations sanglantes soit personnellement, soit par le télégraphe, en donnant comme mot d'ordre : « Pour le tsar ! » et en ajoutant d'autres paroles, selon l'inspirarion et les circonstances. »

Et le pays fut inondé d'appels aux massacres des ennemis : juifs, révolutionnaires, etc. Les

(1) Il y a des témoins qui ont intercepté les communications téléphoniques à ce sujet entre le général Bogdanovitch et la Sûreté générale.

bandes noires s'organisaient ouvertement, avec des comités, des sous-comités, avec des bannières patriotiques et religieuses. Les provocateurs, les « publicistes », les *prédicateurs d'églises* ne se génèrent plus. En même temps « on lança sur la Russie 35 régiments de cosaques, et l'on dépensa 7 millions de roubles (18 millions de francs). »

« Et toute cette ignominie, toute cette honte et horreur dont tous les gouverneurs et leurs bureaux, tous les préfets de police, toutes les gendarmeries avaient été informés n'a pas reçu, au moment de la proclamation des libertés, *d'ordre de retraite ! Les ennemis intérieurs* sont restés ennemis intérieurs... Et c'est sur l'ordre de Saint-Pétersbourg, dans les conditions que je dis plus bas que l'*incendie de sang* se répandit sur toute la Russie. Et lorsque le « succès » dépassa les prévisions les plus audacieuses, on rejeta tout sur le peuple : « Voyez donc, la population elle-même a pris part aux horreurs ; on déchirait les enfants en morceaux, on les brûlait vifs, on déchirait les ventres aux femmes et on les remplissait de duvet... Mais ce sont des barbares, des sauvages, des bachibouzouks. Quelle liberté peut-on leur donner, il faut les tenir en laisse, et pas autrement qu'affamés et en leur arrangeant la figure avec le fouet. Il est honteux de rester Russe après cela ! A l'étranger ! (Et pendant une seule semaine, depuis le 13 jusqu'au

19 novembre, il fut délivré 26.000 passeports pour l'étranger). D'ailleurs, non ! laissez-nous faire une petite saignée encore d'une centaine de mille *ventres.* »

« On a préparé ainsi une contre-révolution et ce fut une contre-constitution qui éclata. »

Et l'auteur peint dans des termes indignés ce qui se passe en Russie depuis le 31 octobre : le nouveau parjure du tsar qui, ayant promis les libertés, livra la Russie aux cosaques, aux milices de combat noires ; le règne de duplicité et d'anarchie de Witte, etc. Il fait un appel désespéré au gouvernement pour établir enfin le régime de liberté et de droit qui seul peut *pacifier* et *unifier* le pays.

« Autrement : En arrière ! Dans les bras de la révolution sous l'autorité du Prussien, à l'abîme... et ce sera la fin de la patrie ! «

Ainsi, voilà l'organisation des massacres dévoilée (1). La plupart des noms, comme Kleigels (St-Pétersbourg, Kieff), Neidhardt (Odessa), Mœdem (Moscou), Dediouline (St-Pétersbourg), Sleptzoff (Nijny-Novgorod, Tver), Stolypine (Saratoff), Piler fon Pilchau (Rostoff), Kourloff (Koursk-Minsk), Chirinkine (Bakou), etc., sont connus des lecteurs, les journaux européens et nous-même, dans le cours de nos campagnes, les ayant à mainte reprise cités. Je ne dirai par conséquent que quelques mots sur le général

(1) Voir l'Appendice.

en chef des bandes noires, le général Bogdanovitch, l'ami de Nicolas II. Ce vieillard est célèbre en Russie pour avoir organisé une *œuvre patriotique* qui publie et distribue des brochures réactionnaires où l'on glorifie le tsarisme.

Son orthodoxie est intransigeante, et il ne serait pas d'une absolue intégrité : l'amitié du tsar et de son entourage lui aurait permis de commettre ouvertement des actes voisins de l'escroquerie. Avant d'organiser les massacres, il s'illustra en vendant à des prix *exagérés* (comme l'avoua son propre gendre, le général Petroff) les tabatières qu'il sait se faire donner par le tsar et en touchant des pots-de-vin extorqués aux juifs menacés d'expulsion. Par exemple, un juif, administrateur d'une des plus grandes affaires de sucres de la Russie, se vit un jour sous le grand-duc Serge, expulsé de Moscou. Il a recours au général Bogdanovitch, connu comme « sauveur des riches » en pareilles circonstances. L'expulsé obtient l'intervention du général auprès du grand-duc pour un prix de 15,000 roubles, moyennant quoi l'expulsion serait *ajournée*, pour que l'*opération* recommençât ensuite. Lorsque l'*ajourné* apporta les 15,000 roubles (près de 40.000 francs), le général Bogdanovitch, avec l'air de n'y pas toucher, dit à la victime : « Oh ! mon ami, ma femme (qui pense à tous ces détails) n'a pas oublié que vous lui avez aussi

promis *cent sacs de sucre en poudre;* eh bien! ne les oubliez pas!».

Il ne nous déplaît pas que ce général soit à la tête des massacreurs, ayant comme instrument le général Trépoff, héros du discours, désormais historique, que le prince Ouroussoff a prononcé à la Douma le lendemain des journées sanglantes de Bielostok.

CHAPITRE VII

Les Avertissements et les Protestations

Il faut, pour bien établir les responsabilités du gouvernement, que je cite avec plus de précision quelques-unes des protestations et avertissements indignés contre les pogromes :

I

PROCLAMATION DE L'UNION DES UNIONS (1)

La proclamation suivante a été adressée, à propos des massacres, à « tous les citoyens de Saint-Pétersbourg » :

Aux jours où le peuple russe, après de longs efforts, a enfin obtenu la reconnaissance de ses droits, où un ordre nouveau, plus libre et plus juste lui est promis, il se trouve des hommes qui essayent, par les mensonges et la calomnie, de le dresser contre son propre bonheur.

---

(1) Organisation représentant l'Union de toutes les professions sur la base d'adhésion générale au mouvement libérateur.

On répand dans la capitale des feuilles avec l'appel au massacre des *juifs* et des *judaïsants*.

Point ne serait besoin d'en parler : Nous sommes convaincus que la population de Saint-Pétersbourg n'est pas assez peu éclairée, assez peu ignorante pour approuver une ignominie pareille.

Mais, dans beaucoup de villes de la Russie, des manœuvres pareilles ont amené une effusion honteuse de sang. Les premiers jours du nouveau régime auraient dû être une fête lumineuse de victoire pour le peuple entier. Mais ces mêmes jours furent assombris par des excès lâches et furieux, par des violences inouïes sur des milliers d'hommes; les massacreurs frappaient des femmes et enfants sans défense. Les Juifs surtout ont souffert. Le jour même de la promulgation du Manifeste, les rues de beaucoup de villes furent arrosées du sang innocent de ces victimes.

Qu'est-ce donc !

Il vaut la peine d'y réfléchir.

Est-il possible que le peuple russe ne désire point la liberté. Les ouvriers d'avant-garde et toute l'intelligentcia d'avant-garde (étudiants, professeurs, avocats, médecins, zemtzy, écrivains, etc.) luttent pour les droits du peuple.

Ils disent : le peuple doit lui-même, par ses élus, prendre part au gouvernement du pays, à l'administration de sa vie ; la parole et la presse doivent être libres pour projeter partout

et en toute occasion la lumière de la verité et dévoiler l'iniquité ; le peuple doit avoir le droit de réunion pour délibérer sur ses besoins, et celui d'association pour défendre ses intérêts. Les hommes d'avant-garde insistaient et insistent encore pour que ces droits appartiennent au peuple tout entier, que toutes les couches de la population gouvernent le pays et élaborent les lois par ses élus, et qu'il y ait plus d'élus des paysans et des ouvriers que des classes riches — autant de fois plus qu'il y est d'hommes de travail relativement au nombre des riches — voilà le régime libre qui est depuis longtemps introduit dans les pays civilisés.

C'est à ce régime qu'aspirent chez nous les hommes d'avant-garde de tous les peuples de la Russie : Russes, Juifs, Estoniens, Arméniens, etc. Tous ils veulent, par une bonne entente, vivre en enfants libres d'une seule mère, la Russie. Tous ils veulent un ordre de choses juste, égal pour tous. C'est précisément eux que les feuilles immondes appellent « judaïsants ». C'est précisément de tels hommes qu'on a massacrés et pillés à Odessa, Rostoff, Kieff et autres villes.

Qui donc les a massacrés ? Est-ce le peuple russe ?

C'est ce qu'affirment les défenseurs de l'ancien régime, en prétendant que le peuple ne veut pas de liberté, ne veut pas de régime nouveau.

Les tchinovniks (fonctionnaires), la police et leurs acolytes ont une raison de défendre l'ancien régime et d'en craindre un nouveau. Ils flairent que la fin menace leur règne ; qu'ils ne pourront plus rester les maîtres comme auparavant; qu'ils ne pourront plus s'enrichir de pots-de-vin. Avec le nouveau régime ils seront contrôlés par le peuple qui les obligera d'obéir à la loi.

Pour eux, l'ancien temps était réellement le bon temps, et ils voudraient le faire revenir. Ils s'efforcent de persuader à tout le monde que le peuple, lui non plus, ne veut pas renoncer à l'ancienne vie, que le peuple ne voit rien de meilleur que le grand arbitraire des fonctionnaires et de la police.

Nous déclarons hautement que c'est un mensonge.

Ce n'est pas le peuple qui s'insurge contre la liberté, contre ses meilleurs frères, parce qu'ils le mènent à la liberté. Ce n'est pas dans les intérêts du peuple qu'on massacre les malheureux juifs. Ce ne sont que des coquins qui, dans leurs intérêts de lucre, pour sauver l'ancien régime, répandent toutes sortes de bruits absurdes sur les juifs et prétendent qu'ils seraient des ennemis du peuple russe. Le peuple juif est un peuple aussi paisible et travailleur que le peuple russe.

« Tous les hommes sont frères » — est-il dit dans l'Évangile.

« A mort les juifs ! » — crient les fanatiques et les stipendiés de la police. Et ce n'est pas le peuple qui les entend, mais seulement des bandes d'hommes venus on ne sait d'où, et des âmes vendues, payées par la police. Ces hommes dévoyés ou vendus livrent la cause du peuple à ses ennemis.

Les malheureuses victimes des pogromes sont des martyrs ; ils ont souffert pour la foi nouvelle, pour la foi en la liberté et le bonheur du peuple. Que le sang de ces martyrs retombe sur les têtes des massacreurs. Tout honnête homme, si un lâche quelconque commence les violences, doit se porter au secours de la victime des violences. Il faut que tous les chefs des pogromes, tous les instigateurs et les fauteurs soient appelés à en répondre. Tous les fratricides déférés à la justice.

L'Union des Unions, ligue des personnes de tous les états et professions, déclare qu'elle a déjà commencé une enquête sur les personnes ayant pris part aux pogromes et qu'une liste des coupables est dressée pour les déférer aux tribunaux.

II

APPEL
DE
L'Union des Écrivains Russes
A LA SOCIÉTÉ RUSSE

De nouveaux massacres juifs se préparent dans le Midi et dans l'Ouest de la Russie.

Des bruits sinistres courent que dans beaucoup d'endroits l'administration locale, les gendarmes, la police et les soi-disant « vrais russes » s'apprêtent à lancer les hommes ignorants sur la masse juive privée de droits et de défense. Les pogromes *sont organisés*, se préparent avec sang-froid et avec calcul.

Des provocateurs expérimentés et exercés organisent la mise en scène appropriée et font de sombres préparatifs.

Ce n'est pas le fruit d'une imagination excitée, c'est le fait du jour qui est en train de devenir la terreur et l'épouvante du proche avenir, des journées de Pâques peut-être, cette fête la plus joyeuse de la chrétienté et que les malfaiteurs choisissent toujours pour l'organisation des pogromes juifs.

Nous répétons : ce ne sont pas de vaines craintes. Tout le monde se souvient des pogromes de Kichineff, d'Odessa, de Gomel et ceux si nombreux du mois octobre-novembre dernier, dans lesquels la participation de l'administration fut si clairement démontrée.

Les noms de Plehve, Neidhardt, des gendarmes à Melitopol, à Kertch, du comte Podgoritchani-Petrovitch à Gomel et d'une multitude de grands et petits agents du gouvernement sont à jamais attachés à l'organisation des pogromes juifs. Ce lien honteux est attesté avec précision et certitude par des procès devant les tribunaux, même par des enquêtes des autorités administratives et par des documents authentiques (par exemple, dans l'affaire de Kertch), qui sont déposés au ministère de la Justice. Cela éclate à tous les yeux, c'est connu de tout le monde et — avant tout — de ceux qui le nient.

Nous ne parlerons pas ici des procédés dont on se sert pour préparer les pogromes juifs. Le cœur nous manque de répéter ce qui se passait lors de ces nombreuses Saint-Barthélemy que les agents de l'Administration organisaient avec le concours du rebut de la société. C'est connu de tout le monde et surtout de ceux sous la surveillance desquels on violait les femmes et on plantait des clous dans les têtes juives.

Nous ne parlerons pas seulement de l'heure présente et de ce qu'elle prépare pour demain.

A Saint-Pétersbourg, dans l'Imprimerie du Gradonatchalnik (préfet de la Ville) est imprimée, avec l'autorisation de la censure, une proclamation recommandant de frapper et de torturer les juifs — proclamation qui se vendait publiquement et ouvertement aux librairies du « Novoie Vremia » et qui a été expédiée par milliers d'exemplaires en province.

A Odessa, dans l'imprimerie de l'état-major de l'arrondisssment militaire d'Odessa, est imprimé un appel ayant le même caractère à l'adresse des soldats. Les juifs y sont désignés comme les principaux auteurs de nos défaites en Extrême-Orient.

Les troubles intérieurs y sont présentés aussi comme étant l'œuvre des gens achetés par les juifs. L'appel se termine par l'invitation de supprimer la « nouveauté » ennemie juive et de « marcher hardiment sur l'ennemi ».

A Ekaterinoslav, dans les milieux chrétiens, est répandue en quantité considérable la brochure d'un certain Kaloujsky intitulée : « Un bon conseil aux juifs ». *La brochure est, elle aussi, imprimée à Saint-Pétersbourg, dans l'imprimerie du Gradonatchalnik,* et est de même approuvée par la censure. Sa teneur n'est qu'une criminelle calomnie ininterrompue contre les juifs, qu'il faut, selon l'auteur, supprimer coûte que coûte. Le « bon conseil aux

juifs » se réduit à ce qu'ils quittent le pays le plus tôt possible, autrement on en fera ce que les Espagnols en ont fait au moyen-âge.

Il suffit de ces indications — des imprimeries du gradonatchalnik de Saint-Pétersbourg et de l'état-major de l'arrondissement militaire d'Odessa — pour établir le fait et démontrer la source d'où vient l'agitation et qui prépare les pogromes. D'après des renseignements absolument précis, les mêmes préparatifs sont faits à Alexandrofsk, à Minsk, à Brest-Litofsk, à Rostoff-sur-le-Don, à Krementchoug et dans beaucoup d'autres villes et bourgs, cependant que la presse des massacreurs de la capitale répand déjà des faux bruits sinistres, tel le journal de chantages *Degn* (" le Jour ") écrit : « Gardez vos enfants, la Pâque juive approche ! »

Oui. Les juifs savent ce qu'on leur prépare, et ils fuient, abandonnant domiciles, maisons, biens, fuient du Midi tout entier, fuient de Russie en Amérique, en Afrique, en Australie, abandonnent tout pour se sauver, pour être le plus loin possible du nouveau crime monstrueux qui se prépare. Et ceux qui n'ont pas de quoi partir, ceux-là, évidemment, restent. Ils restent et attendent.

Oui, les pogromes se préparent, ils sont déjà presque prêts. Les cadres sont recrutés, les mots d'ordre communiqués, et des paroles, imbues de haine et de mensonge, surgissent en

brouillard rouge dans les têtes obscures des gens incultes.

Nous, écrivains russes, nous nous adressons à la société russe : resterons-nous toujours spectateurs indifférents des crimes qui nous couvrent tous d'opprobre ? Ouvertement, insolemment, au vu de tout le monde, continuera-t-on à préparer les pogromes juifs ? De tous les peuples opprimés par le pouvoir politique russe, pas un ne compte dans son histoire tant de représailles sanglantes, sauvages, que le peuple juif. Parmi tous les citoyens russes subissant les violences et l'arbitraire du gouvernement russe, le juif russe se dresse solitaire, dépourvu de tout droit, de toute défense civile. Nous savons comment on égorgeait les Arméniens au Caucase, nous connaissons les massacres de la jeunesse scolaire, jusques et y compris les collégiens (1) ; nous connaissons l'épouvantable sauvagerie avec laquelle le gouvernement traite l'intelligentcia et tous les lutteurs du mouvement libérateur ; mais dans la question juive, dans ce sanglant cauchemar continu qui est suspendu sur la juiverie sont concentrés comme dans un foyer, d'une manière tout particulièrement éclatante, et l'arbitraire russe

---

(1) Voir le *Bulletin Officiel* de la Société des Amis du Peuple Russe : « Les Massacres de Koursk ».

et l'absence totale de droits, toute l'horreur et toute la honte de la vie russe.

Les juifs sont des citoyens russes. L'extermination des juifs c'est notre propre extermination, notre honte russe. La lutte pour les droits juifs foulés aux pieds est une lutte pour les droits russes foulés aux pieds ; leur affranchissement est notre propre affranchissement.

La littérature russe — celle qui est digne de porter ce nom glorieux qui ne s'achète pas et qui ne s'est pas vendue — ne connaissait que l'homme indépendamment de sa religion et de sa nationalité, ne souffrait que des douleurs de toute la Russie, ne luttait que pour les droits de tous les hommes. Et, à l'heure présente, quand des menaces sauvages et des appels sinistres vibrent déjà dans l'air, que des gémissements sortent du fond des domiciles juifs et que la sombre provocation aspire à inonder par des nouveaux torrents de sang la terre russe déjà tant éprouvée — nous, écrivains russes, nous ne pouvons plus rester spectateurs indifférents.

Nous nous adressons à vous, citoyens russes, nous nous adressons au nom de la Vérité, au nom de la conscience, au nom de votre honneur, de votre dignité. Vous tous, qui aimez la Russie, tous les hommes sincères et honnêtes, ne laissez pas se perpétrer les pogromes juifs, defendez les juifs, mettez fin aux horreurs de moyen-âge! Que votre voix indignée retentisse

dans les municipalités, dans les assemblées publiques, dans les colonnes des journaux, dans les rues et sur les places publiques. Clouez au pilori tous les instigateurs, tous les complices de l'œuvre abjecte! Prenez toutes les mesures que vous inspireront votre honneur et votre conscience!

L'Union des Écrivains russes.

* * *

En même temps que cet appel, les journaux russes publièrent l'acquittement scandaleux par le Sénat du gouverneur Kourloff, de Minsk et du préfet Neidhardt, d'Odessa, tous les deux organisateurs — le premier des massacres d'enfants à Koursk et d'intellectuels, de juifs et d'ouvriers à Minsk, le second d'épouvantables massacres d'Odessa. Le scandale de cet acquittement — le 27 mars 1906 — consiste dans la défense des massacreurs par le ministre de -l'in térieur Dournovo en personne, qui déclara en plus que des personnages tels que Kourloff et Neidhardt ne peuvent jamais et ne doivent pas être rendus judiciairement responsables, car ils se sont dans leurs actes conformés aux vues et désirs du gouvernement et se sont montrés ses porte-paroles exacts.

M. Dournovo a confirmé ainsi officiellement ce que tout le monde savait, que les massacres ont été organisés et le sont encore de nou-

veau, par les agents directs du ministère de l'Intérieur Ratchkofsky (ami de M. Delcassé); fon Launitz, ex-gouverneur de Tamboff et préfet actuel de Saint-Pétersbourg, son adjoint Bogdanovitch, inspirateur et âme de la conspiration sanglante d'octobre; comte fon Kotzebue-Pillar-Pilhau, préfet de Rostof-sur-Don; Sleptzoff, gouverneur de Tver; Podgoritchani-Petrovitch de Gomel qui a mis à la disposition des bandes noires l'imprimerie saisie chez les révolutionnaires, etc., etc. (Voir discours de M. Vinaver à la Douma (1).

Les organisateurs de nouveaux massacres que les populations du Midi et de l'Ouest attendent, dans l'épouvante, sont ainsi sûrs de l'impunité, des encouragements et de l'avancement.

Les lettres et les appels de détresse que nous recevons des malheureuses victimes désignées à l'avance à la fureur sauvage des massacreurs et par lesquels elles nous supplient de saisir l'opinion publique des pays civilisés font dresser les cheveux sur la tête... De tous les pays civilisés, l'Angleterre seule est intervenue lorsque la nouvelle de la proclamation — de marque officielle — que nos lecteurs trouveront plus loin, est parvenue à Londres; le Comité de défense des juifs russes, avec M. Montagu à la tête, s'adressa au ministère des Affaires étran-

(1) Voir chapitre XI.

gères en lui demandant d'intervenir en faveur des populations menacées.

Le ministre des Affaires étrangères répondit qu'il avait déjà chargé son représentant à Saint-Pétersbourg d'attirer l'attention du gouvernement russe sur ce fait. *Le gouvernement russe a reconnu l'exactitude du fait et a promis de faire tout son possible pour éviter le pogrome* en faisant valoir la révocation du conseiller d'Etat actif Lavroff, coupable d'avoir gardé les ballots de la proclamation au ministère même avant leur écoulement.

Mais le ministre Dournovo lui-même, mais le général Bogdanovitch qui dirige l'organisation avec les bras droits de Dournovo, fon Launitz et Ratchkofski, mouchard en chef, mais tous les véritables organisateurs des pogromes sont libres, impunis et travaillent sans encombre à l'œuvre sanglante. Ils furent tous encouragés, poussés à préparer des nouveaux pogromes à la première occasion.

La presse indépendante de l'étranger et même en France, avec l'*Humanité*, l'*Européen*, le *Soir*, la *Tribune Russe*, la *Russie Libre*, l'*Aurore*, la *Correspondance Russe*, l'*Action*, etc., multipliait, de son côté, ses protestations et avertissements.

Voici, par exemple, ce que nous

écrivions au mois de mai dans la *Russie Libre :*

La presse a révélé des démarches officieuses — sinon officielles — du Gouvernement anglais auprès du Gouvernement russe en vue des pogromes que les agents du gouvernement préparaient un peu partout en Russie avec l'aide des sections de la fameuse *Union des vrais Russes*. La même démarche a été faite par les banquiers américains que Witte avait reçus à Portsmouth. M. Krause, en effet, a écrit, en leur nom, une lettre comminatoire à M. Witte qui lui répondit que le gouvernement russe ferait tout son possible pour éviter le renouvellement des massacres. Comme résultat de ces démarches et surtout vu la nécessité d'atteindre la journée du 26 avril (date de la souscription publique du fameux Emprunt) « sans encombrement, ni accident », nous avons évité les massacres des juifs aux Pâques. Mais d'après les nouvelles que nous recevons de toutes parts, ce n'est que partie remise. Les préparatifs des massacreurs ne sont pas abandonnés, les chefs sont tous là, les cadres sont prêts, et les cosaques et la police s'exercent toujours.

Le bruit court que le gouvernement espère provoquer une nouvelle explosion révolutionnaire par toute une série d'illégalités qu'il se prépare à faire subir à la Douma ; si l'explosion qu'on veut provoquer ainsi n'a pas lieu, les massacres juifs éclateront, pour donner au gouvernement le prétexte cherché aux nouvelles saignées des juifs, des intellectuels et des ouvriers. C'est en vue de ces massacres, que tous les fameux massacreurs, non seulement ne sont pas inquiétés, malgré les enquêtes et rapports officiels, établissant leur culpabilité, mais sont pourvus de postes en vue et de situations où ils peuvent encore servir de la même façon, de leur façon, la bureaucratie sauvage du tzarisme mourant.

Le jour où ces saignées, qui, à l'heure qu'il est continuent toujours au Caucase et dans certains villages russes (1), recommenceront dans les cités et dans les misé-

(1) Une des dépêches, publiées journellement par les journaux russes et cueillies dans les journaux de Moscou du 25 avril : « Bourg Kibarchino, district Souraj, gouvernement de Tchernigoff. Pour un peu de bois coupé dans la propriété du chef territorial et pour les troubles dans une distillerie, *un détachement répressif* fut appelé et s'y livra à une *exécution impitoyable et inhumaine :* cinq maisons, six meules, un hangar furent brûlés, deux paysans tués, plusieurs mutilés et *tous, sans exception, flagellés !* »

rables agglomérations juives, nous dirons à la bourgeoisie française, aux banquiers français et surtout au gouvernement français qui, seul avec le gouvernement turc et celui de Guillaume II, n'a pas fait son devoir de gouvernement de pays civilisé, nous leur dirons : « C'est votre œuvre ! ». Œuvre criminelle.

Pour un appui, plutôt de parade que réel, à Algésiras, pour des promesses fallacieuses d'un Witte et surtout pour une commission de cent vingt millions que les banquiers gagneront sur l'emprunt du 26 avril, vous avez vendu aux assassins et aux bandits du tzarisme cent trente millions d'êtres humains, vous avez compromis l'œuvre de libération que le peuple russe et les peuples annexés sont en train de conquérir, vous avez donné le nerf de la guerre au plus grand ennemi de la Russie et de la civilisation. Nous n'oublierons jamais le silence du Gouvernement français. Nous n'oublierons jamais cet emprunt de lèse-Russie et de lèse-Humanité ! »

Et si comme tout le fait prévoir les pogromes juifs éclatent (1) à nouveau partout,

(1) La tragédie de Bielostok, après les massacres de Vologda, Tzaritzyne et Kaliazine, ne s'est pas fait attendre.

où ils sont préparés par les agents de Witte, de Dournovo et Cie, nous nous adresserons aux communautés juives de l'Etranger et nous leur demanderons ce qu'ils pensent des banquiers juifs qui ont donné de l'argent au gouvernement tzariste.

En attendant nous leur soumettons toute une série de documents officiels sur la question. Qu'ils y réfléchissent !

En dehors de la presse honnête et du parti socialiste il se forma en France, en Italie, en Belgique, des *Sociétés des Amis du Peuple Russe*, lesquelles avec la *Ligue des Droits de l'Homme* faisaient la même besogne humanitaire, ainsi que le *Comité de Protestation contre les massacres* de Paris, transformé depuis en Comité de la *Russie Libre* et dont la presse honnête a publié le 5 décembre dernier l'Appel suivant :

Un appel à l'Europe

La lettre suivante a été remise aux présidents des groupes parlementaires de la Chambre :

Paris, le 4 décembre 1905.

Monsieur le Président,

Les habitants de plusieurs grandes villes de Russie, telles que : Nicolaïeff, Odessa, etc., « supplient toutes les nations civilisées et leurs gouvernements respectifs de faire à Pétersbourg toutes les démarches possibles pour empêcher une catastrophe qui pourrait dépasser en horreur tous les événements de ces temps derniers ». (Agence Reuter, *Matin* du 4 décembre.)

Nous vous adjurons, monsieur le président, vous et les membres de votre groupe, d'élever vos voix avant qu'il ne soit trop tard.

Vous avez pu lire aujourd'hui même dans tous les journaux que le général Kaulbars recommence à Odessa la même manœuvre contre les juifs, qui a si atrocement réussi à son prédécesseur le préfet Neudhardt, lequel avait désigné les juifs aux *bandes noires* avant de les lancer sur la malheureuse cité de la Mer Noire. (Voir le *Matin* du 4 décembre.)

Nous n'insistons pas, monsieur le président, sur le côté humanitaire de la question. Nous vous

rappelons seulement cette révélation que le professeur Seignobos a faite publiquement au meeting de vendredi 1er décembre dernier, à la salle Cadet. Le professeur Seignobos a dit à peu près ceci : « Des députés avaient pressenti le président du Conseil, M. Rouvier, de l'intérêt et de la nécessité qu'il y aurait de peser amicalement sur le gouvernement russe dans les circonstances graves qui peuvent avoir une répercussion désastreuse sur les intérêts moraux et matériels de la France. M. Rouvier aurait reconnu la gravité de la situation en disant qu'une démarche de la part du gouvernement français serait une chose plus que délicate et même dangereuse, car un krach en Russie peut provoquer en France non seulement un krach financier mais aussi une crise industrielle, vu que beaucoup d'industriels français auraient leurs fonds de roulement en valeurs russes.

Le professeur Seignobos arrive à une conclusion diamétralement opposée à celle de M. Rouvier. C'est précisément en vue de cette situation périlleuse pour les intérêts français que le gouvernement français a un devoir impérieux d'intervenir discrètement par un *conseil amical* pour obtenir de *l'ami et allié* la cessation des massacres et l'octroi des réformes qui ne sont que promises depuis le 30 octobre dernier et qui, une fois promulgées, mettront fin à cet état d'anarchie qui pèse sur la Russie et sur le monde civilisé tout entier.

Ce n'est pas la politique d'autruche, mais celle de grand jour et de générosité qui convient à la France républicaine et qui peut prévenir un cataclysme dont le monde n'a pas encore vu de semblable !

Notre devoir est de vous signaler cette situation menaçante, monsieur le président. Nous sommes sûrs que la France républicaine, qui marche à la tête de la civilisation, ne faillira pas au sien.

Veuillez agréer, etc...

Pour le *Comité de protestation contre les massacres des juifs et des révolutionnaires en Russie :* E. SÉMÉNOFF, docteur KAMINER, docteur PECKER, docteur RECHNER, docteur LEBEDINSKY.

Qu'on se rapporte aux révélations du prince Ouroussoff, ministre adjoint de l'Intérieur à l'époque ; qu'on se rappelle les massacres de Gomel du mois de janvier, de ceux qui les ont suivis à Vologda, Bielostok, etc., et que l'on dise si tous ces avertissements n'étaient pas fondés !

CHAPITRE VIII

LES PREUVES

I

Les journaux russes ont publié sur ces entrefaites l'information suivante :

On vient de découvrir que les proclamations (1) monarchistes et pogromiennes excitant les masses contre l'intelligencia et les populations non russes étaient *imprimées dans une imprimerie « clandestine »*, installée dans *le bâtiment du département de la police politique* (Fontanka, nº 16) et dirigée par l'officier de gendarmerie Komissaroff et par le directeur adjoint du département Ratchkofsky. Des proclamations analogues au nom de l'«Union du peuple russe » appelant à l'assassinat non seulement des particuliers, mais aussi du président du Conseil, S. J. Witte, soi-disant auteur du mouvement libérateur,

(1) Nous donnons la traduction littérale de la proclamation officielle et gouvernementale appelant aux massacres des juifs qui se vendait 2 kopecks pièce dans les librairies du *Novoié Vremia* et du *Rousskoiè Znamia* et qui provoqua l'intervention officieuse du gouvernement anglais. Nous conservons la grossièreté et les incorrections de style de l'original.

étaient imprimées *dans l'imprimerie du Préfet de Saint-Pétersbourg*. Appelés devant le Conseil des Ministres pour donner des explications, le Préfet de Saint-Pétersbourg, fon der Launitz l'ex massacreur de Tamboff, et le directeur des affaires de presse, Belgarde ont expliqué avec aisance et nonchalance ; le premier, que les proclamations ont été imprimées parce que autorisées par la censure, le second, que le censeur qui avait donné les autorisations était un homme « non sans services rendus ». Le ministre Dournovo gardait pendant ces explications un silence profond. Les deux fonctionnaires ne sont pas inquiétés et gardent leurs places.

Appel au Peuple Russe

La cause de tous les malheurs de la Russie
Les mesures pour supprimer le mal provenant des Juifs

Savez-vous, frères, ouvriers et paysans, quel est le principal auteur de tous nos malheurs? Savez-vous que les Juifs du monde entier qui habitent la Russie, les Amériques, l'Allemagne et l'Angleterre ont conclu une alliance et décidé de ruiner complètement la Russie, de la partager en petits royaumes pour la donner aux ennemis du peuple russe, de la donner notre petite mère Russie, acquise et arrosée par le sang et la sueur russes ?

Ensuite ils veulent par la ruse et le mensonge enlever la terre au paysan russe, faire de celui-ci l'esclave des Juifs, supprimer nos popes et transformer les églises et les monastères orthodoxes en écuries et porcheries juives. Et voilà pour ruiner la Russie ils ont tout d'abord excité contre nous les Japonais ; durant la guerre, ils nous trahissaient à chaque instant, nous ven-

daient à nos ennemis et c'est là la cause de nos défaites inouïes. Et maintenant ils ont décidé de faire disparaître les seuls défenseurs du peuple russe et de la foi, les propriétaires fonciers orthodoxes, les fabricants et marchands pour que, après, le Juif puisse s'emparer de tout en Russie sans que personne se dresse pour prendre la défense du peuple russe.

Nos ennemis ont en réserve beaucoup d'argent, force de millions pour cette vilaine œuvre mécréante, et ce ne sont pas que les juifs et d'autres peuples d'origine non russe qui détestent la Russie, mais aussi beaucoup de russes et de polonais malhonnêtes ayant perdu Dieu et honneur et dont les uns par lucre abject, les autres par folie, contribuent à la perte de notre chère patrie malheureuse. Tous ces vils mécréants, pour lesquels même la potence ne suffit pas, se donnant l'air d'amis du peuple, se faufilent dans les fabriques et les villages et profitant de votre obscurité et de votre confiance, vous trompent par des promesses mensongères et par conséquent larges, et vous incitent à faire toute sorte de grèves des fabriques, des chemins de fer, des postes et autres, ainsi qu'à

piller et à brûler les propriétés des propriétaires et tout leur bien.

Sachez donc, pauvres gens confiants, qu'en obéissant à des lâches agitateurs, vous vous creusez vous-mêmes un fossé : après que vous aurez ruiné par des grèves les fabriques et les usines et brûlé et pillé les propriétés bien installées, des propriétés russes avec les écoles, hôpitaux et toutes sortes d'établissements dont vous avez vous-même besoin, toute notre pauvre patrie se transformera en misérables ruines. Alors les juifs transféreront ici leurs capitaux de l'Angleterre, de l'Amérique et de l'Allemagne et rachèteront pour des centimes toutes nos fabriques, usines et propriétés russes et puis nous faisant boire et nous attrapant dans leurs filets (ce dont ils sont si experts), ils s'empareront vite de toute notre terre et vous transformeront vous-mêmes en esclaves muets.

Ils vous feront travailler nuits et jours et ne vous paieront que juste pour vous empêcher de mourir de faim. Pour la moindre résistance de votre part ils vous mettront en prison et vous y feront pourrir sans pitié durant de années; dans les

tribunaux siégeront seuls les Juifs et leurs mercenaires russes, les vendus, et si justes que vous soyez, vous serez condamnés dans ces tribunaux, puisque pour le Juif tout chrétien est pire qu'un chien et il n'a envers le chrétien ni conscience, ni pitié, ni justice.

Et il n'y aura personne pour vous défendre, puisque vos défenseurs naturels, les propriétaires, fabricants et marchands orthodoxes auront été par vous-mêmes ruinés, et tombés entre les pattes crochues et dans la dépendance des mêmes juifs qui ont vendu le Christ. Ne croyez donc pas, frères en Christ, aux paroles mielleuses et aux promesses des juifs et de leurs mercenaires vendus (*sic*); ce n'est pas votre bien qu'ils désirent : ils aident, pour de l'argent, les juifs à transformer la Russie en ruine, d'acheter cette ruine pour relativement peu d'argent et d'y fonder le royaume juif avec de l'argent chrétien.

Dès que ces traîtres du Christ se présenteront chez nous, déchiquetez-les, tuez-les, pour leur enlever toute envie de venir chez nous. A l'heure actuelle, les honnêtes gens de Russie, ceux qui aiment la Russie, s'efforcent d'obtenir de l'Empereur qu'il chasse

au plus tôt du poste de premier ministre le principal ennemi du peuple russe, le principal collaborateur des Juifs, avec sa femme juive. Dieu veuille que nos prières communes russes soient entendues ! A présent l'ordre est donné d'élire pour la Douma des représentants qui interviendraient auprès du Tzar en faveur de vos affaires.

Tâchez donc d'élire des paysans qui ne boivent pas, qui croient fermement en Dieu et qui sont honnêtes (*sic!*). Tout votre bonheur et bien-être futur en dépendent.

Sauvez-vous donc, gens russes et autres peuples habitant la Russie et aimant la patrie, de la perte, le temps coule vite et le mal des juifs se répand aussi rapidement et en ne le prévenant pas on peut voir arriver le moment où la lutte deviendra impossible. En conséquence, pour que le mal fait par les juifs n'augmente pas, il est nécessaire de prendre les mesures suivantes :

1° Expulser tous les juifs, sans égards aux titre et état, de toutes les villes de Russie d'Europe et d'Asie, et les interner dans le territoire de résidence juive leur donnant, sur ordres des consultations spéciales instituées auprès des gouverneurs et

préfets, de 1 à 5 ans pour liquider leurs affaires commerciales et autres.

2° Dans les lieux de résidence accorder le droit de commerce, de travail, de métiers à un nombre limité de juifs en proportion au nombre de la classe commerciale et d'artisans de la population autochtone avec interdiction aux juifs de faire le commerce de blé, de grains, de viande, de bois et produits forestiers. Interdire complètement d'ouvrir, de diriger ou de prendre part aux maisons de bourse, de banque, de finances, de commerce et autres établissements similaires.

3° Laisser au reste de la population juive le droit d'être embauchés comme ouvriers aux fabriques chez les propriétaires fonciers et d'être occupés aux maçonnerie, terrasserie, menuiserie, etc.

4° Laisser pendant l'année à la compétence des gouverneurs, l'autorisation de s'absenter des limites de la résidence (à l'exception des capitales, où l'entrée est complètement interdite aux Juifs), pour un délai ne dépassant pas sept jours avec la garantie d'un Juif riche, et au cas d'une absence ou d'un séjour hors des limites de la résidence dépassant sept jours, punir le

coupable d'une amende de 300 roubles (800 francs), au minimum et d'un emprisonnement de deux à trois mois.

5° Fermer toutes les écoles juives, avec le droit pour les juifs d'entrer dans les écoles russes d'après les règles générales ;

6° Priver les juifs du droit d'entrer dans tous les établissements scolaires supérieurs, secondaires et spéciaux ;

7° Priver les juifs du droit d'avoir des bouchers à part ;

8° Obliger les juifs de faire tous les services les samedis et les jours de leurs fêtes au même titre que les personnes des autres confessions. En général, priver les juifs de tout particularisme et laisser jouir de l'ordre général établi dans l'Etat. Quant au service militaire, vu non seulement l'inutilité, mais le danger des défenseurs tels que les juifs, élaborer une loi, d'après laquelle pour chaque juif passible du service militaire, toute la population des juifs de la Russie solidairement doit payer une redevance établie.

9° Défendre aux juifs de participer à n'importe quelles adjudications et fournitures publiques et d'État. Les juifs ou les russes coupables d'avoir pris sous des noms fictifs

de telles adjudications sont passibles d'un emprisonnement d'un an au minimum.

10° Supprimer les rabbins publics en transférant leur besogne de l'état cvil aux chancelleries des bourgeois des villes et aux bureaux communaux, ou nommer pour cet office des personnes désignées par le Gouvernement.

11° En cas de retour des juifs après leur départ de la Russie, les faire subir les travaux forcés dans les prisons pendant un an au minimum et les interner pour toujours dans l'arrondissement de Kolymsk, gouvernement de Iakoutsk (Sibérie Orientale).

12° Laisser les juifs émigrer, sans retour, et sans droit de s'absenter, dans l'arrondissement de Verkhoiansk, gouvernement de Iakoutsk, en leur attribuant 15 déciatines de terre par personne à titre gratuit.

13° Obliger tous les juifs ayant pris des noms russes ou étrangers de les remplacer dans le courant d'une année par les anciens noms juifs et interdire à l'avenir de prendre de nouveaux noms et prénoms au risque de se voir infliger une amende de 300 roubles et un emprisonnement de 1 à 3 mois ;

14° Interdire aux juifs non seulement dans toute la Russie, mais aussi dans les lieux de résidence permanente, de s'engager aux théâtres d'opéra et de drame, sous peine d'amende de 300 roubles pour chaque cas, aussi bien pour les juifs que pour les directeurs ;

15° Exclure les gouvernements de Kieff, Tauride, Kherson, et les villes Ekaterinoslav et Kichineff du territoire de la Résidence des juifs ;

16° Obliger toutes les personnes de croyance juive, sans distinction de grade, ayant acquis des propriétés aussi bien dans le territoire de Résidence qu'en dehors, de les vendre dans un délai de 5 ans et les 5 ans passés les faire vendre par adjudication publique ;

17° Donner le droit aux populations des campagnes et des villes du territoire de Résidence des juifs de prendre des arrêtés de les éloigner en cas de leur nocivité reconnue en vertu de la loi reconnaissant aux communes rurales d'expulser du sein de la communauté les membres qui sont, par leur conduite, nuisibles.

18° Interdire la naturalisation aux juifs étrangers.

19º Interdire la publication des jour naux en langue juive et défendre aux juifs d'être rédacteurs ou éditeurs de n'importe quels organes de presse en Russie.

20º Soumettre les juifs des bourgs aux Directions communales à titre général.

21º Interdire aux juifs d'avoir en service des domestiques et des ouvriers chrétiens.

22º N'accorder qu'aux petits enfants des juifs, ayant embrassé la religion orthodoxe, tous les droits dont jouit le reste de la population en Russie.

Cependant pour sauver la Russie de la future perte et pour exécuter les mesures indiquées il faut une décision ferme et inébranlable et un courage civique, il faut un sang-froid complet et une assurance que c'est là une cause sainte et la sauvegarde de son peuple contre l'ennemi intérieur éternel. Il faut le génie de Pierre I, il faut la volonté de fer de Nicolas I et d'Alexandre III, il faut la décision, avec laquelle Alexandre II aborda l'œuvre de l'affranchissement des serfs, il faut la volonté de fer de Bismark et la politique ferme de l'Angleterre dans l'achèvement de la guerre contre les boërs, lorsque l'univers

entier criait contre elle. Les hésitations et les mesures palliatives envers les juifs ne peuvent créer que des difficultés pour le pouvoir et l'accélération de la révolution ce à quoi aspire toute l'intelligencia juive.

Il faut appeler à l'union complète et à la conscience tous les organes du gouvernement, agir d'une manière inébranlable et sans relâche. Que les organes de l'administration locale et de la justice marchent la main dans la main, que les lois concernant les Juifs soient exécutées avec exactitude, à quel effet punir sévèrement comme pour des crimes politiques tous ceux qui s'écartent de l'exécution par faiblesse et par peu de conscience. Et ce n'est qu'alors que les mesures contre l'ennemi intérieur commun seront réalisées qu'en Russie sera établie la paix intérieure et le calme.

Que chaque Russe sache que toute la force de la Russie est dans l'autocratie intangible et dans l'orthodoxie. Et les noms des personnes qui auront sauvé enfin le peuple russe de la juiverie et réalisé les mesures indiquées, seront portés sur les

pages de l'histoire de la patrie en lettres d'or.

Autorisé par la Censure

St-Pétersbourg, le 19 février/4 mars 1906

Impr. du Gradonatchalink (préfet), Persp. Izmaïl, 8e ligne, no 20. Dépôt de la publication dans tous les magasins du *Novoie Vremia* et dans la rédaction du *Rousskoïé Znaméa*, Saint-Péterbourg, 4e ligne (rota), no 6.

Cette proclamation, apostillée par Trepoff, nous dispenserait des autres preuves, mais poursuivons.

CHAPITRE IX

LES PREUVES

(*Suite*)

L'organe officiel du parti de la Liberté du Peuple, la *Retch*, publie dans son numéro du 9 mai (26 avril) le document suivant, sous le titre : « Contribution à l'histoire de notre Contre-Révolution (*Extrait d'un Rapport Officiel*) » :

... Le manifeste du 17/30 octobre a été généralement accueilli avec joie. Les partis extrêmes dénonçaient le désaccord complet entre la situation réelle dans le pays et le grand principe de liberté politique et civile annoncé dans le manifeste et la méfiance à l'égard de la réalisation par le gouvernement des promesses données par le manifeste. Malheureusement, la population, dans le courant de l'année écoulée, se considérait maintes fois en droit de se plaindre du manque de sincérité du gouvernement et de ses promesses. Il était donc naturel que cette fois encore, le peuple saluant le manifeste en principe crût dans certains cas seulement la lutte libératrice comme achevée, mais en majo-

rité il adopta une attitude expectative voulant voir quelles seraient les changements que ce manifeste opérerait dans la vie réelle. Quant aux partis extrêmes, ils affirmaient comme toujours que le gouvernement ne désirait aucunement accorder la liberté au peuple et que le manifeste n'était autre chose qu'une manœuvre politique à laquelle le gouvernement était amené par la grève générale, par l'arrêt de la circulation sur toutes les lignes de chemins de fer, par les soulèvements dans plusieurs grandes villes et par l'agitation grandissante dans l'armée.

Comme il a été dit plus haut, l'agitation des partis extrêmes n'avait d'abord du succès que là où le terrain pour les désordres avait été préparé soit par des conditions économiques excessivement pénibles, soit par l'oppression de la part des classes plus fortes, soit par les actes maladroits ou peu sincères de l'administration, et les partis extrêmes avaient acquis leur force pour cette raison principalement que, critiquant violemment chaque acte du gouvernement, ils avaient trop souvent raison. Ces partis eussent perdu la majeure partie de leur prestige si les masses avaient vu immédiatement après la promulgation du manifeste que le gouvernement était réellement décidé d'aborder la nouvelle voie tracée dans le manifeste et qu'il s'y était engagé. Malheureusement, ce fut le contraire qui arriva et les partis extrêmes eurent encore une occasion — dont il est presque impos-

sible d'évaluer la gravité — de se vanter qu'eux seuls, ils avaient apprécié à leur juste valeur les promesses du gouvernement.

Le jour même de la promulgation du manifeste fut marqué par l'effusion du sang à Pétersbourg et notamment par la fusillade de la foule qui marchait en manifestation paisible, soit sur la Gorokhovaïa, soit sur la Perspective Zagorodny. Et ensuite le sang coula dans toute la Russie. Le nombre des tués et des grièvement blessés pendant les quatre ou cinq mois qui suivirent la promulgation du manifeste est difficile à établir; mais, d'après des sources absolument authentiques, il est évalué à des dizaines de mille. Ce qui fut pis, cependant, c'est que la population fut fermement convaincue que tous ces pogromes — qui, si inopinément et simultanément éclatèrent sur toute la surface de la Russie et qui noyèrent dans le sang l'allégresse causée par la liberté accordée au peuple — étaient provoqués et dirigés par une et même main, une main d'autorité. La voix populaire et la presse affirmaient que les pogromes étaient le résultat de la provocation du gouvernement dans le but d'empêcher les promesses gouvernementales de se réaliser. Malheureusement, la population avait de trop sérieuses raisons de penser ainsi. Les autorités locales, ainsi que les autorités supérieures ont adopté dès les premiers jours vis à vis du manifeste une attitude sinon hostile, au moins peu sympathique.

Le major-général Debil s'exprime, dans un télégramme adressé de Lublin au chef du corps des gendarmes, le 19 oct./2 nov., ainsi : « Aujourd'hui, après la promulgation du manifeste du 17 octobre, vu l'ordre de l'évêque catholique de célébrer des messes dans les églises, un service eût lieu dans la cathédrale. » Par conséquent, ce n'est que parce que l'évêque catholique prit sur lui l'initiative, que les autorités locales crurent inconvenant de ne pas faire autant, à l'occasion d'un acte de grâce aussi remarquable du Monarque envers le peuple. Mais dans les cas où les autorités locales, même les plus hautes, proposaient des mesures pour coordonner la vie réelle avec les promesses du manifeste, elles se heurtaient à une hostilité tranchante de la part des autorités supérieures de St-Pétersbourg. C'est ainsi, par exemple, que le gouverneur intérimaire de Courlande, Bekman, rapportait télégraphiquement au ministre de l'intérieur : « Le commandant de la forteresse de Libau télégraphie : hier un meeting de vingt mille personnes d'un caractère extrême et décisif lui envoya cinq délégués qui lui exposèrent les réclamations basées, sur le manifeste du 17 octobre : 1° supprimer l'état de siège et de sûreté renforcée; 2° éloigner les cosaques et les dragons; 3° mettre en liberté immédiatement tous les prisonniers politiques et administratifs. En cas de satisfaction complète des réclamations les délégués promirent la tranquillité complète

et la reprise du travail, dans le cas contraire la continuation de la grève.

« Le commandant demande des indications et appuie la demande de la suppression de l'état de siège. De mon côté, je crois que l'état de siège ne répond plus à la situation nouvelle. Donc, le commandant de la forteresse et le gouverneur général, c'est-à-dire des personnes directement responsables de la tranquillité sur les lieux, demandaient la suppression de l'état de siège. » A cela on répondit comme suit : « Au télégramme du 20 octobre. Je n'accepte pas vos conclusions sur l'incompatibilité de l'état de siège avec la nouvelle situation. Indications suivront bientôt. Ministre adjoint, Trépoff. » (Télégramme chiffré du 21 octobre, n° 2952.) Tout particulièrement sensible et généralement bien informée sur ce qui se passe dans les institutions gouvernementales, la population ne put ne pas être troublée du fait que l'état de siège, reconnu inutile en lui-même, n'est laissé que parce que, en principe, il s'accorde avec la nouvelle situation.

Peu confiante dans le gouvernement, même sans cela, elle était naturellement portée à croire que cet « accord » consiste précisément en ce qu'avec l'état de siège il est plus facile de ne pas réaliser les libertés accordées à la population. Et alors, dans cette population qui, hier encore, garantissait la tranquillité complète au cas où le gouvernement lui aussi exécuterait ses pro-

messes, commence un mouvement de protestation d'autant plus vive qu'à présent le peuple luttait non plus sur un terrain révolutionnaire, mais strictement constitutionnel, parce qu'il ne luttait plus pour des libertés nouvelles, mais pour la défense de ce qui lui fut accordé par le manifeste souverain. A partir de ce moment, la population, dans sa conviction, se trouvait être sur le terrain de la loi et défendait les prérogatives du pouvoir impérial, tandis que le gouvernement faisait la contre-révolution afin de retirer au peuple par voie extra-légale les droits que la grâce souveraine lui a accordés. La population était surtout révoltée par le fait que la lutte se faisait par la voie extra-légale, et notamment, croyait-elle, par voie de violences brutales et des pogromes, perpétrés par les déchets de la population sous la conduite de la police et au su et avec l'encouragement des autorités supérieures.

Les choses se sont-elles passées ainsi en réalité? La question est si grave et *une réponse affirmative laisserait une tache ineffaçable, indélébile sur l'honneur de beaucoup d'hommes*, qu'il est difficile d'y répondre, mais on peut dire en tout état de choses que la population, qui juge les intentions des autorités avant tout d'après leurs actes, avait de sérieuses raisons de les accuser d'avoir organisé et provoqué les pogromes. D'après la version officielle, les pogromes se passaient partout de la matière sui-

vante : la foule des manifestants patriotiques suivait le portrait de S. M. I., sur lequel un juif tirait, la foule entrait en fureur et se précipitait pour saccager et massacrer les juifs, cependant que les autorités les premiers jours se trouvaient être impuissantes, et après, le plus souvent sans coup férir, dispersaient les massacreurs et rétablissaient l'ordre.

La population mettait en avant tout d'abord, ce qu'il y avait d'étrange dans l'uniformité de ce qui se passait : partout la foule marchait portant le portrait de S. M. I., — ce qui n'avait jamais eu lieu avant, — partout se trouvait un juif pour y tirer, et partout encore ce coup de revolver avait des conséquences identiques, jusques et y compris l'impuissance des autorités à réprimer les pogromes, lesquels étaient faits cependant par une petite bande d'hommes. Et la population donnait une autre version de ces pogromes, laquelle, par son côté extérieur, *expliquait* sûrement *mieux* l'uniformité de ce qui s'était passé partout. D'après cette version, la foule des manifestants patriotiques se composait des rebuts de la populace, des houliganes recrutés par la police, souvent pour de l'argent ; le coup de feu qui, le plus souvent, ne faisait aucun mal à personne, était tiré par un provocateur policier et, après, la foule, conduite par la police, se mettait à piller et assassiner jusqu'à ce que la police lui donnât le signal de cesser.

Pour établir laquelle des deux versions est la

plus juste, il faut les analyser dans les détails. Tous les faits de l'exposé qui suit sont puisés exclusivement dans les documents du ministre de l'intérieur, principalement dans le département de la police.

I. — Les agents supérieurs du gouvernement se sont-ils occupés de l'organisation sur les lieux de leurs partisans ? A cette question, il y a lieu de donner une réponse affirmative. Dans sa lettre confidentielle du 1er septembre 1905, le gouverneur de Toula écrit au major-général D. F. Trepoff :

« Votre Excellence apprendra par la lettre ci-jointe que le 2 (15) septembre aura lieu à Toula une consultation privée des personnes bien intentionnées avec le but d'union dans l'intérêt du gouvernement. Je n'ai pas de raisons de ne pas autoriser de telles réunions, aussi bien à cause du but de leurs convocations qu'à cause des personnes qui les composent, convaincu que je suis que le travail de ces consultations est entrepris dans l'intérêt d'un parti défini. Mais en autorisant les réunions aux uns et en en refusant aux autres, l'administration provoquera naturellement le mécontentement et l'accusation d'attitude partiale envers les différentes parties de la population et peut lui inspirer la conviction d'une agitation électorale préméditée dans un but déterminé en vue de la *Gosoudarstvénaïa Douma*. »

Sur cette lettre D. F. Trepoff nota cette résolution : « Je ne partage pas cette manière de voir. Le gouvernement est tenu à soutenir ses amis et à ne pas encourager ses ennemis. » Cette action des pouvoirs supérieurs continua aussi après le manifeste du 17 octobre.

Dans son télégramme du 20 octobre, adressé de Mitau à D. F. Trepoff, le lieutenant général Bekman rapporte : « Je fais en même temps des tentatives d'unir les couches modérées de la Société pour une résistance organisée aux menées des éléments extrêmes. » Mais de l'avis de la population, la résistance organisée le 20 octobre, aux menées des éléments extrêmes, ne pouvait que revêtir des formes non prévues par le manifeste du 17 octobre. C'est pourquoi, lorsque les pogromes eurent lieu, la population, comme l'avait justement prévu le gouverneur de Toula, « fut pénétrée de la conviction » d'une terrible organisation « préméditée avec des buts définis, pour une œuvre de pillage et d'assassinat des citoyens paisibles. »

II. — Comment se produisaient les manifestations patriotiques et ne se trouvait-il pas dans leur mise en scène des particularités qui amenaient à penser qu'elles étaient préparées par les autorités policières ? Sans aucun doute, oui. Le major-général Chirinkine informe le major-général Trepoff, par un télégramme de Tiflis à la date du 22 octobre : « Le 20 octobre,

au sein du parti des ouvriers patriotes, prit naissance l'idée de fêter l'acte de l'octroi par l'empereur de la liberté politique. Il fut décidé de célébrer le lendemain un service à la cathédrale militaire et de saluer le namestink (vice-roi) devant son palais. Le 21 octobre, vers dix heures du soir, le groupe des chemins de fer sortait de la messe. En même temps, un autre groupe de patriotes des quartiers opposés de la ville se rendit, avec drapeaux nationaux, en chantant l'hymne national, vers la cathédrale militaire où avait lieu un service solennel à l'occasion de la fête du tzar. La parade finie, ce groupe, grossi jusqu'à mille personnes, s'ébranla avec la musique, jouant l'hymne national pendant que d'autres le chantaient, les drapeaux nationaux déployés, précédés du portrait de l'Empereur, sur lequel se trouvaient inscrits les mots : « Vive la liberté » se dirigea vers la perspective Golovinsky et, plus loin, par l'avenue Veriysky.

Pour prévenir les tentatives possibles de violences de la part des manifestants des partis extrêmes on a placé à l'avant un détachement de dragons et en arrière un détachement d'infanterie. Pendant tout le temps de la promenade l'orchestre de la musique militaire jouait sans interruption, sur la demande des manifestants, l'hymne national... A la hauteur du Corps des Cadets, les Cadets et leurs inspecteurs en sortirent, quelques-uns se joignirent aux manifes-

tants. Sur la perspective Mikhailowsky, près du bâtiment de l'École Militaire (des iounker) les manifestants rencontrèrent une autre foule d'employés de chemins de fer qui revenaient de la messe servie de bonne heure à l'église des Missionnaires. Les jounkers se joignirent aux manifestants ».

Ainsi donc, à Tiflis, existait déjà « un parti des ouvriers patriotes » dont les manifestations jouissaient d'une protection spéciale : on leur donnait une escorte militaire et un orchestre militaire qui exécutait les réclamations des manifestants ; on autorisait officiellement les Cadets et les iounkers de se joindre à ces manifestations : tout cela se faisait quand les manifestations en ville étaient sévèrement interdites et dispersées généralement par les troupes, souvent non sans victimes. Avec la même mise en scène les manifestations eurent lieu dans d'autres endroits aussi, comme par exemple à Bacou, comme cela résulte du télégramme chiffré du contre-amiral Bal, à la date du 21 octobre, N° 113, adressé au Ministre de la marine : « La procession se promenait par la ville avec la musique de l'équipage de la flotte caspienne et entra même dans la cour des casernes de l'équipage, avec le portrait de sa Majesté Impériale porté par devant, et en jouant l'hymne.

« En ce moment, plusieurs marins se jetèrent des casernes, avec leurs fusils, sur la foule et blessèrent avec la baïonnette un ouvrier à la

main, mais ils furent arrêtés par les autres marins et les officiers qui se trouvaient dans l'équipage et dans la procession. Ces marins rentrèrent avec leurs fusils dans les casernes. Le commandant de l'équipage mit des gardes aux portes et donna l'ordre de ne laisser personne sortir des casernes. J'arrivais immédiatement aux casernes et, mis au courant des événements, donnais l'ordre de cerner les casernes avec deux compagnies du régiment Saliansky, et ensuite ayant fait jouer l'hymne et crier « hurra », je proposais à la procession de continuer son chemin. »

Par conséquent, dans ce désir d'organiser les manifestations patriotiques, on ne s'arrêtait pas même devant le danger d'entraîner l'armée et la flotte, y compris les enfants cadets et les iounkers.

La population même la plus étrangère à toute politique avait nettement conscience du danger de telles manifestations pour les paisibles habitants. C'est ainsi que le consul allemand à Bakou, Rell, télégraphiait le 28 octobre à l'ambassadeur allemand à Saint-Pétersbourg : « Le calme règne en ce moment, mais on a raison de craindre que dimanche les désordres recommenceront qui provoqueront de nouveaux incendies et effusions de sang dans les quartiers arméniens de la ville, où résident beaucoup d'étrangers. Je vous prie de faire tous les efforts pour que les autorités locales reçoivent

les *plus sévères injonctions* de faire tout pour n'admettre *aucune* démonstration. » Ce télégramme fut transmis au ministère de l'intérieur d'où on expédia au namestink le télégramme suivant : « Le chargé d'affaires allemand demande de sauvegarder la personne, le bien des sujets allemands à Bacou. Ne refusez pas les ordres nécessaires. » La demande du consul allemand de ne pas admettre les démonstrations resta, par conséquent, sans résultat (1).

Ce qui fut cependant pis c'est que pendant qu'on encourageait tant les manifestations patriotiques, toutes les autres, même si elles étaient des plus convenables, étaient impitoyablement dispersées. C'est ainsi que le colonel Meier, par exemple, informait par un télégramme chiffré, adressé de Varsovie le 21 octobre à D. F. Trepoff : « Les manifestations furent autorisées aujourd'hui pour les foules qui sortaient des églises avec les croix, bannières et drapeaux blancs des populistes, quelques-unes avec les prêtres catholiques, les foules avec les drapeaux rouges furent dispersées. »

Par conséquent la population s'aperçut dès après le manifeste du 17 octobre, que les manifestations patriotiques jouissaient de toutes sortes de protection des autorités pendant que

(1) C'est un des épisodes le plus accablant pour le ministère de l'intérieur. E. S.

toutes les autres étaient traquées et cette population vit après que les participants précisément à ces manifestations patriotiques perpétraient des pillages et des assassinats. *Et malheureusement la conclusion juste ou non s'offrait d'elle-même.*

III. — Prenait-on toutes les mesures possibles pour faire cesser les pogromes ! Malheureusement pas dans tous les cas, il s'en faut de beaucoup, cependant que la population ne pouvait ne pas penser que ces mesures sont obligatoires contre la foule qui pille, qui tue les citoyens paisibles quelles que soient leurs convictions politiques. On peut citer comme exemple le cas de l'ouprava (conseil administratif) du zemstvo du gouvernement de Tver, brûlé par la foule et des conseillers et employés massacrés.

Le chef de la direction de la gendarmerie du gouvernement de Tver, dans son rapport secret au département de la police du 18 octobre 1905, nº 5317, fait la communication suivante : « Le 17 octobre, près de 7 heures du soir, dans l'ouprava du zemstvo du gouvernement de Tver eut lieu une consultation privée des employés sur la question de leur adhésion à la grève générale. Un groupe de près de vingt-cinq personnes ayant l'air d'ouvriers essaya d'y pénétrer, mais le portier ne les laissa pas entrer; à leur demande de laisser entrer deux délégués

quelques-uns des employés répondirent par un refus en expliquant que les personnes étrangères au service dans l'ouprava ne sont pas admises à la réunion, et donna l'ordre de fermer les portes à clef.

« Quelques-uns du groupe se mirent à frapper contre la porte et y brisèrent un carreau, ce à quoi on répondit du pallier de l'escalier d'entrée par deux coups de revolver; ce groupe se sauvant de la porte jeta des pierres contre les fenêtres de l'Ouprava. Les agents de police, renforcés par un demi-escadron de dragons, éloignèrent du bâtiment de l'Ouprava la foule qui s'était rassemblée. Le gouverneur de Tver, arrivé sur les lieux, exhorta la foule de ne pas faire de désordres et de se disperser, menaçant de recourir à l'emploi de la force armée contre ceux qui désobéiraient. En réponse retentirent des cris : « Ils se sont réunis dans l'ouprava pour soutenir la grève, arrêtez-les, les révoltés, le sucre coûte déjà 25 copeks, ils veulent détrôner le Tzar et ont déchiré son portrait, nous mourrons pour le Tzar. » Mais, après des assurances que les coupables, parmi les employés de l'ouprava seront punis, la foule se dispersa et se mêla au public des promeneurs, parmi lesquels le bruit se répandit que les grévistes réunis ont tiré de l'ouprava sur le peuple et qu'il y avait des tués.

« La foule, excitée par une telle nouvelle, se jeta sur l'ouprava, y brisa avec des pierres plu-

sieurs carreaux et, divisée en trois parties, elle se mit à assiéger l'entrée de l'ouprava et les deux entrées de la cour.

« Les forces présentes de la police et des dragons furent insuffisantes pour retenir la foule dont une partie, écartant les agents qui gardaient la porte, la brisèrent et ayant envahi la cour incendia le dépôt de papier à l'imprimerie. Le feu provoqua une panique parmi ceux qui se trouvaient réunis dans l'ouprava, et ils commencèrent à s'enfuir par toutes les issues dans la rue, tâchant de se mêler à la foule sans être reconnus. Mais quelques-uns d'entre eux au nombre de 25 hommes et femmes, furent reconnus et frappés par la foule, sans graves conséquences d'ailleurs. Un nouvel escadron de dragons, arrivé comme renforcement, dispersa le rassemblement sans aucune résistance de ce dernier. »

La population ne pouvait ne pas être frappée par la douceur du gouverneur, lequel voyant que la foule saccageait un bâtiment public ne faisait que la prier de ne pas produire de désordre.

Ensuite la foule, sous les yeux de la troupe et de la police, brise les fenêtres, démolit les portes, met le feu au bâtiment, pour tout cela il faut beaucoup de temps, pas moins d'une heure, et la troupe et la police sont là et ne prennent absolument aucune mesure, alléguant cette soi-disant raison qu'ils n'étaient pas en nombre suffisant. Mais il était clair pour tout le monde

que ce ne fut pas une foule armée de révolutionnaires, mais simplement les houliganes de l'endroit, et, certes, il suffisait d'une seule salve pour disperser la foule, laquelle d'ailleurs s'en alla sans la moindre résistance, lorsqu'on le lui ordonna. Malheureusement cet ordre ne fut donné qu'après qu'il s'y trouvait des tués et des grièvement blessés.

Cependant la même population sait très bien que dans d'autres cas, les troupes tiraient sur la foule sans sommations, et elle se pénétrait naturellement de la conviction que les autorités locales participaient à l'incendie et aux massacres.

Cette conviction s'affermit encore davantage en vue des circonstances qui accompagnaient le pogrome des juifs à Kieff. Comme il appert du rapport secret du chef de la sûreté de Kieff du 31 octobre 1905, nº 3850, au directeur du département de la police, le pogrome à Kieff commença le 18 octobre. Dans la journée on ne frappait que des juifs individuellement, « mais à la tombée de la nuit, comme il fallait s'y attendre, la populace se mit à saccager les boutiques juives aux marchés Troïtzky et Jitny et, dans sa fureur, se vengeait sur des innocents et des malheureux pour des vrais coupables. Les forces policières et les troupes dispersaient autant que possible les groupes des massacreurs, mais ils se rassemblaient bientôt sur d'autres points et continuaient le sac de nouveaux ma-

gasins et boutiques. De beaucoup de maisons les juifs tiraient des coups de revolver sur les massacreurs ainsi que sur les troupes, surtout dans le quartier de la rue Vasilkovskaïa, ce à quoi les troupes répondaient par des salves. »

Donc, d'après des informations absolument sûres, les troupes n'eurent pas recours aux armes pour disperser les massacreurs, ils les défendirent même en répondant par des salves sur ceux qui essayaient de se défendre des massacreurs. Le lendemain se passa la même chose, mais dans des proportions encore plus grandioses.

« Depuis le matin, sur plusieurs points de la ville, apparurent des foules d'ouvriers, d'hommes de peine et de va-nu-pieds, qui commencèrent à attaquer les magasins et les boutiques juives. Quelques-uns des massacreurs se joignirent aux manifestations patriotiques. En un rien de temps le pogrome prit le caractère d'un élément. Des groupes composés de plusieurs centaines de personnes se jetaient avec fureur sur les magasins juifs, y brisaient ce qu'ils y trouvaient, jetaient dans la rue les objets et les marchandises qu'ils piétinaient sur place, pendant que les personnes qui se trouvaient à proximité principalement des paysans des villages environnants, qui ne prenaient aucune part au sac des magasins, remassaient les marchandises dans la rue, en emportaient même de l'intérieur des magasins et se sauvaient avec.

« La foule envahissant les magasins déchirait avec acharnement les livres, la comptabilité, la correspondance, brisait les grands vitraux des magasins et les objets précieux. En même temps la foule ne touchait pas aux magasins dont les propriétaires exposaient aux fenêtres et aux portes les images saintes ou les portraits de l'empereur.

« Les efforts des troupes et de la police pour empêcher le pogrome, à cause de leur insuffisance et en raison de la trop grande étendue du pogrome et de la mobilité des massacreurs, n'atteignaient pas leur but et ce ne fut qu'en très peu d'endroits que les troupes réussirent à sauver le bien juif du pillage.

« Dans quelques endroits, on a pu constater une attitude indifférente à l'égard du pogrome de la part de certains groupes de soldats et de police, où il n'y avait pas d'officiers.

« Ce furent surtout les magasins juifs que se trouvent dans les quartiers de Podol, Krechtchatik, et la grande Vassilkowsky, qui ont le plus souffert du pogrome.

« Le résultat du pogrome fut le pillage dans le rayon du Podol de près de cent magasins et l'incendie de tout un rayon de boutiques au Vieux Marché, en tout, cette journée, près de 500 magasins, boutiques, ateliers et appartements juifs furent saccagés. De beaucoup de maisons on tirait des coups de feu des appartements juifs sur les manifestants, les massa-

creurs et les habitants paisibles qui passaient dans la rue, ainsi que sur les troupes, à quoi ces dernières répondaient par des fusillades. »

Ainsi, d'après les renseignements du chef de la police de Kieff, la troupe et la police restaient en certains endroits indifférentes envers le pogrome ; en général on ne tirait pas sur les massacreurs mais on eut inlassablement recours aux armes et on tira des salves lorsque quelqu'un essaya de résister aux massacreurs.

Le pogrome, dans ces circonstances étranges, dura deux jours, et, dans la population, s'affermissait de plus en plus la conviction que les troupes n'étaient envoyées que pour la défense des massacreurs.

« Le sac dura toute la journée jusqu'à une heure avancée de la nuit et fut arrêté par les troupes qui commencèrent à disperser les massacreurs à coups de fusils. »

Le lendemain des tentatives sérieuses de pogromes se renouvelèrent (au marché de Galitzky se rassembla une foule de plus de dix mille de bas peuple), mais les troupes agirent autrement et le pogrome n'eut pas lieu. La population s'aperçut par conséquent que lorsque les autorités supérieures le voulaient, elles pouvaient très rapidement arrêter le pogrome et la conclusion naturelle que la population en tira, fut que les autorités ne l'avaient pas arrêté parce qu'elles ne l'avaient pas voulu.

Quelques actes des autorités à Odessa don-

nèrent enfin à la population, le droit d'accuser directement le gouvernement d'incitation au pogrome. Dans la nuit du 18 au 19 octobre, le préfet (gradonatchalnik) Neidhart fit afficher dans les rues de la ville l'*appel à la population* suivant :

« De la part du gradonatchalink d'Odessa : J'ai devant moi une lettre que j'ai montrée il y a une semaine au recteur de l'Université et qui est signée d'après mandat (*sic*) des petits bourgeois, des paysans et des ouvriers, une adresse l'accompagne ainsi conçue : « Nous avertissons Votre Excellence que, à l'intérieur de l'Université, règne un désordre. Est-il possible que les autorités universitaires qui avaient prêté serment à notre Petit Père le Tzar, soient devenues les principaux kramolniks (criminels, révolutionnaires), et incitent les jeunes gens malhonnêtes à se mêler aux affaires d'État.

« Mais est-ce que l'Etat a fondé le temple suprême (1) pour que les Kramolniks s'y réunissent, lancent le peuple contre le Gouvernement et n'obéissent plus à toutes ses légitimes réclamations. Mais où a-t-on vu qu'on affiche dans l'Université des proclamations antigouvernementales et qu'on se moque des autorités en leur appliquant en bloc des noms inconvenants. Mais nos maîtres et serviteurs du Tzar ont gou-

(1) Le style de cette adresse révèle assez sa provenance.

verné notre Etat pendant mille ans et les voilà qui, tout d'un coup, aux yeux d'une poignée d'hommes à demi-instruits, sont devenus incapables de gouverner le peuple. On a vraiment mal et honte en voyant ce que le pouvoir administratif à laissé se perpétrer. Excusez, votre Excellence, si nous nous exprimons ainsi, mais comment faire, si le cœur saigne et qu'il nous fait mal de voir l'arbitraire de nos va-nu-pieds d'intellectuels, qui s'efforcent d'arracher le pouvoir au gouvernement.

« Nous prenons encore la liberté d'informer Votre Excellence, au nom de 30,000 petits bourgeois, que si Votre Grâce ne prend pas les mesures énergiques dont vous a chargé le Petit Père le Tzar, nous irons à l'Université et la brûlerons pour que nos enfants n'apprennent pas à ne pas obéir aux autorités. Pourquoi mêler à cette affaire la classe ouvrière. Mais est-ce que les autorités dérangent les ouvriers; au contraire, l'ouvrier est heureux quand les autorités le défendent. Nous prions beaucoup Votre Excellence d'imprimer cette lettre et, au cas où vous le voudriez, d'expliquer à nos obscures gens tout ce que vous jugerez nécessaire; nous vous prions d'envoyer vos explications dans toutes les églises à nos pères (prêtres) qui nous en feront des prêches. »

« Suivent les signatures et l'adresse. En attirant l'attention sur cette lettre je signale le danger énorme qui menace dans le cas d'une prolon-

gation de la grève et d'un renchérissement des produits alimentaires. A l'Université à laquelle on a accordé l'autonomie, mais pas le droit de réunion des personnes étrangères, les réunions inaugurées étaient accompagnées des quêtes non autorisées et révoltantes pour l'armement des lutteurs. Je signalai au recteur l'inadmissibilité de telles collectes qui devaient amener un dénouement sanglant, mais ni le recteur, ni le conseil ne prirent de mesures pour faire cesser les collectes d'argent pour l'armement.

« Le 12 octobre, les élèves des écoles Commerciale et de Faïg firent grève, et personne ne les toucha, tant qu'il ne commencèrent eux-mêmes à se livrer à des violences, s'y étant livrés le 14 octobre, contre les fillettes des établissements scolaires, dans la rue Kanatnaïa; les foules se rencontrèrent avec un détachement d'agents de police de 10 hommes ; lorsque l'agent de Soboleff se fut trouvé blessé par une pierre, les agents dégaînèrent d'après la loi, et alors furent blessés deux jeunes filles d'un âge mûr et un étudiant, d'après l'enquête de l'ouprava (Conseil administratif de la municipalité) ou, d'après d'autres renseignements, 6 personnes. Après cela, des commérages se répandirent dans la ville, que les agents sauvages auraient massacré tous les enfants de tous les établissements scolaires, qu'on aurait coupé la tête d'une fillette, qu'à l'école de Mme Berezine, toutes seraient massacrées sans exception,

hommes bien pensants, soyez plus prudents envers ces bruits : on en répand une multitude et l'un plus terrible que l'autre.

« Hier depuis le matin, sur l'ordre des grévistes, furent fermées les pharmacies, et sur certains points désignés d'avance, près des futures barricades, furent installées des ambulances. Qui donc a organisé, prévu et préparé tout cela. Hier on construisait des barricades en onze endroits, on arrêtait le mouvement des troupes en renversant les haies, coupant les arbres, brisant les kiosques et démolissant le pavé ; on renversa près de 50 wagons du train, les troupes tirèrent à plusieurs reprises et, d'après les données des hôpitaux, il y a près de 80 blessés et tués. Une foule de jeunes gens mit à sac le magasin d'armes de la rue De Ribas, et en emporta toutes les armes. Il est heureux que la police avait eu la présence d'esprit de retirer toutes les cartouches de tous les magasins d'armes de la ville, de sorte que les armes pillées ne sont pas dangereuses. Les désordres et les grèves ont terriblement augmenté les prix sur tous les produits de première nécessité. A qui la faute de tout cela ? décidez vous-mêmes, hommes bien pensants. Le gradonatchalnik Neidhardt. »

Dans cet appel se trouve une excitation patente et non déguisée d'une certaine partie de la population contre l'Université, contre la jeunesse scolaire et contre l'intelligencia. Des circulaires semblables peuvent provoquer et

ont déjà provoqué de nouveaux massacres encore plus terribles.

Donc le gradonatchalnick ayant rendu publique la lettre de 30.000 petits bourgeois qui ont promis de venir et de brûler l'Université, on n'a même pas trouvé un mot pour dire qu'il considérait cette mesure comme illégale et inadmis · sible. Ce qui plus est, il termine son appel à la population par ces mots : « Les désordres et les grèves ont terriblement élevé les prix sur tous les produits de première nécessité. A qui la faute de tout cela, décidez vous mêmes, hommes bien pensants. »

La population ne pouvait pas ne pas considérer cette réclamation, comme un appel au concours des hommes « bien intentionnés » qui s'offraient au gradonatchalnik pour brûler l'Université et quand après cela le pogrome eut lieu et que les troupes (1) se furent conduites comme à Kieff, on accusa dans la ville et dans la presse directement le gradonatchalnick et, par conséquent le gouvernement en général des flots de sang qu'on fit couler lors des journées qui suivirent.

Ainsi donc les faits pris même dans les dossiers du département de la police montrent avec une évidence complète que la majeure partie d'accusations graves formulées par la société et

(1) Les lettres que nous publions plus loin montrent assez la conduite des troupes.

par le peuple contre le gouvernement dès les premiers jours après le manifeste avaient pour base des raisons absolument sérieuses : des partis existaient qui étaient créés par les *agents supérieurs du gouvernement* (autorités locales) pour une *résistance organisée aux éléments extrêmes;* le gouvernement organisait des manifestations patriotiques et dispersait toutes les autres; on tirait sur des manifestants paisibles et on permettait, sous les yeux de la police et des troupes, de massacrer les gens et brûler l'ouprava du zemstvo de gouvernement ; on ne touchait pas les massacreurs et l'on fusillait avec des salves ceux qui se permettaient de se défendre; consciemment ou inconsciemment on incitait la foule aux violences par des avis officiels signés du représentant supérieur du pouvoir *gouvernemental* dans une grande ville et lorsque les troubles surgirent dans la suite, on ne prit aucune mesure pour les réprimer. Tous ces faits se sont produits dans l'espace de trois-quatre jours sur différents points de la Russie et provoquèrent une telle tempête d'indignation dans la population qu'elle balaya complètement la première impression joyeuse produite par la lecture du Manifeste du 17 octobre.

M. de Witte a-t-il lu ce rapport et l'a-t-il mentionné dans le sien au Tzar? Cette question est accablante pour M. de Witte. Mais poursuivons toujours.

CHAPITRE X

LES PREUVES

(Suite)

Le rôle de Ratchkovsky et de Timofeïeff

Tous les doutes, s'il pouvait encore y en avoir, disparaissent après la lecture du document, toujours officiel, publié par la *Retch* du 3/16 mai 1906.

A M. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR de la part du directeur de la section spéciale du département de la police, fonctionnaire pour missions spéciales de 5e classe, attaché au ministre, conseiller d'Etat Makaroff.

Rapport du 15/28 février 1906

Au reçu, le 11 février dernier, à la section spéciale du département de la police, de la lettre, connue de Votre Haute Excellence, et adressée au nom du président du Conseil des ministres par l'homme de lettres Obolensky, à propos des massacres des juifs en préparation dans la ville d'Alexandrowsk, gouvernement d'Ekaterinos-

lav, vu les renseignements que j'ai communiqués à Votre Haute Excellence, le 6 courant, sur la rédaction, l'impression et la distribution par le département de la police des proclamations excitant les classes de la population les unes contre les autres, je m'arrêtai à cette pensée à savoir si les massacres des juifs attendus dans la ville d'Alexandrowsk ne seraient effectivement, comme l'affirme Obolensky, organisés par des fonctionnaires et si ces derniers n'avaient pas agi sous la direction et au su des fonctionnaires du département de la police. Ayant examiné les dossiers de la section spéciale du département de la police pour le gouvernement d'Ekaterinoslav, j'y trouvai deux rapports adressés au département par l'adjoint du chef de la direction de la gendarmerie du gouvernement d'Ekaterinoslav pour les districts d'Alexandrowsk et de Pavlowsk, du chef de bataillon Boudogowsky, datés du 27 novembre et du 5 décembre 1905, nos 1054 et 1061, et qui ne laissent aucun doute sur le fait que les massacres des juifs dans la ville d'Alexandrowsk se préparaient, que l'agitation criminelle dans ce but se faisait sur l'initiative du chef de bataillon Boudogowsky et que les fonctionnaires du département de la police qui en étaient informés à temps, non seulement n'ont pris aucune mesure afin de mettre fin à cette agitation, mais l'action du chef de bataillon Boudogowsky était même encouragée.

Aux rapports sus-mentionnés du chef de bataillon Boudogowsky furent joints six appels lithographiés et deux imprimés, ces derniers au timbre du « parti populaire d'Alexandrowsk du 17 octobre ».

Les appels imprimés sont intitulés, l'un « à tous les vrais russes, citoyens de la terre russe », l'autre « le peuple russe sympathise-t-il avec la révolution et la république », et contiennent des explications au peuple, des buts « criminels intéressés » des révolutionnaires, identifiés dans les appels avec les juifs, et des descriptions du 19 octobre de l'année dernière, où une foule patriotique obligeait, dans la ville de Néjine, les révolutionnaires, les étudiants et les juifs de chanter l'hymne national et de prêter serment devant le portrait de l'Empereur.

Par leur ton général et par quelques phrases séparées, les appels présentent des moyens d'agitation afin d'exciter une partie de la population contre l'autre. Un appel écrit au miméographe contient une critique de l'action publique de quelques membres du zemstvo de district d'Alexandrowsk, nommés dans l'appel, et des menaces contre eux.

Les autres appels au miméographe, dont quelques-uns sont signés « Union des hommes russes d'Alexandrowsk du 17 octobre », et un « Droujina » (groupe) russe de combat d'Alexandrowsk » se distinguent par une excitation extrême de la population contre « les

révolutionnaires, les social-démocrates et les juifs ».

Les premiers y sont appelés frères et serfs des « juifs » ; on y insiste sur ce que le mouvement révolutionnaire est exclusivement mené par les juifs ; ils se terminent par des apostrophes : « à bas la suggestion diabolique astucieuse ! A bas les juifs et leurs frères élèves social-démocrates et révolutionnaires ! A bas les juifs et leurs frères social-démocrates et révolutionnaires ».

Quant à l'appel de la droujina de combat d'Alexandrowsk : « A tous les vrais russes », il contient un appel furieux au massacres des révolutionnaires et des juifs. Après avoir dit que la Russie était conduite à la perte par les social-démocrates, les révolutionnaires et les juifs, on y continue : « Est-ce qu'il ne nous suffit pas que déjà à St-Pétersbourg les révolutionnaires se sont emparés du pouvoir et ne permettent pas au Tzar de promulguer la loi sur les libertés accordées. Même ces derniers jours, ce rebut du genre humain, les social-démocrates et les révolutionnaires ont blessé le Tzar notre Petit-Père, qui a déjà les cheveux blancs d'amertume ».

« Voici que l'Empereur allemand a déjà envoyé ses navires de guerre à Saint-Pétersbourg. » « Nous, vrais Russes, nous périrons, si nous ne nous unissons pas en droujinas et ne chassons pas par des efforts unis notre ennemi, les so-

cial-démocrates et les juifs, il n'est pas encore tard, mais il sera bientôt tard, et notre ennemi intérieur déchirera notre chère patrie en morceaux et la livrera à être dévorée par les juifs. »

« Alors lève-toi — y est-il dit —, soulève-toi, grand peuple russe, forme des droujinas, approvisionne toi d'armes, de faux, de fourches et marche à la défense de ton Tzar, de la Patrie et de la foi orthodoxe. Mais, rappelez-vous, que notre ennemi est celui qui est pour les grèves politiques actuelles, qui portent les drapeaux rouges et qui s'appellent social-démocrates et révolutionnaires.

« Ainsi, gens vrais russes : ceux quis ont pour le Tzar, pour la patrie et pour la foi orthodoxe, venez, à la première alerte, rassemblez-vous avec les armes, les faux, et les fourches sur les places, près de la maison du peuple et rangez-vous sous les drapeaux russes tricolores de la droujina russe de combat d'Alexandrovsk qui s'est organisée et qui se ruera avec le portrait du Tzar et avec la sainte icône sur les ennemis de nos porteurs de drapeaux rouges. »

Envoyant les dits appels au département de la police, le capitaine Boudogovsky dans ses relations, sous les Nos 1054 et 1061 communique que ces appels sont répandus par l' « Union du 17 octobre d'Alexandrovsk » dans la ville d'Alexandrovsk et dans les villages voisins, « jetés en grand nombre », qu' « ils sont d'une utilité essentielle dans l'œuvre de lutte avec le mouve-

ment révolutionnaire », que tout le personnel de la dite Union patriotique lui est connu, à lui capitaine Boudogovsky, et qu'il « emploie toute son influence pour qu'on répande des appels semblables aussi dans les bourgs de sa région », ce qui, à son avis « aura une heureuse influence sur les paysans et les retiendra des violences sur les propriétaires fonciers. »

Des pareilles révélations arrivaient au département de la police de la part du capitaine Boudogovsky et avant aussi, comme il appert d'une annotation faite sur son rapport, sous le nº 1054, par l'attaché à la section spéciale du département pour des missions spéciales, Piatnitzky, mais je n'ai pas retrouvé ces relations dans les dossiers de la section spéciale, bien que le fonctionnaire attaché aux missions spéciales Piatnitzky, en présentant le rapport du capitaine Boudogovsky, sous le nº 1054, au directeur de la partie politique du département de la police Ratchkovsky, et le rapport du nº 1061 au directeur de la section spéciale du département de la police Timofeïeff (actuellement fonctionnaire pour missions, attaché au commandant du Palais, Trepoff) (1) ait fait sur le rapport des annotations ; sur le premier : « les appels ci-joints de l'Union d'Alexandrovsk du 17 octobre contiennent absolument des excitations contre les

(1) Voir plus loin les discours du prince Ouroussoff et de M. Vinaver.

juifs », et sur le second : « encore une série d'appels dirigés contre les juifs », ces rapports n'ont occasionné aucune mesure à propos de ces appels, ni de la part du conseiller d'Etat Timofeïeff, mais le capitaine Boudogovsky fut présenté à un avancement.

De la lettre de l'écrivain Obolensky, adressée au secrétaire d'État, comte Witte, Votre Excellence daigne savoir que l'agitation destinée à l'extermination des juifs faite par l'Union du 17 octobre d'Alexandrovsk, sous l'influence du chef adjoint de la direction de gendarmerie du gouvernement d'Ekaterinoslav, capitaine Boudogovsky, qui agissait avec l'encouragement tacite du conseiller d'État actuel Ratchkovsky et du conseiller d'État Timofeïeff, a atteint son but et le massacre de la population juive de la ville d'Alexandrovsk est attendu pour le 19 février courant (4 mars). De tels actes des fonctionnaires sus-nommés, lesquels mènent à la guerre civile dans la population de l'empire et créent des conditions favorables pour le développement accentué et le succès du mouvement révolutionnaire, sont des crimes passibles des peines prévues par l'article 341 du Code pénal. En raison de quoi je crois de mon devoir de présenter tout ce qui précède au jugement de Votre Haute Excellence.

C'est pour la première fois que dans un rapport officiel la responsabilité

du directeur de la police politique Ratchkovsky, ex-chef de la police politique russe à Paris, est directement mise en cause. C'est donc lui qui présentait la bande des massacreurs en chef — Trepoff, Bogdanovitch, Dournovo, etc., au centre même de la police politique. « Qui a ressuscité — demande la *Retch* — Ratchkovsky qui s'était cassé le cou à Paris ? Sur l'inspiration de qui a-t on chargé ce mouchard d'utiliser les forces et organisations publiques dans le but d'aider le gouvernement ? Qui est ce Timofeïeff (1), d'où est-il venu à St-Pétersbourg ? Et pourquoi enfin l'enquête commencée par Makaroff, cité dans le procès-verbal, n'a pas pu être poursuivie, malgré le désir de ses initiateurs et se termina par l'avancement de Timofeïeff et du capitaine de gendarmerie lui-même ? Pour répondre à ces questions toutes les données existent, les fils en sont découverts. »

---

(1) Voir plus loin le discours de M. Vinaver.

Ces fils conduisent au général Bogdanovitch ami intime du Tsar, à Trepoff, qui a ressuscité Ratchkovsky, à Trepoff qui dirigea le mouvement des pogromes, ayant tous les pouvoirs tantôt occultes, tantôt officiels de par la volonté du tsar depuis bientôt un an, à Trepoff donnant des ordres aux gouverneurs, chefs de police, etc., à Trepoff qui, à l'heure actuelle, réapparaît dans le même rôle, pour la même besogne et qui est à jamais stigmatisé par le discours du prince Ouroussoff.

Le journal officiel du parti des constitutionels-démocrates, la *Retch* publie, en effet, dans son numéro du 18 Mai, la communication sinistre suivante : Le bruit courtque sur le conseil de D. F. Trepoff on a proposé (qui?) aux gouverneurs de pousser les sections locales du parti de l'ordre légal de l'union des vrais russes, des monarchistes, etc., de s'adresser avec une adresse de sujets fidèles, dans laquelle il faut demander de « ne pas accorder l'amnistie aux criminels

et de ne pas supprimer la peine de mort (1). »

Et, en effet, depuis quelques jours les dites sociétés envoient des suppliques et des demandes de ce genre, et toutes, elles sont rédigées dans les mêmes termes, d'après une même formule. En même temps nous apprenons que Vouitch, étant nommé sous le nouveau ministère, directeur de la police politique renvoyé déjà, Ratchkovsky est attaché au nouveau président du Conseil Goremykine, et que les massacres sont ouvertement organisés un peu partout sur le modèle du mois d'octobre dernier, et qu'ils ont déjà commencé sur quelques endroits, où les gendarmes et les agents de Trepoff, Ratchkovsky et Cie sont plus pressés.

Avant de citer les nouveaux faits prouvant la responsabilité des autorités supérieures dans l'organisation des

---

(1) Voir chapitre XIII.

pogromes, il est intéressant de signaler *le début dans la politique* de Ratchkovsky qui a joué un rôle aussi important dans les pogromes précédents, dans le drame de Gapone et qui joue le même rôle dans les pogromes qui se préparent. Comme tous les agents provocateurs et mouchards de son espèce, les Zoubatoff, Manouïloff, etc., il a commencé par être libéral, même révolutionnaire et collaborateur des journaux libéraux et même judophiles. C'est ainsi que nous trouvons en 1879, dans le 1er numéro de la *Narodnaïa Volia*, organe du parti du même nom, l'avertissement suivant de la part du Comité Exécutif, daté du 20 août 1879 :

Le Comité exécutif fait savoir que Piotrivanovitch RATCHKOWSKY, ex-juge d'instruction à Pinega et attaché actuellement au ministère de la Justice, collaborateur des journaux les *Novosti* et *Le Juif Russe, est au gages de la IIIe Section.*

Son signalement : taille haute, corpulence assez forte, cheveux et yeux noirs, peau du visage blanche teintée de rose, traits gros, nez assez gros et long ; paraît âgé de 28 ou 29 ans.

Moustaches épaisses, noires. Barbe et favoris actuellement rasés.

Le Comité exécutif prie de se méfier de ce mouchard.

Ceci établi, écoutons la voix de la Douma.

CHAPITRE XI

LA DOUMA FAIT LA LUMIÈRE

C'est cet état de choses qui a amené la Douma à interpeller le gouvernement sur le rôle que le Département de la Police joue dans les pogromes.

Quarante-sept députés ont signé et fait accepter par la Douma, aux applaudissements de presque tous leurs collègues, le projet d'interpellation suivante :

« Des documents officiels ont été rendus publics dans la presse qui démontrent la participation directe du département de la police d'État à l'excitation d'une partie de la population contre l'autre, ce qui a amené des assassinats collectifs en masse des citoyens paisibles.

Il appert, en particulier, du rapport du conseiller d'État Makaroff, du 15

février de l'année courante, publié dans le n° 63 de la *Retch,* qu'il est établi que le département de la police avait organisé une imprimerie spéciale, dans laquelle s'imprimaient des proclamations révoltantes rédigées par le même département et répandues par lui et qui appelaient la population à assassiner les peuples d'autres religions et les intellectuels ; cette imprimerie était sous la direction immédiate de l'officier du corps spécial de gendarmerie, Komissaroff. Malgré l'enquête officielle, non seulement aucune mesure ne fut prise pour prévenir un tel abus inouï de pouvoir à l'avenir, mais encore ses principaux auteurs furent récompensés.

En raison de cela et vu que des événements sanglants pareils viennent de se répéter à Vologda, Kaliazine, Zarizyne, ce qui fait penser qu'ils ont eu lieu avec la même attitude criminelle des autorités, nous demandons à la Douma d'interpeller M. le Ministre de l'Intérieur sur ce qui suit :

« Les faits cités sont-ils connus

de M. le Ministre ? Quelles mesures compte-t-il prendre pour punir les coupables et que peut faire le Ministre pour prévenir de tels crimes à l'avenir? » (Compte rendu du 4/17 mai 1906).

Le délai d'un mois, prévu par la Loi sur la Douma, ayant expiré, M. Stolypine, ministre de l'intérieur, a répondu à l'interpellation, le 8/21 juin. Il fit des demi-aveux reconnaissant ce fait de l'imprimerie clandestine et de l'action de la police sous son prédécesseur, promettant que tant qu'il sera ministre, ce fait ne se renouvellera pas. Quant aux pogromes, il essaya de justifier la conduite de la police et des gendarmes à Vologda, mais fut obligé de reconnaître la conduite odieuse des autorités à Zarizyne, etc. Il finit par reconnaître, en plus, son impuissance et par dire qu'il est obligé de défendre même des mauvaises lois tant que les nouvelles ne sont pas encore faites. C'est ce discours pitoyable qui provoqua le coup de théâtre de l'intervention du prince Ouroussoff.

DISCOURS DU PRINCE OUROUSSOFF (1)

J'ai demandé la parole, Messieurs les représentants du peuple, afin de soumettre à votre attention quelques considérations sur l'interpellation de la

(1) Il n'est pas sans intérêt de lire le petit commentaire suivant dont certains journaux modérés ont accompagné le compte rendu de la séance désormais historique de la Douma :

« Le grand discours du prince Ouroussof sur les massacres d'octobre et ceux de maintenant tire un relief particulier des circonstances suivantes :

« Sous le ministère Bouliguine, un ministère spécial de police ayant été formé sous la direction de Trépof, le prince Ouroussof donna sa démission de gouverneur de Tver. Le motif de sa décision était qu'il ne pouvait servir sous Trépof, parce que Trépof portait la responsabilité du meurtre du grand-duc Serge, dont il avait été le maître de police à Moscou. Ce n'est pas Serge qui était cause de la formidable haine de la population moscovite, haine à laquelle le grand-duc servit de victime, mais bien Trépof, qui avait été assez adroit pour se tenir à l'ombre. Appréhendant en conséquence que le régime Trépof ne dût également retomber de la façon la plus redoutable sur le tsar, le prince Ouroussof, en fonctionnaire dévoué à l'empereur, donna sa démission.

« Sous Witte, le prince Ouroussof fut adjoint du ministre de l'intérieur. Il parut alors, sortant des presses de l'Etat et estampillée par la censure, une proclamation sous le titre : « Mort aux juifs ! Mort à Witte, le ministre juif ! » Ouroussof fut

Douma au Ministère et sur la réponse que nous venons d'entendre.

---

chargé par Witte de faire une enquête à ce sujet. Il découvrit dans l'imprimerie d'Etat des épreuves portant cette inscription manuscrite : « Bon à tirer, Trépof. »

« Il découvrit ensuite que les chefs de gendarmerie des provinces avaient adressé des rapports à Pétersbourg, faisant savoir que suivant l'ordre venu de Pétersbourg, les proclamations provoquant aux massacres avaient été distribuées et que l'effet désiré sur les couches inférieures de la population avait été obtenu.

« Le prince Ouroussof n'ayant pu obtenir la punition des coupables, donna de nouveau sa démission. Et maintenant, comme député à la Douma, il a exposé quelle était la véritable situation.

« En connexion avec ces faits, il faut signaler cet autre fait précis que les autorités militaires à Bielostok ont déclaré au gouverneur et au maître de police Radetzki, qu'elles ne pouvaient recevoir d'ordres des autorités civiles pour mettre fin au massacre, parce qu'elles avaient reçu des ordres directs de Pétersbourg, auxquels elles devaient obéir.

« Ceci est une inégalité absolue, parce que d'après la loi russe, lors des troubles intérieurs, les autorités civiles ont, dans chaque cas, à prescrire aux autorités militaires ce qu'elles ont à faire. »

Ajoutons que le prince Ouroussoff avait été nommé gouverneur de Kichineff après *les premiers* grands massacres organisés en 1903 par le subordonné de Plehwe, le colonel de gendarmerie Levendal pour calmer la population ce qui lui réussit.

Je présume que la révélation sur la machine d'imprimerie qu'on a cachée dans les arcanes du département de la police et qui imprimait les appels au peuple l'excitant à la guerre civile, doit être examinée par nous non pas en tant que fait du passé nous intéressant au point de vue de la responsabilité des coupables, mais comme une question inquiétante sur la possibilité d'une participation ultérieure des fonctionnaires gouvernementaux à la préparation des drames sanglants dont ils se sont rendus ces derniers temps tristement célèbres et qui, comme le démontrent les derniers événements, continuent à se dérouler provoquant l'indignation de tous ceux pour qui la vie humaine et la dignité de l'Empire russe sont et demeurent chers.

Je m'explique : je ne doute pas un instant de la sincérité du Ministre de l'Intérieur et ce n'est pas contre le ministère que sont dirigées les paroles que je vais vous dire. C'est précisément là que se trouvent toute la valeur, tout

l'intérêt, toute la gravité de la question que nous examinons, à savoir que les pogromes et les tueries collectifs, à cause des circonstances qui restent permanentes et qui demeurent dans la sphère de l'action gouvernementale, continuent et continueront indépendamment de l'attitude que prendra envers eux tel ou tel ministre de l'Intérieur, tel ou tel ministère. La déclaration du Ministre (1) sous ce rapport me paraît peu persuasive et je vais expliquer pourquoi je pense ainsi. J'aurai à toucher, dans ce but, à la question des pogromes et, en même temps, au rôle qu'a joué ladite imprimerie.

L'étude attentive de ce qu'on appelle les pogromes met celui qui les étudie

---

(1) Elle contient des perles de ce genre : L'officier de gendarmerie organisateur des bandes noires à Alexandrovsk, Boudagovsky, fut appelé à Saint-Pétersbourg pour donner des explications, mais comme le pogrome n'a pas eu lieu, il ne put, juridiquement être responsable. « Quant aux récompenses qu'il reçut, ce fut pour avoir rétabli l'ordre. La défense ministérielle du gendarme (officier Pychkine, massacreur de Vologda et autres) fut de la même force !

en présence de certains phénomènes toujours les mêmes.

En premier lieu le pogrome est toujours précédé des bruits de sa préparation, accompagnés des appels répandus dans la population pour l'exciter, conçus dans le même style et ayant la même teneur, et de l'apparition d'une espèce d'oiseaux de mauvais augure en la personne des représentants de la lie de la population que peu de monde connaît. Ensuite le prétexte du pogrome officiellement indiqué dès son explosion se trouve après toujours être faux.

Puis dans les actes des massacreurs se voit une certaine régularité qui leur ôte le caractère d'accidentel, d'élémentaire. Les massacreurs agissent avec la conscience d'un droit, de l'impunité et n'agissent que tant que cette conscience n'est point ébranlée en eux, après quoi le pogrome est rapidement et facilement arrêté. Puis encore l'action de la police n'a jamais d'unité, et pendant que certains arrondissements d'une

ville sont entièrement saccagés, malgré les forces policières considérables, d'autres en sortent presqu'intacts grâce à la surveillance des agents de police remplissaient leur devoir avec assurance et énergie. Enfin, le pogrome est arrêté, les arrestations sont faites et les autorités qui visitent les prisonniers ne peuvent manquer de subir l'impression qu'elles ont devant elles, non pas des criminels, mais simplement des gens obscurs qui par quelqu'un sont trompés.

Donc, l'on sent l'existence d'une organisation homogène et largement conçue. Ceux-là se trompent qui l'ayant qualifiée de gouvernementale pensent que la question est résolue et que l'affaire est claire, mais ils ne se trompent pas complètement, et les événements de l'hiver dernier qui ont provoqué notre interpellation vont nous aider de nous orienter en partie dans ce brouillard qui enveloppe ces affaires assez ténébreuses déjà sans cela.

En janvier 1906, une personne occu-

pant au Ministère une situation secondaire mais qui était connue comme adversaire de la politique des pogromes (1) — ce n'est pas de moi que je parle — commença à recevoir, en grande quan-

(1) Il y avait donc là une politique de pogromes au ministère de l'Intérieur sous Dournovo, en dehors du gouvernement occulte de Trepoff et Cie. D'ailleurs l'attitude de Dournovo lors de l'enquête de Witte et du procès de ses gouverneurs massacreurs, ainsi que ses déclarations au prince Oberliani n'en laissent aucun doute. Nous trouvons, en effet, dans la *Retch* du 8/21 juin 1906, les déclarations cyniques et brutales que le ministre de l'Intérieur Dournovo a faites au prince Oberliani, un des principaux membres de l'*Organisation des Zemstvos réunis* (pour distribuer les secours aux paysans victimes de la famine).

Je passe sur les théories sauvages de ce Dournovo, publiquement flétri, même par les monarchistes modérés tels que Stakhovitch, et qui affirme qu'il est « immoral de nourrir le peuple », qu'il a arrêté peu de monde (80.000!) qu'il lui en fallait davantage, que les gouverneurs massacreurs ne *l'ont compris que pour le quart*, mais que lorsqu'ils *l'auront compris à moitié, la Russie sera sauvée*. Il ajouta qu'il a à son service des « hommes sots et intelligents » qui savent qu'il existe deux manières de servir à savoir : « rester en deçà de ce qu'il faut faire et *dépasser* », et qu'au premier cas « il les punissait » et que dans le second cas « il les défendrait fortement », comme il l'a fait dans le cas de Kourloff, Neidhardt et autres massacreurs.

tité, des exemplaires d'appels — proprement exécutés — répandus largement dans les principaux centres du Midi et de l'Ouest de la Russie, ainsi que des plaintes pleines d'inquiétude annonçant des préparations de pogromes à Vilna, Biélostok, Kieff, Nicolaïeff, Alexandrovsk et dans d'autres villes. Le pogrome de Gomel du mois de janvier vint confirmer le bien fondé des craintes exprimées et obligea la personne en question de prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir les autres pogromes. Il y réussit grâce aux ordres du Président du Conseil des ministres qu'on mettait au fur et à mesure au courant de l'enquête secrète, laquelle mit en partie en lumière, bien qu'enveloppé de brouillard, le tableau suivant de l'action des « maîtres ès-pogromes. »

Un groupe de personnes composant la droujina (milice) de combat d'une de nos Unions « patriotiques » et alliées aux personnes touchant de près à la rédaction d'un journal, non pétesbour-

geois, a entrepris la lutte contre la révolution (1).

En leur qualité de « patriotes » et de « vrais Russes », ils voyaient les causes des troubles dans les Allogènes (les habitants des provinces frontières et du territoire de résidence des israélites).

La population russe, de même que les soldats russes surtout, étaient appelés à sévir contre les perturbateurs par des appels conçus en termes violents et distribués par dizaines de mille exemplaires. Les membres de cette organisation distribuaient ces appels sur les lieux, les confiant à des membres et alliés éprouvés qui à leur tour les distribuaient avec prudence et en connais-

---

(1) Les *Moskowkya Védomosti* ? Voici comment ils se vantent d'être des *bandes noires :*

« Nous ne sommes plus des « cents » (cents noires ou bandes noires). « Nous sommes des millions ». Et quelques jours auparavant le journal de feu Katkoff et de son successeur-massacreur Gringmouth acceptaient avec orgueil le titre de *bandes noires,* pour lui et ses amis, ainsi que le programme patriotico-massacreur ! D'ailleurs sur le rôle des *Moskovskya Vedomosti,* des *Novoié Vremia* et des journaux officiels. Voir chapitre V.

sance de cause. Des conséquences étranges et imprévues en résultaient au point de vue de l'unité du pouvoir : l'adjoint d'un préfet de police, par exemple, distribue des proclamations à l'insu de son supérieur ; ou bien, au contraire : le commissaire de police du 1er arrondissement mérite la confiance et celui du 2e arrondissement en fut privé. Les fonctionnaires de la gendarmerie ou de la sûreté deviennent les dépositaires de sommes spéciales, des individus louches viennent les fréquenter ; des nouvelles sur certains préparatifs se répandent dans la ville. Des gens épouvantés viennent voir le gouverneur, celui-ci cherche à les calmer, sentant cependant qu'on est bien loin de la sécurité. Le ministère lançait des dépêches sur les mesures nécessaires pour le maintien de l'ordre et de la sécurité, et l'on prenait des mesures, mais les ordres donnés dans ce sens n'inspiraient pas toujours la confiance. Il arrivait souvent que les policiers eux-mêmes croyaient sincèrement que ces

mesures n'étaient prises que pour donner le change par convenance, mais que les véritables intentions du gouvernement leur sont connues. Ils lisaient entre les lignes obéissant à l'insu du gouvernement à une voix qui venait de loin et leur inspirait la confiance. Bref, un désarroi incroyable se produisait, une désorganisation et une démoralisation du pouvoir complète.

Pendant ce temps à Pétersbourg, dès l'automne 1905 (avant l'avènement du ministère d'octobre, à ce qu'il paraît) une imprimerie fut installée dans une pièce écartée du département 16, rue de la Fontanka, acquise aux frais du département avec l'argent du fisc. Un officier de la gendarmerie, en civil, était attaché à cette imprimerie : Kommissarof qui fabriquait ces proclamations avec l'aide de plusieurs de ses acolytes. Le secret de cette imprimerie clandestine était si bien gardée et les agissements de ses organisateurs étaient entourés de tant de mystère que peu de gens en savaient quelque chose,

même dans le département de la police, non seulement au ministère. Pendant ce temps, l'activité de cette organisation dont l'imprimerie était l'organe, marchait avec succès, car Kommissaroff, questionné par un personnage qui par hasard découvrit les traces de l'organisation, répondit : « Nous sommes à même d'organiser un pogrome tel qu'il vous plaira, qu'il s'agisse d'une dizaine ou de dix mille hommes. »

Messieurs, cette phrase est historique. (*Mouvement prolongé parmi les députés*). Je puis ajouter en informant les députés de Kiew qu'un pogrome de « dix mille » avait été fixé pour le 3 février ; mais on réussit à le prévenir. (*Mouvement prolongé*).

Le Président du Conseil des Ministres éprouva — dit-on — une violente attaque d'asthme nerveuve lorsqu'on lui communiqua les faits que je viens de vous citer. Il fit appeler Kommissaroff, qui lui fit un compte rendu de ses actes et de son mandat. Mais quelques heures après, l'imprimerie,

les proclamations et les originaux disparaissaient du département; il ne restait plus qu'une chambre vide. C'est pourquoi personne, pas même le Ministre de l'Intérieur, ne pourra satisfaire au désir légitime de la Douma de connaître le nom des personnes qui servaient de centre à cette organisation en lui assurant l'impunité, qui usaient de leur influence magique sur les policiers et d'autres fonctionnaires en procurant même des récompenses et des avancements pour les plus actifs d'entre-eux. Je n'en puis pas citer de mémoire des exemples ainsi que d'autres détails de toute cette affaire. Je parle sans préparation, ni notes, et malgré moi j'en laisse beaucoup dans l'ombre. Avec celà j'ai déjà fatigué votre attention (*Nombreuses exclamations : Continuez, continuez !*) Il est temps d'arriver aux conclusions de tout ce que j'ai dit.

D'abord et c'est la première conclusion, la déclaration du Ministre de l'Intérieur ne nous donne pas de garanties sérieuses relativement aux moyens d'ar-

rêter l'activité de ces organisations occupées à préparer des massacres en masse et invitant les fonctionnaires de l'Etat à prendre part à ces tueries. On le comprend facilement : Les principaux organisateurs et les instigateurs se trouvent en dehors du pouvoir du Ministère, et il leur est indifférent que le ministre de l'Intérieur conserve envers eux une neutralité bienveillante ou qu'il fasse publiquement une déclaration condamnant leurs agissements. Je dirai plus, j'affirme qu'aucun ministère même, pris parmi les représentants de la Douma, ne peut faire régner l'ordre dans le pays aussi longtemps que des gens inconnus de nous se tenant à l'écart, à l'abri d'un mur infranchissable, continueront à s'accrocher de leurs mains grossières aux différents organismes du mécanisme gouvernemental, en exerçant leur ignorance politique par des expériences sur des organismes vivants, en s'occupant en quelque sorte d'une vivisection politique. (*Applaudissements prolongés*).

La seconde conclusion est encore plus triste, et concerne la Douma elle-même.

Messieurs les représentants du peuple ! Nous sommes venus apporter ici, de tous les confins de la Russie, non seulement notre indignation et nos réclamations, mais aussi la soif ardente d'activité, de sacrifices, enfin un patriotisme pur et sincère. Il y a ici parmi nous beaucoup de propriétaires qui vivent des revenus de leurs terres. Avez-vous entendu un seul d'entre eux protester contre le projet d'expropriation obligatoire en faveur du cultivateur travailleur. Les représentants des classes privilégiées sont nombreux parmi nous. Y a-t-il eu beaucoup de paroles prononcées pour protester contre l'abolition des privilèges, contre l'idée de l'égalité civile et contre les réformes dans l'esprit largement démocratique et populaire ? Cette même Douma « révolutionnaire » n'a-t-elle pas essayé, dès ses premiers débuts, de relever la couronne impériale, de la met-

tre au-dessus des querelles politiques, au-dessus de nos erreurs et de la responsabilité de ces erreurs? On se demande si, au moment des réformes inévitables et urgentes, on a le droit de réclamer une autre Douma que celle au sein de laquelle les intérêts particuliers et la lutte des classes ont cédé la place au triomphe du bien public et national. (*Applaudissements unanimes et prolongés*).

Cependant nous sentons tous que les mêmes forces ténébreuses s'arment contre nous, nous séparent du pouvoir suprême, en ébranlant envers nous sa confiance. On nous empêche de travailler pour arriver à cette union avec le pouvoir, laquelle, selon la loi de notre nouveau régime, doit être la condition essentielle du succès et le gage du développement paisible de notre vie nationale. C'est là que gît le plus grand danger et il ne peut disparaître aussi longtemps que la direction des affaires d'Etat et les destinées du pays resteront sous l'influence des hommes qui

sont des maréchaux de logis et des policiers par leur éducation et des massacreurs par leurs convictions.

(*Applaudissements prolongés sur tous les bancs. Exclamations, cris : Démission ! Des tribunes supérieures on entend une voix puissante qui lance : Massacreurs !*)

Après le prince Ouroussoff, c'est M. Vinaver qui monte à la tribune et tire les conclusions logiques des discours du ministre et du précédent orateur. Il est épouvanté de l'inconscience du pouvoir devant cet état de choses, où un pouvoir occulte de la camarilla et de Trepoff (*Salle étoilée de Peterhoff*), si finement caractérisé par le prince Ouroussoff, se joue du sort du pays, derrière et au-dessus du ministère.

« Vous entendez donc, disait M. Vinaver, sauvegarder la vie et la tranquillité des citoyens par les moyens que nous flétrissons comme une honte. Moi, pouvoir, j'ai pour tâche de veiller sur la vie des citoyens. Je suis criminel

même si je reste inerte et ne la défends pas, et vous, vous la sacrifiez cette vie des citoyens, vous en faites une arme de propagande des principes politiques. »

Et M. Vinaver trace un tableau éloquent de la politique des pogromes depuis plus de vingt ans que les lecteurs connaissent déjà.

« En ce moment-là — poursuivait M. Vinaver — M. Plehwe était directeur du département de la Police, et lorsque vingt ans plus tard l'ex-directeur du département de la Police devint Ministre de l'Intérieur et qu'éclata le pogrome de Kichineff, le bruit courut d'un télégramme mystérieux, envoyé de Saint-Pétersbourg au gouverneur de l'endroit (1).

---

(1) Dévoilé par le correspondant du *Times*, nié si maladroitement et si contradictoirement par Plehwe et son adjoint Lopoukine, qu'on peut considérer comme réellement envoyée cette missive sanguinaire engageant les autorités de Kichineff, comme le fera Trépoff et Dournovo dans la suite, de ne pas empêcher les « manifestations patriotiques ».

« Et la contagion, après Kichineff, se répandit sur la surface de toute la Russie.... Le Ministre de l'Intérieur ne considère que comme simples moyens de propagande politique le fait que des fonctionnaires de son département distribuent sur place des proclamations appelant aux massacres des juifs, comme celà est dit dans les appels de Boudagovsky.... Lorsque ces fonctionnaires non seulement distribuent lesdits appels, mais, dans leurs rapports informent de ces exploits leurs supérieurs, c'est qu'ils savent bien que celà sera bien vu, que cela entre dans les vœux en haut lieu.... » Et M. Vinaver cite le document concernant Boudgovsky que nous avons cité plus haut.

Son rapport est dirigé vers une section spéciale du département de la police; c'est ainsi que s'appelle une institution absolument originale et qui se trouve hors de tout lien avec les organes du pouvoir normaux et connus de nous.

Elle a une existence secrète et possède

le droit de communiquer avec tous les fonctionnaires subalternes, dont elle reçoit des rapports directs, et peut par conséquent d'ici diriger toute action sur les lieux par ce mécanisme secret. Que faisait donc le Ministre de l'Intérieur, dont un fonctionnaire répandait les appels incitant une partie de la population contre l'autre? On a dit ici que Boudagovsky avait reçu un avertissement. Et MM. Ratchkovsky et Timofeïeff, qu'ont-ils reçu, eux? Sont-ils déférés aux tribunaux? Ont-ils reçu, eux aussi, un avertissement?

Le ministre sait-il — et y voudra-t-il répondre — que Ratchkovsky, à l'occasion de sa nouvelle nomination, vient de recevoir une donation de 75.000 roubles (près de 200.000 francs). (*On entend sur les bancs du Parti du Travail, des exclamations : Oh, oh! Bravo! bravo !*) Le Ministre de l'Intérieur sait-il que M. Timofeïeff, directeur de la Section spéciale au Département de la police, et dont la fortune présente un certain intérêt, car cet homme était juriscon-

sulte du Préfet (gradonatchalnik) de Moscou, lorsque le Préfet était le général Trepoff, directeur de la Section spéciale du Département de la police, lorsque le Ministre-adjoint de l'intérieur était le général Trepoff, attaché (et il l'est encore) au commandant du Palais impérial, lorsque le commandant est le général Trepoff (*rire général*), que ce fonctionnaire Timofeïeff garde encore en ce moment le pouvoir ?

Eh bien ! est-ce que Timofeïeff, Ratchkovsky et le ministre de l'Intérieur Dournovo qui savaient tout, sont-ils de l'avis du ministère actuel des fonctionnaires qui remplissent et se servent de leur pouvoir pour la sauvegarde de la tranquillité de la vie et du bien-être des citoyens ? Ils savent et se taisent — c'est qu'ils sont les véritables auteurs des pogromes. Grâce à ce silence et à cet appui bienveillants ce n'est pas le seul Boudagovsky qui se produisit. Il en a poussé dans les coins et recoins du pays.

A Gomel on eut aussi une imprimerie

prise aux révolutionnaires et qu'on remit aussi aux autorités pour imprimer les appels aux pogromes. Le chef de Podgoritchani-Petrovitch, M. Poliakoff s'exprime ainsi : « il (c'est-à-dire Podgoritchani-Petrovitch) faisait preuve dans ses rapports écrits (M. Vinaver s'excuse des expressions peu parlementaires de la lettre qu'il lit) de mensonges impudents. Il dit que des 75 revolvers pris aux révolutionnaires il en remit à l'Union des patriotes 25, lesquels lui seraient rendus dans la suite. Il se trouve cependant que, le compte fait, on n'en trouva que 37, il manquait par conséquent 38 revolvers. Et lorsqu'on lui demanda où sont les revolvers, il raconta là-dessus une histoire impossible : il aurait fourré ces 38 revolvers dans une porte mystérieuse à un inconnu croyant qu'ainsi il luttait de la meilleure façon contre la révolution.

Et questionné sur l'endroit où il a mis l'imprimerie clandestine, il répondit que cette imprimerie se trouvait

entre les mains de Makaceevsky (1), membre de l'Union des patriotes russes. »

Et M. Vinaver ayant raconté cette histoire de Podgoritchani, organisateur du dernier pogrome de Gomel et *envoyé par Dournovo-Trepoff dans une autre ville de province avec les mêmes pouvoirs*, M. Vinaver demande au ministre où en est alors le pouvoir après 20 années d'action pareille : « Ce n'est pas un régime de gouvernement; ce régime n'a qu'un nom : l'anarchie... Et je pense que l'anarchie que fomente les jeunes têtes et se cache dans les coins à l'écart et les petits recoins est cent fois moins dangereuse que votre anarchie ouverte fondamentale. (*Tonnerre d'applaudissements*) (2).

---

(1) On vient de trouver chez lui, à Gomel, une bombe, le lendemain même des massacres de Bielostok : cette bombe symbolique démontre que le procédé employé à Bielostok devait être répété dans toutes les villles de l'Ouest. La population terrorisée demande aide et protection à la Douma.

(2) Je cite les discours des députés de la Douma d'après le compte rendu sténographique, publié dans la *Retch* du 9/22 iuin 1906.

Faut-il que je cite encore le discours de l'honorable M. Nabokoff qui raconte les détails du pogrome de Vologda, organisé contre les ouvriers et les intellectuels par le capitaine des gendarmes Pychkine et la femme du zemsky natchalnik (chef territorial) *malgré* et *contre* le gouverneur, le préfet de police et le procureur.... Le gouverneur Lodygensky donna depuis sa démission ne pouvant pas encourir la responsabilité créée par Pychkine qui *reste* et *va recevoir une récompense!*

Faut-il que je cite les discours tout à fait remarquables de l'éminent savant Maxime Kovalevsky, stigmatisant les secrets ressorts, *lesquels dans le voisinage* de Saint-Pétersbourg agissent en dehors et au-dessus du gouvernement nominal ; celui du généreux Aladiyne, dévoilant le complot des massacreurs haut placés contre le mouvement libérateur et contre la Douma ; celui de Bondareff, témoin des massacres de Volsk, de Balacheff et de Saratoff (du temps où le ministre M. Stolypine y

était gouverneur) ! où, pendant que les houliganes saccageaient et pillaient les juifs, le vice-gouverneur Knol se promenait en calèche, accueilli et salué par les massacreurs aux cris : « Urrah ! » à quoi il répondait par son plus gracieux sourire et continuait sa promenade.

A quoi bon continuer ces citations. Après les premiers discours cités, la cause est entendue. Les accusations formulées furent reconnues exactes, les faits furent rétablis sans réfutation possible, et la Douma en a tiré la moralité en acceptant l'ordre du jour très modéré, présenté, au nom du parti de la Liberté du Peuple, par son vice-président, le professeur Gredeskul.

Voici cet ordre du jour :

« *La Gossoudarstvennaïa Douma, après avoir entendu les explications de MM. les Ministres de l'Intérieur et de la Justice, et constatant dans les pogromes et les massacres collectifs des citoyens paisibles qui ont eu et ont lieu en Russie, des indices indubitables*

d'une organisation générale, avec une participation patente des fonctionnaires restés impunis, considérant que les explications de M. le Ministre de l'Intérieur témoignent l'impuissance du Ministère d'arrêter les phénomènes indiqués, et montrent en même temps l'incompréhension complète des conditions qui rendent inévitable l'apparition de pareils phénomènes sous le présent régime ; reconnaissant que seul un Ministère s'appuyant sur la représentation nationale, peut avoir assez d'autorité morale et de force pour soumettre à ses indications l'administion subordonnée et pour écarter les influences étrangères irresponsables qui mènent à l'écroulement de tout pouvoir et à l'anarchie dans le gouvernement, et concluant que tant qu'il existera en Russie un Ministère irresponsable devant la représentation nationale, la vie, l'honneur et la liberté des citoyens russes ne seront pas à l'abri des violences et de l'arbitraire et que seules, la démission immédiate

du Ministère actuel et la transmission du pouvoir à un cabinet jouissant de la confiance de la Gossouderstvennaïa douma sont capables de tirer le pays de l'agitation pénible et qui augmente rapidemment, passe à l'ordre du jour.

CHAPITRE XII

FAITS DE CONTRE-ÉPREUVE

Avant d'aborder la nouvelle et dernière (si l'on peut dire !) campagne des massacreurs, je crois nécessaire d'ajouter aux documents et récits qui précèdent quelques faits, pris au hasard, mais qui étayent et servent d'illustration aux documents qui précèdent.

Et tout d'abord les débuts de l'agitation à Sébastopol, lors de la réponse de la part de Trepoff-Bogdanovitch et Cie par des massacres au manifeste du 30 octobre, arraché au Gouvernement par la grève générale.

Manifestation payée par Trepof [1]

Le préfet de Sébastopol, l'amiral Spitzky, a reçu de Saint-Pétersbourg, le 30 octobre, un télégramme signé Trepof, lui enjoignant de ne

(1) Voir l'*Européen* 1906.

pas publier le manifeste avant d'avoir reçu de l'argent pour organiser une *manifestation patriotique*. Il reçut le texte du manifeste en même temps que 60,000 roubles avec une lettre qui lui expliquait que l'argent était destiné aux dépenses pour l'organisation de la manifestation patriotique et lui recommandait de retirer la police de partout.

Très perplexe et ne sachant à qui obéir, au manifeste du tsar ou aux ordres de Trepof, le naïf amiral s'adressa au maire de Sébastopol, M. Maximof, en lui demandant conseil. Ils décidèrent de garder l'argent, d'organiser une milice civile pour protéger la population et de publier le manifeste. Le manifeste promulgué provoqua la joie générale, et les ouvriers organisèrent une manifestation pacifique avec chants et drapeaux rouges déployés. Ils vinrent jusqu'au musée Totleben. Là, du haut du perron, le médecin B... lut à haute voix le texte du manifeste, lorsqu'accourut à bride abattue le préfet de police Petrof avec des cosaques à qui il ordonna de dégainer.

Une collision sanglante allait se produire, lorsque le commandant de la place, le colonel de Roberty, survint et cria aux massacreurs que « lire le manifeste impérial n'est pas un crime » et ordonna aux cosaques de sortir de la ville.

Ensuite, la foule, qui comprenait presque toute la population, environ 30.000 personnes (sur 36 à 38 mille de la population totale), se

porta sur le boulevard Maritime, où un meeting monstre eut lieu. La foule élut 20 « députés » pour porter à la municipalité les revendications de la population : en premier lieu, la mise en liberté des prisonniers politiques. Le maire, M. Maximof, d'abord effrayé, les reçut en retirant la chaîne, insigne de sa fonction, mais les « députés » lui demandèrent de la remettre, puisqu'ils avaient à parler au magistrat officiel. A ses réponses évasives, une jeune fille *député* s'empressa de dire catégoriquement :

— Monsieur le Maire, ce n'est pas une supplique que nous vous apportons, c'est un ordre que le peuple vous donne ; il attend.

M. Maximof dut accepter les réclamations. On sait le reste sur la procession et le meeting célébrant le manifeste du 30 octobre et la tentative avortée du directeur de la prison de fusiller la foule par la lettre de Sébastopol que nous avons publiée dans le n° 209 de l'*Européen*. Un nouveau détail inédit vaut la peine d'être mentionné : le colonel du régiment de Belostok désavoua le jeune lieutenant qui avait donné l'ordre de tirer de la prison sur la foule et accompagna le corps du matelot révolutionnaire traîtreusement tué devant la prison, lors de la délivrance des prisonniers politiques.

C'est grâce à la milice organisée que les khouligans, comme nous l'avons dit, n'ont pas pu perpétrer les massacres que la police de Trepof avait préparés. L'amiral Spitzky publia

alors un ordre du jour de remerciement à la milice, reconnaissant que c'est grâce à sa parfaite organisation que les massacres ont pu être évités.

Trois jours après l'amiral Tchoukhnine rentra de sa croisière aux côtes de l'Asie Mineure, licencia la milice et destitua Spitzky.

La Milice populaire à Samara

Le pogrome à Samara (ville et gouvernement) fut prévenu grâce à la prévoyance de la population de ce chef-lieu du gouvernement de Samara, limitrophe de celui de Saratof, où les bandes noires, sous l'œil bienveillant du gouverneur Stolypine et avec l'assistance active des cosaques — pillage, viols, assassinats et extermination de villages entiers — avaient commis des horreurs dépassant celles des Kurdes et des Bachi-Bousouks en Turquie.

Ayant organisé avec l'autorisation du gouverneur, M. Zasiadko, un *Comité de sûreté publique*, la population a

sauvé par là-même la ville de Samara du sort de la ville de Saratof, où les khouligans ont massacré, pillé, incendié magasins, synagogues, maisons des juifs désignés d'avance.

Le Comité a organisé l'assistance publique à tous les besogneux, aux sans-travail, etc., pour prévenir les désordres ; il a obtenu des orgaanisations qui voulaient déclarer la grève d'y renoncer, vu l'état des choses partout inquiétant.

Il a fait plus encore. Nous lisons, en effet, dans le *Molva* du 13 janvier 1906 :

Dans les premiers jours de novembre (fin octobre, v. s.), lorsque sur différents points du pays les bandes noires faisaient encore les pogromes, le Comité apprit que le vice-gouverneur de Samara, V. Kondoïdi faisait exécuter dans l'imprimerie du gouvernement une proclamation faisant appel aux pires passions. Parvenu à obtenir un exemplaire de cet appel imprimé et répandu par le vice-gouverneur, le Comité a pu se convaincre que l'appel était conçu dans l'esprit des bandes noires, vu qu'il contenait l'affirmation catégorique que les grèves et tous les mouvements populaires en

Russie sont exclusivement du fait des juifs et de la jeunesse scolaire.

Vu le danger d'une telle agitation officielle émanant du vice-gouverneur, le Comité fit une démarche auprès du gouverneur pour que le vice-gouverneur Kondoïdi fut immédiatement relevé de ses fonctions et éloigné de Samara au risque d'y voir se produire les massacres d'Odessa, de Tomsk, de Saratoff, etc.

Le gouverneur fit droit à la demande du Comité, fit afficher une proclamation pour détruire l'effet de celle du vice-gouverneur, et le vice-gouverneur « partit en congé », ce que les *Vedomosti* officiels de Samara annoncèrent *pour tranquilliser les esprits*. En plus, le Comité s'adressa, par voie d'une délégation, au comte Witte pour lui soumettre l'action inqualifiable du vice-gouverneur Kondoïdi (avec preuves et documents à l'appui). Sur le coup, M. Kondoïdi fut renvoyé. Mais après, lorsque le gouvernement se crut fort, tout revint en arrière, et ce fut le gou-

verneur, M. Zasiadko, qui fut relevé de ses fonctions pour sa bonté et son libéralisme. Les bandes noires comprirent la disgrâce du gouverneur comme il convient.

Parmi tant d'autres faits de ce genre, je citerai encore le cas du préfet de police de Kozloff, M. Lipko, qui y empêcha un pogrome préparé par le vice-gouverneur de Tamboff, Bogdanovitch, fils du général des pogromes, comme à Novozybkoff (v. appendice) et ailleurs Bogdanovitch vint à Kozloff pour répondre au manifeste — *qu'il se refusait de lire* à l'Hôtel de Ville — par des massacres des juifs et des intellectuels.

Mais grâce à la résistance du préfet Lipko et à l'énergie des conseillers et de quelques citoyens courageux, Bogdanovitch fut obligé de donner lecture entière du manifeste du 30 octobre. Le pogrome fut évité, mais M. Lipko fut frappé.

Je ne suis pas malheureusement autorisé de relever des faits analogues qui

ont eu lieu à Oufa (le gouverneur Z... fut obligé de démissionner, bien qu'il ait expliqué la conduite et la politique des massacreurs à Witte lui-même, tout de suite après les journées d'octobre-novembre), à Rostoff et à Taganog (où un personnage haut placé était venu lui-même organiser les massacres), dans le territoire du Terek, au Caucase, où un gouverneur militaire fut sollicité d'organiser un pogrome de juifs par un personnage tellement haut placé qu'il ne pouvait pas lui refuser, néanmoins ce gouverneur militaire demanda audit personnage de le faire relever de ses fonctions s'il voulait insister sur l'organisation du pogrome!...

Combien rares furent ces braves qui purent résister aux sollicitudes, aux demandes et souvent aux menaces de Trepoff, de Bogdanovitch, les Dournovo, de leurs émissaires.

Et combien nombreux — hélas! — furent les Neidhardt, les Kourloff, les Kaulbars, les Stolypine, les Chirinkine, les Chirinsky-Chikhmatoff, les

Azantchevsky, les Slevtoff, les Stichinsky et tous les autres élèves de l'école de Plehwe, Ignatieff et Cie. Les villes dévastées et ruinées, les populations égorgées en témoignent assez.

A côté de ces faits cardinaux, combien d'autres, plus petits, des *faits divers* de la vie russe courante viennent se grouper, en masse, pour former le fond même de cette vie épouvantable. Prenons en quelques-uns au hasard de nos lectures journalières :

Nous empruntons au journal *Hasman*, les deux faits suivants :

L'avocat Chidlovsky, rédacteur au *Kharkovsky Listok*, accusé par le gouvernement d'avoir répandu des faux bruits, demande à la justice :

1) De solliciter l'autorisation du Ministère des Affaires Étrangères, de présenter au Tribunal la photographie des circulaires de fon V.-K. Plehwe, envoyées aux gouverneurs de Kherson et de la Bessarabie et leur enjoignant de ne pas s'opposer aux massacreurs. Les copies de cette circulaire historique se trouvent à la rédaction du *Times* à Londres.

2) De faire cas des rapports des sénateurs Turau et Kouzminsky, dans lesquels se trou-

vent des données authentiques prouvant la participation aux pogromes de Kieff et d'Odessa de l'administration locale.

3) De vérifier les télégrammes expédiés par le Ministère de l'Intérieur dans le courant du mois d'octobre 1905 et parmi lesquels se trouve le télégramme expédié par le vice-directeur du département de la police Ratchkowsky, prescrivant à l'administration de ne pas s'immiscer dans les conflits nationaux qui peuvent surgir dans les populations.

Comme illustration de l'action de la police en vue des pogromes prochains, la *Retch* raconte le fait suivant :

Le prêtre du bourg Saluccé (district de Néjine, gouvernement de Tchernigoff), le p. Veligodsky, interrogé par ses paroissiens, s'il y avait lieu de frapper le juif (l'unique dans le bourg et très pauvre), leur répondit ainsi : « Il ne faut pas écouter, si quelqu'un conseille de le faire, même si la personne qui le conseille porte l'uniforme de la police. Le juif nous est utile. Au surplus, il faut en avoir pitié et non pas frapper : il travaille pour sa famille, et reste cependant très pauvre ; il n'a pas de quoi manger. »

Le résultat de ce discours fut qu'on porta au juif des pommes de terre, du pain, etc., tandis que, personne dans le bourg, ne recevait ni

l'agent de police, ni le gardien en chef. Dans ses recherches d'un logement, ce dernier attrapa un paysan qui nettoyait sa cour. Indigné des injures du policier, le paysan lui jeta de la boue à la figure. Le policier s'écria : « Ah, c'est le pope qui t'a ainsi enseigné ! » Et il expédia une dénonciation en règle sur la résistance aux autorités ».

Quelques jours après les paroissiens furent surpris d'apprendre que leur prêtre était jeté en prison. Emus ils firent une collecte et envoyèrent un télégramme au comte Witte. Treize jours après le p. Veligodsky fut relâché, mais sur l'ordre de l'évêque Antoine, interdit et destitué. Sous l'escorte de cosaques, le clergé fit une enquête, ne trouva rien, mais l'ordre demeura, et à l'heure qu'il est le p. Veligodsky est à l'hôpital et sa famille (5 enfants), reste sans pain ni abri.

Nous lisons dans *La Strana* du 6/19 juin 1906 :

Est destiné à la déportation administrative le typographe de l'imprimerie du *Journal de la Préfecture de Saint-Pétersbourg*, Andreïeff, détenu dans la prison d'arrêt.

La cause de la déportation est celle-ci : Le 31 avril (13 mai) dernier, on apporta dans l'Imprimerie du Préfet pour être composées, des proclamations des *bandes noires*. Les typographes refusèrent de les composer, donnant

comme raison de leur refus qu'ils ne voulaient pas contribuer à la distribution des proclamations semant la haine des hommes.

Le lendemain, c'est-à-dire le 1/14 mai, les typographes furent renvoyés de l'imprimerie et quelques jours après, Andreieff fut arrêté et envoyé à la dite prison. Après deux semaines de détention (sans aucun interrogatoire, sans accusation formulée), on lui déclara qu'il est déporté pour 5 ans dans un des gouvernements du Nord sur l'ordre du préfet (1) de Saint-Pétersbourg.

Le *Pout* du 4 mai (21 avril) annonce, dans un télégramme reçu d'Ekaterinoslav, que le procès de Bergman est fixé au 10 mai. Ce Bergman, se trouvant dans une foule d'ouvriers juifs, a jeté l'année dernière du vitriol sur le policier Efimenko, ce qui faillit provoquer un pogrome juif. Arrêté, Bergman dit s'appeler Alexeïeff et ajouta qu'il était au service de la sûreté générale comme agent provocateur, qu'en cette qualité il avait déjà, à plusieurs reprises, tiré des coups de revolver pour provoquer

(1) Toujours fon der Launitz, collaborateur de Bogdanovitch père, et ex-chef de Bogdanovitch fils.

des pogromes. C'est ainsi qu'à Minsk il tira (pour rire) contre le préfet de police ! Mais « le général Trépoff intervenait toujours en sa faveur ! »...

Rapprochons ces faits de tout ce que nous connaissons déjà de l'histoire des pogromes et demandons-nous en toute conscience si nous avons besoin encore de documents et de preuves contre la bande d'organisateurs des pogromes ?

CHAPITRE XIII

CRIS D'ALARME, CRIS DE DÉTRESSE

Nous les transmettons à l'Europe Ils nous arrivent de tous les coins de la Russie, de Wologda, de Mourom, de Tzaritzyne, de Wiazniki, de Bielostok, où les pogromes viennent d'avoir lieu, et d'Odessa, de Kieff, d'Alexandrovsk, de Rostoff, de partout où les pogromes vont avoir lieu, où les *bandes noires* se préparent, assistées des agents de Trépoff, des généraux en tournées, des policiers, munis de proclamations, de formules de télégrammes d'adresses au tzar, et d'argent.

De l'argent français.

Oui, à l'heure qu'il est se réalise ce que nous avons prédit et que l'histoire marquera de noir. Le gouvernement avec de l'argent français tient encore son armée et marche contre la nation tout entière qui elle n'a pour elle que la

force morale et intellectuelle de la Douma !

L'argent français est allé directement aux massacreurs. Et le Caucase, et les provinces baltiques, la Sibérie et le Midi sont envahis des renforts des « expéditions répressives ». Des nouvelles saignées épouvantables se préparent dans les tanières de Peterhoff.

Et pour donner le change à toute cette orgie sanguinaire, Trepoff et Cie, toujours avec de l'argent français, ont envahi les provinces de leurs émissaires pour organiser d'un côté un soi-disant pétitionnement national contre la Douma et, de l'autre, des pogromes contre tous les libéraux, révolutionnaires et surtout contre les juifs.

A force d'être cyniquement et audacieusement insolente, cette entreprise est mise à nu par ses auteurs eux-mêmes.

Ayant la nation contre eux, Trepoff et sa bande noire sont réduits à rédiger même les adresses patriotiques à Peterhoff et de les envoyer en pro-

vince, d'où ses agents les renvoyent à Peterhoff... Et le journal officiel, le *Messager du Gouvernement*, qui ne *publie rien* sur les séances historiques de la Douma, remplit ses colonnes avec ces télégrammes patriotiques, ne se doutant pas de l'effet qu'ils peuvent produire sur les lecteurs, étant tous conçus à peu près dans les mêmes termes.

Voici d'après la *Nacha Jizn* qui les reproduit, en les comparant, la *formule* de ces *télégrammes patriotiques* :

« S'ils (les députés de la Douma) veulent travailler pour t'aider Toi et le peuple, laisse les travailler. Mais s'ils veulent jouer le rôle de directeurs de notre sort, alors *enlève-les* et crois-nous que tout le peuple russe croyant Te soutiendra. Ici, il ne faudra ruser ni tromper, mais seulement se lever pour Ta défense — de Toi qui sauvegardes Ton peuple, et crois que là est notre force ».

C'est ainsi qu'on prépare le sort de la Douma en ajoutant dans ces adresses

des demandes — non seulement sauvages, mais anticonstitutionnelles et inconvenantes à l'égard de leur Tzar — de ne pas accorder l'amnistie, de ne pas supprimer la peine de mort. Et si l'on hésite et si l'on fait traîner les choses en égard de la Douma, on agit avec plus d'audace et avec plus d'énergie pour la préparation des nouveaux massacres. Des télégrammes alarmants parviennent tous les jours aux membres de la Douma dénonçant ces préparatifs et implorant leur intervention.

Les bureaux de passeports sont envahis par ceux qui peuvent partir pour l'Etranger. La panique règne partout. On nous écrit de certains trous de province : « la vie est arrêtée, seuls les bandes noires et les cosaques agissent ».

Et des cris d'alarme, et des cris de détresse retentissent lugubrement à nos oreilles.

Nous les transmettons surtout aux Français qui ont donné de l'argent aux massacreurs, et nous leur soumettons le cas de Bielostok, le premier de la

nouvelle campagne que les massacreurs ont préparée. (*Voir* Chap. XIV.)

Et tout d'abord l'origine des télégrammes et adresses patriotiques.

Les journaux honnêtes donnent des détails absolument stupéfiants sur l'origine des télégrammes et adresses « patriotiques » que nous venons de citer.

Pour ne pas multiplier les exemples, prenons-en un entre mille, mais bien typique, que nous trouvons dans la correspondance adressée de la petite ville de Lipovetz à la *Retch* (v. nº du 20 mai/2 juin 1906) :

L'arbitre de paix, M. Douchenkevitch, « connu » par ses dénonciations, en collaboration avec d'autres « patriotes », tels que : Jdanovitch (directeur des Postes et Télégraphes), Kvitnitzky (inspecteur adjoint de l'arrondissement de l'Accise) et Chlhahetko (trésorier) avaient « travaillé » à *l'organisation* de l'adresse de la bande noire de toutes leurs forces : tous ces fonctionnaires-chefs « attiraient par tous les moyens les citoyens-fonctionnaires » à la signature de l'adresse, en les terrorisant, en les menaçant... Dans leurs chasses aux « sujets fidèles » ils eurent recours à tous les moyens de pression et d'intimidation sur les fonctionnaires et employés des bureaux qu'ils forcèrent de signer..., des vieillards membres de la

Société, le président du tribunal d'appel, M. I. Tacievsky, tout le personnel de l'école primaire supérieure de la ville avec le directeur S. T. Goubernartchouk en tête, et même le maréchal de la noblesse du district, P. M. Goudim-Levkovitch, refusèrent de signer ce télégramme de sujets fidèles. *Le télégramme au nom de 12.000 habitants sujets fidèles, n'est signé que par 50 à 60 personnes dont plusieurs garçonnets !*

De même l'adresse du gouvernement de Pensa a été envoyée par un fonctionnaire de la police qui se trouve actuellement sous le coup de poursuites judiciaires pour avoir cherché à énivrer les délégués paysans lors des élections à la Douma.

A Astrakhan, l'adresse patriotique envoyée à Saint-Pétersbourg au nom d'une partie notable de la population, a été en réalité fabriquée par 70 réactionnaires dont elle porte les signatures. La presse locale publie actuellement des protestations contre cette adresse, signées par des milliers de citoyens. L'une de ces protestations, par exemple, est signée par 14.000 paysans.

Un fait vraiment caractéristique se produit à Pinsk, en Volhynie. Le chef de district convoqua une centaine de paysans dans une « maison de thé » où il prononça, en leur présence, un discours patriotique.

Le sujet de ce discours était le suivant : « Le gouvernement désire ardemment donner de la

terre aux paysans, mais les Polonais et les juifs de la Douma l'en empêchent. »

Après avoir prononcé ce discours, le chef de district envoya à Saint-Pétersbourg, par voie télégraphique, une adresse loyaliste dans laquelle il disait qu'il avait été chargé d'envoyer ce télégramme par une assemblée de 2.000 paysans.

Et ainsi dans d'autres endroits,

Pendant que cette agitation *officielle* se poursuit contre la Douma dans le but de la *démonétiser* dans le pays et devant l'étranger, on prépare sous main un coup de force contre elle. Tous les journaux sont pleins de révélations sur *la conspiration militaire* contre la Douma, et dans laquelle on désigne tous les officiers de la garde qui se sont tout particulièrement distingués par leur cruauté lors des *expéditions répressives* à Moscou, dans les provinces baltiques, etc.

En même temps, et pour aller droit au but, en province l'activité des bandes noires, sous les espèces de l'Union des Vrais Russes et de ses ramifications « patriotiques », reprend avec une

force et une audace dépassant tout ce que nous avons vu jusqu'à présent.

Nous connaissons déjà la mentalité des *Vrais Russes*. Mais il faut que nous y revenions pour bien comprendre à qui les troupes et la police, sur les ordres venus *d'en haut*, donnent leur appui *actif* lors des massacres des juifs et des intellectuels.

Le 14 novembre dernier, les *Moskovskya Vedomosti* publiaient, en première page, cet appel sanguinaire au nom de la *Sainte Union de la Samooborona* (auto-défense) *populaire*, avec l'épigraphe : « La croix du Christ est le symbole d'amour. Le drapeau rouge est le symbole du sang. Celui qui est pour la croix est avec nous ; qui est pour le drapeau est contre nous. Unissons-nous au nom du Christ pour la cause du Christ, pour le Tzar, la patrie, l'ordre et la vie tranquille. Celui qui lèvera le drapeau rouge lèvera le symbole de sang, mais celui qui sort l'épée périra par l'épée. Derrière nous est le peuple russe orthodoxe, avec nous est

l'armée chrétienne. Pour Dieu, le Tzar, la tranquillité et pour la sainte Russie florissante. »

Cette entrée en matière est suivie ensuite par des appels et des excitations plus directes en province sur les lieux d'opération. Nous en avons déjà donné maint exemple. Les organisateurs et les chefs des bandes noires s'en inspirent et continuent leur sinistre besogne. L'appel ci-dessous, publié par le *Comité patriotique d'Odessa*, en fait foi :

Frères russes ! Un triste sort a frappé notre patrie. Cette Russie si grande est devenue un pays lamentable et tourmenté. L'anarchie et l'arbitraire y règnent ; le nom du tsar est traîné dans la boue. Le commerce périclite, le prix des marchandises augmente, la population russe souffre la misère.

Mais les juifs, eux, qui sont cause de tout cela, ne sont pas dans la misère, car leurs richissimes frères à l'étranger leur envoient des secours suffisants.

Pourquoi avons-nous essuyé une telle défaite pendant la dernière guerre ? Parce que nous avions deux guerres : une guerre extérieure et une guerre intestine.

Mais à qui incombe la principale responsa-

bilité de ces troubles, sinon aux juifs et aux autres races étrangères qui complotent et veulent profiter de ce désordre général pour établir une République.

Les autres puissances nous entourent, tels des oiseaux de proie prêts à se jeter sur nous : sous prétexte de défendre leurs nationaux, ils pensent déjà au partage de la Russie.

Frères russes ! Ne laissez pas sombrer votre Patrie ! Levez-vous et soyez des hommes ! Défendez ferme la Foi, le Tsar et la Patrie !

Vive la Russie ! A bas les juifs !

Dans leur Congrès officiel tenu récemment en Russie, les *Vrais Russes* ont adopté une résolution où nous trouvons cette clause :

« Quant aux juifs, ils doivent être reconnus *étrangers* en Russie. Tout emploi d'Etat ou public leur doit être interdit. Ils doivent être privés de tous les droits politiques, même de celui de faire le service militaire, lequel pour eux doit être remplacé par un impôt. Toutes les institutions gouvernementales leur doivent être fermées. Ils doivent être chassés de tous les organes de la presse et des agences télégra-

phiques, des universités libres ; le droit d'acheter ou d'affermer les terrains hors des villes leur doit être retiré ! *Le territoire de résidence juive* doit être conservé. La question de l'égalité des droits pour les juifs doit être retirée à la compétence de la Douma. »

Une seule direction, un seul esprit anime toute cette agitation contre-révolutionnaire, bien que les manifestations en paraissent différentes sur les lieux. Ce n'est qu'en connaissant un certain nombre de faits qu'on arrive à comprendre cette unité et à en saisir la source *très haut placée*. C'est d'ailleurs la seule explication logique et plausible du fait qu'après chaque pogrome, après chaque scandale mondial que les pogromes provoquent, l'action dont nous parlons se poursuit comme si rien n'était, comme si les ministres ne promettaient pas de faire cesser le scandale, ne juraient pas de faire des enquêtes, etc.

Ainsi, pendant que le dernier Ministre promettait à la Douma de tenir la

main à ce que l'agitation pogromienne cessât, dans les gouvernements de Kieff, de la Podolie, etc., des émissaires patriotes se disant envoyés par des prêtres de Kieff répandaient la proclamation suivante (v. la *Strana*, du 27 juin), surmontée d'une croix noire :

Gens russes orthodoxes,

Beaucoup de biens vous sont promis par la Gosoudarstvennaïa Douma, et vous en attendez beaucoup, — mais savez-vous ce qu'elle vous prépare ?! La Douma vous promet la terre et pour cela elle veut partager entre vous toutes les terres du fisc, du Tzar, des monastères, des églises et des propriétaires particuliers, et on a calculé que si l'on prend toutes ces terres aux propriétaires actuels et qu'on les ajoute aux terres des paysans et que l'on divise tout en parts égales entre tous les laboureurs, on n'aura plus que 4 déciatines (1) par âme ; par conséquent si quelqu'un d'entre vous possède à l'heure qu'il est plus de 4 déciatines, on lui prendra à lui aussi le surplus et on le donnera à celui qui en a moins. — D'autres membres de la Douma ont imaginé encore mieux : il faut remettre, à leur avis, toutes les terres qui existent, — dont aussi celles des paysans, — au fisc et, déjà au nom du fisc, les distribuer aux paysans, non pas en propriété, mais en fermage.

C'est ainsi que la Douma se préoccupe de vous,

---

(1) 1 déciatime = 1,09 hectare.

mais ce n'est pas tout. La Douma a imaginé de vous rendre heureux en vous rendant égaux en droits aux autres classes. Cela veut dire que vous n'aurez plus vos maires et doyens élus, ni vos tribunaux, ni vos Assemblées communales — rien de tout ce que vous possédez et que les autres classes n'ont pas ; mais en revanche, vous serez des citoyens libres, et il n'y aura désormais ni nobles, ni bourgeois, ni paysans, et tous seront égaux devant le Tzar et la loi, comme devant Dieu.

Tout cela ne serait rien, mais le malheur veut ceci : lorsque, au sein des citoyens russes, il n'y aura plus de distinction, alors la Douma réclamera qu'il n'y ait plus de distinction de nationalité ni de religion non plus.

Elle demandera que le noble, le marchand, le paysan, l'orthodoxe, le catholique, le mahométan ou le juif — tous soient égaux, que tous soient citoyens russes et jouissent des mêmes droits. C'est alors que tous les juivaillons privés de terre (et il y en a en Russie plus de cinq millions) prendront la parole et diront : nous n'avons plus ni moujik, ni seigneur, ni russe, ni juif, il n'y a que des citoyens russes qui sont égaux devant le tzar et devant la loi ; par conséquent, du moment qu'on a décidé de partager la terre, donnez-en à nous aussi, à nous petits juifs sans terre, à raison de quatre déciatines pour chacun, et puisque nous sommes cinq millions, il nous faut attribuer à nous vingt millions de déciatines.

Voilà ce que veut notre Douma, voilà ce que veulent ses membres actuels, que les juifs ou les traîtres achetés par eux, les démocrates russes ont

fait élire. Ne croyez pas à cette Douma, elle ne vous mènera pas au bien. Il n'est pas difficile de dépouiller le riche et le cossu, mais le dicton populaire a depuis longtemps reconnu que « bien d'autrui n'est pas profit. » Et ce sera ainsi : vous voudrez prendre les terres des propriétaires, mais — erreur ! elles tomberont entre les mains des juifs, à raison de 4 déciatines par âme mécréante, la voilà l'égalité, la voilà la question agraire !

Eh bien ! prenez garde, orthodoxes, de la Douma judaïsante : elle vous prépare un lit doux, mais vous aurez du mal à vous y coucher. Elle promet beaucoup, mais ce n'est pas vous qui en profiterez chrétiens orthodoxes, mais les va-nu-pieds juifs qui s'établiront sur la terre prise au fisc et aux propriétaires. C'est à celà que tendent tous les troubles actuels.

Avec cette dernière proclamation que la réaction contre-révolutionnaire organisée répand dans le pays, les lecteurs, je crois, auront toute la gamme des voix sinistres du Passé mourant qui, dans un dernier effort, veut noyer la Révolution triomphante dans le sang, dans le sang des juifs surtout.

Je ne veux plus m'arrêter sur d'autres écrits répandus sur toute la surface du pays, et auxquels les journaux sanguinaires, tels que le *Novoié Vremia*, de

Saint-Pétersbourg, les *Moskouskya Vedomosti*, de Moscou, la *Rousskaïa Retch*, d'Odessa, donnent leur appui. Nous sommes déjà assez édifiés et instruits.

Je ne citerai plus qu'un seul document officiel, preuve suprême et dernière que le gouvernement, même après les massacres épouvantables de Bielostok, marche toujours la main dans la main avec les *gens russes* qui répandent ces écrits et organisent les massacres. Voici ce document, publié par la *Retch* du 15/28 juin 1906 :

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

—

Gouverneur de Minsk

—

DIRECTION DE GOUVERNEMENT

Section I — Bureau 1

—

Le 6/19 Juin 1906

N° 3819

—

Ville de Minsk

—

CIRCULAIRE

A tous les ispravniks des districts, chefs communaux, directions communales, et commissions et bureaux de bourgeois.

—

Vu le rapport de la section de Pinsk de l'*Union des Vrais Russes*, à la date du 25 mai/7 juin 1906, n° 176, je prescris aux ispravniks (chefs de police rurale) des districts, chefs communaux, directions communales et com-

missions et bureaux de bourgeois de ne pas empêcher les membres et les présidents des sous-sections communales et rurales de l'Union de répandre dans la population les idées de cette Union qui sont basées sur les fondements inébranlables pour servir, par des moyens légitimes, la Foi orthodoxe, le Tzar et la Patrie russe, et qui sont exposées dans les brochures et feuilles publiées par le Conseil central et reproduites par la rubrique des citations des journaux patriotiques.

F. f. Gouverneur, P. KOURLOFF.

Pour le Vice-Gouverneur :
Le premier Conseiller : JOUZEFOVITCH.

Pour le Rédacteur :
N...

C'est ainsi que nous retrouvons le gouverneur Kourloff, déféré au tribunal suprême du pays pour les massacres d'octobre-novembre à Minsk (après ceux des enfants à Koursk), couvert scandaleusement par le ministre Dournovo, et aussi scandaleusement acquitté pour continuer, sous un autre ministre, mais sous le même Trepoff, la même politique des pogromes.

Je crois que nous n'avons plus rien à ajouter à notre exposé, si ce n'est que de donner un rapide historique des journées de Bielostok, dernière goutte qui fit déborder la coupe... de sang et des crimes.

CHAPITRE XIV

BIELOSTOK

Le journal de Vilna, *Der Weg,* a publié une correspondance de Bielostok, envoyée la veille du jour du pogrome, le 31 mai/13 juin :

L'assassinat du préfet (Derkatcheff) de police produisit une impression énorme sur la population locale.

Tout le monde regrette profondément la mort d'un aussi bon administrateur. La cause de l'assassinat reste absolument inconnue. En ville, on dit que c'est l'œuvre des Khouliganes qui se sont vengés sur lui, parce qu'il ne permit pas de pogrome dimanche dernier.

C'est surtout la population juive (1) qui est effrayée et émue.

Les représentants de la communauté juive ont décidé de rendre le dernier devoir au défunt et d'envoyer une couronne. Mais le chef adjoint Cheremetveff n'accepta pas la couronne

---

(1) On parle fortement de la proclamation de l'état de siège, de l'envoi ici des détachements régressifs. La vie chez nous est devenue insupportable.

Hier le corps du préfet de police fut expédié à Vilna.

et dit à la délégation juive : « Des sangsues et assassins nous n'acceptons pas de couronne. Vous voulez avec la couronne couvrir le sang versé. Si vous portez la couronne devant le cercueil, alors vous verrez dans quelques jours ce qui arrivera !... »

Ces paroles ont produit une impression terrible sur les juifs. Une députation, composée des médecins Reigorodsky, Iserson et du banquier Goldberg partit pour Grodno et revint aujourd'hui avec la réponse du gouverneur. Ce dernier dit que Cheremetiff est un serviteur sérieux qui dit toujours ce qu'il pense. Connaître les sentiments intimes de ses subordonnés, lui gouverneur, n'est pas obligé, mais il prendra des mesures contre les pogromes ».

On appréhende en ville la journée de demain, vu que demain doivent avoir lieu deux processions, russe et catholique. Ceux qui peuvent, s'enfuient de la ville, et ceux qui restent se demandent qu'adviendra-t-il ?

D'un autre côté, voici un extrait d'une lettre de Bielostok envoyée par un correspondant du *Nasha Zhizn* (6/19 juin) :

Au début de la semaine dernière, on fit courir le bruit que des émissaires excitaient les paysans à entrer, jeudi, dans la ville. Beaucoup de soldats allèrent trouver leurs amis juifs, mercredi,

et leur conseillèrent de s'enfuir. Un simple soldat du régiment Kazanski dit adieu à un ami juif et le supplia, les larmes dans les yeux, de ne pas rester jusqu'à jeudi, disant : Notre colonel nous a fait un long discours. Il nous a dit : « Vous défendez le tzar et le pays. Les juifs « veulent vous tuer. Ils ont décidé entre eux « de vous exterminer l'un après l'autre. Je vous « annonce donc que les autorités vous donnent « le droit de faire tout ce que vous voudrez « jusqu'au 21 de ce mois ».

Je ne connais pas ce colonel, mais voici ce que la *Retch* du 1er juillet — 18 juin — raconte sur la moralité du principal héros du pogrome de Bielostok, le chef policier Cheremetieff. Il recevait des juifs de Bielostok, régulièrement un pot-de-vin de 25 roubles par mois. Mais un jour il demanda une avance de *mille roubles*. On les lui refusa. Il menaça. On porta alors plainte au Préfet de police M..., qui en informa le Gouverneur. On fit une enquête officielle et l'on constata *le délit*.

Cheremetieff, pour toute punition, fut envoyé à Grodno (chef-lieu), mais *revint bientôt à Bielostok!*

Je veux épargner aux lecteurs les détails horribles des massacres, des viols, des raffinements de cruauté, commis par les gendarmes, les policiers, les soldats et même les officiers sur les malheureux juifs de Bielostok, les 14, 15 et 16 juin dernier, après la panique provoquée par les massacreurs, sur un signal convenu, dans la procession religieuse. Nous verrons tout à l'heure comment les journées de Bielostok avaient été préparées. Les crânes fracassés et remplis de clous, les ventres ouverts, les hommes et femmes brûlés vifs, les enfants écrasés, — tout cela et les autres horreurs dépassant par leur sauvagerie toute imagination humaine — rappellent les crimes épouvantables de Kichineff, Odessa. Mais le télégramme officiel falsifiant le signal des provocateurs et le transformant en bombe anarchiste — comment le taxer, surtout depuis que les autorités locales l'ont elles-mêmes reconnu faux?

Oui, jépargnerai aux lecteurs la description des supplices et des horreurs

de Bielostok. Mais je poursuis l'historique des préparatifs établis par les enquêteurs officiels (de la Douma) et privés dont M. Klimkoff, de la *Retch* (14/27 juin).

Le Préfet de Police par *intérim* Radetzki s'était aperçu, quelques jours avant le pogrome, que quelques-uns de ses commissaires et de ses officiers de paix méconnaissent ses ordres en vue de mesures préventives contre le pogrome que tout le monde annonçait. Le Préfet de Police demanda alors conseil et appui aux autorités militaires bien que l'état de siège n'ait pas encore été proclamé à Bielostok. Un des chefs adjoints de la garnison prit en mal l'inquiétude du Préfet de Police et le jour du pogrome M. Radetzki, convaincu que le *gouverneur lui-même est complètement solidaire avec les autorités militaires, envoya sa démission « pour cause de maladie »*.

Lors d'une séance extraordinaire le jour du pogrome, les autorités militaires et de la police en présence du gouver-

neur ont décidé d'employer les mesures décisives employées si largement pendant les expéditions répressives à Moscou et dans les provinces baltiques.

D'ailleurs, le gouverneur s'en lava les mains et partit brusquement pour Grodno, et le préfet de police « encombrant » fut remplacé par un homme de confiance, un nommé Matzevitch. Il est établi que les gendarmes, déguisés ou non, qui prirent part aux massacres, furent dirigés par un général de gendarmerie arrivé exprès à Bielostok.

Vu l'absence de haine de race entre les chrétiens et les juifs de Bielostok (comme cela a eu lieu par exemple à Kichineff où presque tous les Maldaves excités par le fameux Krouchevan, moldave lui-même — sont antsémites) vu aussi l'absence de cadres sûrs de Khoulighans le gouvernement ou ses agents furent obligés de mettre en ligne de combat la troupe, et même s'il y avait à Bielostok assez de Khouligans, il eut été dangereux de faire avec eux seuls les pogromes ; on avait, en effet, des ren-

seignements sur une nombreuse self-défense juive bien organisée, ce qui d'ailleurs eût une certaine influence lors du pogrome. Les quartiers populeux habités par les ouvriers juifs, Sourajskaïa, Arguentina, Pesskine ne souffrirent presque pas du pogrome, vu que non seulement les Khouligans, mais aussi les troupes régulières ne se risquèrent pas d'y pénétrer sans l'artillerie — laquelle heureusement arriva à Bielostok déjà après le pogrome — par crainte de la self-défense.

C'est à cause de la participation de la police, de gendarmes et de la troupe que ce pogrome reçut le nom de *militaire.*

A une réunion d'officiers, à la fin du mois de mai, il fut décidé de recourir à des mesures de terreur impitoyables « aux premiers troubles » de la part de « révolutionnaires », c'est-à-dire des juifs.

Par l'intermédiaire des sous-officiers et des adjudants on dressait les soldats pour ces troubles. On les excitait contre

les juifs, qu'on accusait entre autre d'avoir tué un soldat du régiment Kazanski, de vouloir empoisonner et égorger tous les soldats, etc., etc.

Mais c'est surtout par les lectures qu'on catéchisait les soldats. Dans les régiments Ouglitzki, Kazanski et Vladimirski on ne lisait que les journaux antisémites, *Novoie Vremia*, *Znamia*, *Den*, etc. Mais voici que les autorités s'aperçurent que les appels par trop impudents du *Den*, par exemple, perdaient leur action sur la masse des soldats. Alors apparurent les proclamations ayant un caractère officiel et, par conséquent, d'autant plus dangereux, je n'en citerai qu'une seule portant toujours la mention : « autorisées par la censure (Odessa, 14/27 janvier 1906, typographie de l'Etat-major de la circonscription d'Odessa). Voici ce que les soldats y lisaient :

Et savez-vous, frères, ce que c'est le sionisme ? C'est un truc imaginé par les juifs. Les juifs avaient leur royaume sioniste appelé ainsi d'après la montagne Sion. Ils l'ont perdu et

c'est une terre turque à présent. Depuis, les juifs errent et cherchent, où ils pourraient s'emparer d'un pays étranger et de se l'approprier, le déclarer « sioniste ». C'est pourquoi ils crient : « Vive le sionisme ! » Ils ont même arboré déjà leur drapeau chez nous en Russie, le *drapeau rouge*, et groupé derrière lui toute sorte de gens obscurs : les uns en les achetant, les autres en les trompant ou en leur faisant des promesses, et ils marchent contre notre Batiouchka-Tzar, pour briser en lui la force russe et pour déclarer ensuite en Russie, leur tzar juif ou sioniste. Et ensuite, frères, ils supprimeront aussi notre religion chrétienne, comme ils ont tué le Christ...

... Non, frères, ne livrez pas la Russie à l'ennemi féroce! Crachez sur toutes les promesses du royaume juif, le diable offrait au Christ affamé dans le désert tous les biens de l'Univers, mais le Christ lui répondit : « Va-t'en, Satan! » Suivez, frères, ses traces. De votre poitrine puissante criez à l'unanimité : « A bas le sionisme! A bas les drapeaux rouges! A bas la liberté rouge des juifs! A bas l'égalité et la fraternité rouges juives!...

... A bas! A bas toute la nouveauté ennemie juive! Soldat russe! A l'ennemi! En avant! en avant! en avant! Marche! Marche! Marche!

C'est ainsi qu'on prépara les sauvageries des journées de Bielostok, perpétrées par les soldats et les gendarmes pendant que les chefs les en-

courageaient par des sourires et des cris... Et alors le gouvernemeut envoya à Bielostok, afin d'enquêter, un de ses grands dignitaires, l'écuyer de la cour, M. Frisch. Mais sait-on comment M. Frisch comprend et fait son enquête ? Il évite de parler de la participation des troupes au pogrome. Il suffit qu'un témoin aborde cette question pour que M. Frisch et son aide l'arrêtent et le corrigent. Et c'est ainsi que le tzar saura par M. Frisch la vérité sur les massacres à Bielostok.

Il lira le *Novoié Vremia* qui triomphe des représailles contre les juifs; il lira le *Messager du Gouvernement* qui, à la date du 4 juillet, publie ce *communiqué officiel* qui, malgré les mensonges cyniques qu'il contient, révèle le but contre-révolutionnaire que les instigateurs des massacres poursuivent en exterminant la population juive.

Des troubles, dit le document, se sont produits à Bielostok le 14 juin. Il en est résulté que 82 personnes, dont 7 chrétiens et 75 israélites ont été tuées, et 78, dont 18 chrétiens et 60 israélites ont été blessées. Il en est résulté aussi le pillage de 169 maisons ou boutiques israélites, représentant une somme d'environ 200.000 roubles.

En vue de découvrir la cause exacte des désordres, le ministre de l'intérieur a envoyé M. Frisch, membre du Conseil des ministres, à Bielostok. Le rapport fourni par ce fonctionnaire et les autres informations reçues par le gouvernement, donnent les détails suivants :

Bielostok, qui a environ 100.000 habitants, dont 70 o/o sont israélites, était depuis quelques années, le centre principal du mouvement révolutionnaire des provinces occidentales. L'activité criminelle dans les cercles révolutionnaires à Bielostok s'accroissait rapidement, surtout en 1905, et elle conduisait à une série d'assassinats et d'attentats perpétrés contre des fonctionnaires et contre la police locale.

Lorsque la loi martiale fut promulguée, en septembre 1905, l'agitation terroriste se calma, mais on la vit reprendre une nouvelle vigueur lorsque la loi martiale fut abrogée, le 1er mars passé.

Du 1er mars au 1er juin, des enquêtes judiciaires furent établies pour 45 crimes des terroristes contre des fonctionnaires ou de simples particuliers. Dans la plupart des cas, les coupables restaient inconnus, car les témoins oculaires craignaient des représailles. Une succession de pareilles attaques jeta Bielostok dans un état de panique, et le meurtre de M. Derkatcheff (1), qui jouissait de l'estime universelle

(1) Il est prouvé que M. Derkatcheff a été tué par un ex-policier pour sa défense des juifs !

des israélites et des chrétiens, souleva l'exaspération publique contre les perturbateurs.

En même temps, on remarquait la désorganisation de la police, car les meilleurs membres de la police avaient été assassinés, mutilés ou blessés, ou encore avaient quitté la ville par crainte pour leur existence, et on était obligé de les remplacer par des gens sans éducation spéciale.

L'état de surexcitation des habitants et la désorganisation de la police établissaient des conditions dans lesquelles des troubles graves pouvaient se produire, même pour la cause la plus légère.

C'est ainsi que, le 14 juin, à la suite d'un attentat audacieux, l'indignation a fait explosion dans une partie de la population chrétienne. Au cours d'une procession, des matières explosibles ont été lancées de deux ou trois endroits. Des coups de revolver ont été tirés ; la troupe est arrivée, et a fait feu contre les maisons d'où provenaient les coups de feu.

Presque simultanément, un pogrome israélite a éclaté avec une furie extraordinaire. Aucune distinction n'était faite entre innocents et coupables. La marche suivie par ce pogrome ne peut être déterminée que par une enquête officielle, qui se fait actuellement avec la plus grande hâte.

Pour le moment, il est seulement possible d'établir que le pogrome a été conduit par une

partie des populations rurale et urbaine, et que, dans la plupart des cas, le pillage a été arrêté par les troupes, qui ont été immédiatement amenées sur les lieux.

Bielostok, à sept heures du soir, était délivré des pillards et des patrouilles parcouraient les rues.

Le lendemain, le pogrome a éclaté de nouveau. A midi, les organisations révolutionnaires ont commencé une série d'attaques contre les troupes. Ces attaques n'ont cessé que dans la nuit du 17. (V. Appendice.)

Tous les points, jusqu'à présent établis par l'enquête, ont servi de base aux mesures ayant pour objet le rétablissement de l'activité normale.

En ce qui concerne les personnes impliquées dans le pogrome, leurs complices et leurs instigateurs, les tribunaux exerceront tous les pouvoirs dont ils sont investis pour en effectuer l'arrestation, le jugement et la condamnation. Le gouvernement, de son côté, fera tout son possible pour qu'aucun particulier, impliqué dans les horreurs de Bielostok, n'échappe à un juste châtiment.

Le gouvernement répudie avec indignation les rapports mis en circulation, d'après lesquels le pogrome de Bielostok a eu lieu à la connaissance et avec la connivence des autorités ou des troupes locales. Le gouvernement croit de son devoir d'exprimer sa conviction que la

cause de cet événement déplorable doit être recherchée surtout dans l'activité des organisations locales.

Le gouvernement se trompe encore s'il espère que le monde civilisé préférera sa version à celle de la Commission de la Douma qui corrobore et amplifie encore la nôtre. D'ailleurs, le grand journal anglais le *Times*, le *Matin* et le *Temps* français, etc., apprécient ce factum gouvernemental comme il le mérite.

Les victimes elles-mêmes, malgré la terreur, dans laquelle elles continuent à vivre, envoient aux autorités le télégramme suivant pour protester contre le rapport mensonger du général Bader, un des chefs militaires, coupable de complicité dans les massacres, qui adopte dans son rapport la version première des massacreurs (bombe anarchiste, etc.)

Nous remarquons dans le rapport fait au ministre de la Guerre le 10 juin, par le général Bader, sur le pogrome et ses causes, que plusieurs des déclarations du général ne sont pas conformes à la vérité. On peut s'en rendre

compte en consultant les archives officielles et en se rappelant la contradiction donnée le 3 courant par le gouverneur de Grodno. En conséquence, nous demandons que la Douma soit convoquée en séance spéciale pour s'occuper de la question afin qu'on puisse rédiger un rapport officiel véridique. (V. Appendice.)

La Douma s'occupa de la chose et sa séance du 4 juillet dernier fut consacrée aux affaires de Bielostok. Avant de donner le compte rendu, aussi court que possible de cette séance mémorable, je vais d'abord reproduire l'interview du député enquêteur, M. Chtchepkine, qui l'a accordée au correspondant pétersbourgeois du *Temps* :

La version des enquêteurs de la Douma

Un de nos correspondants à Saint-Pétersbourg a pu rencontrer le professeur Chtchepkine, député constitutionnel démocrate d'Odessa. Ce député avait été envoyé par la Douma à Bielostok avec deux de ses collègues pour faire une enquête sur les événements du mois dernier. Notre correspondant résume de la façon suivante les déclarations de M. Chtchepkine.

Le député d'Odessa précise d abord l'état des esprits à Bielostok :

« Depuis octobre, une agitation soutenue

était dirigée contre la population israélite. Elle devait servir de contrepoids à la propagande socialiste menée par les organisations ouvrières. On faisait courir le bruit de différentes atrocités soi-disant commises par des israélites, on parlait ouvertement de bombes que les juifs auraient l'intention de lancer dans les processions religieuses, soit à Noël, soit à Pâques. Et si l'on ne réussit pas à organiser un *pogrom* le 21 mai / 3 juin, jour de la Pentecôte, ce n'est que grâce à l'énergie de l'ancien maître de police de la ville, M. Derkatchef, qui s'y opposa formellement et licencia plusieurs agents de police. Il fut tué exactement huit jours plus tard. Son meurtre fut attribué aux israélites dont il avait été cependant actif défenseur, et immédiatement de sûrs indices prévinrent la population de Bielostok qu'un *pogrom* était imminent.

« Le gouverneur de Grodno, mis au courant de la situation, répondit évasivement. Il déclara ne rien pouvoir faire à l'égard du *pristav* (officier de police) Cherémétof, un des instigateurs du massacre, et affirma seulement qu'aucun *pogrom* n'aurait lieu le 1er/14 juin. Il déclara pourtant que les troupes feraient usage de leurs armes dès que partirait le premier coup de feu. Il est avéré qu'en général ce gouverneur considérait les feux de salve comme le seul moyen de lutter efficacement contre la propagande révolutionnaire.

« Passant ensuite à la description de la journée même du massacre, le professeur me prie de rectifier le mot « bombe » qui a été employé dans les dépêches. Il ne peut point être question d'une bombe au sens propre du mot; c'était plutôt un engin rempli d'un explosif quelconque. Le bruit de l'explosion était tellement faible qu'une grande partie de la procession ne l'a même pas entendu. C'est ce qui explique également pourquoi ceux qui marchaient en tête de la colonne ne s'étaient pas arrêtés et continuaient tranquillement leur chemin lorsque la police est intervenue pour arrêter la procession.

« Je ne m'attarderai point aux terribles détails que m'a contés l'éminent rapporteur. Ils ne sont que trop connus. Le malheureux instituteur Aïnstein, massacré avec sa femme et les deux aînés de ses enfants, et dont le cadavre fut relevé avec d'énormes clous enfoncés dans le crâne, restera le témoin éloquent de l'inutile, de l'horrible cruauté avec laquelle fut perpétré le massacre.

« Reste le rôle de l'armée. La troupe assistait calme et impassible à tous les crimes des massacreurs. Les officiers expliquaient de la plus aimable façon, à quiconque s'étonnait de leur attitude, que la troupe ne devait que soutenir la police, et qu'elle n'était point en droit d'intervenir sans y être formellement engagée par les autorités civiles. Et celles-ci — dans la personne

de policiers subalternes — n'avaient recours à la force armée que contre les malheureux qui avaient l'audacieuse prétention de vouloir se défendre au lieu de se laisser égorger sans même se débattre.

« Il paraîtrait enfin, — M. Chtchepkine tient le fait pour certain, mais vu son énormité inouïe il va être de nouveau minutieusement contrôlé, — il paraîtrait qu'un général et un colonel, subordonnés tous deux du gouverneur, auraient tout simplement déclaré à leur chef et au maître de la police de se tenir cois et de laisser faire, ainsi le chef de tout un district administratif et le maître de la ville n'auraient opposé aucune résistance à une camarilla militaire, avide d'exploits, assoiffée de sang, ouvertement révoltée contre les autorités légales à qui elle donne le sage conseil d'avoir à se tenir tranquilles et de « se mêler de ce qui les regarde » ! Ce serait le comble de l'anarchie gouvernementale.

Pour conclure, le professeur me déclare que les membres de la Douma considèrent les massacres de la population israélite par le police et les troupes comme des assassinats de droit commun et qu'ils vont réclamer la mise en accusation de toute une série de personnes. »

A présent arrivons aux débats qui feront justice des derniers mensonges officiels.

Nous donnons le compte rendu de la séance, d'après les journaux le *Times* de Londres, le *Matin* et l'*Echo de Paris*. Voici les télégrammes successifs que ces journaux bien informés publient à la date des 6 et 7 juillet 1906 :

Saint-Pétersbourg, 5 juillet.

La séance de cet après-midi, à la Douma, est entièrement consacrée au massacre de Bielostok. M. Arakantzeff, rapporteur du Comité d'enquête, parle pendant près deux heures. Les galeries sont combles. M. Stolypine, le seul occupant des bancs ministériels, prend de nombreuses notes.

Le rapport de M. Arakantzeff est débité en un langage sobre et une voix faible, ce qui augmente l'horreur du récit.

« Le Comité a, dit l'orateur, les noms et adresses de tous les témoins ; mais plusieurs de ces noms ne peuvent, pour des raisons manifestes, être publiés, du moment que l'administration présente reste à Bielostok et que la ville est en état de siège ; et jusqu'à ce que ces conditions soient changées, il est impossible au gouvernement de trouver la vérité par une enquête officielle. »

M. Arakantzeff lit un télégramme de docteurs de Bielostok, certifiant qu'une balle avait été

extraite du corps d'une femme qui était supposée avoir été atteinte par une bombe. Ceci détruit l'accusation du rapport officiel disant qu'une bombe avait été lancée sur la procession. Une seule bombe fut lancée dans la rue Sourazhskaya, par des bandits qui voulaient continuer le massacre. Elle ne blessa personne. Cette rue avait la réputation d'être une place forte des terroristes, et cependant, ni les soldats ni la police n'osèrent y pénétrer. Si les révolutionnaires évoquent des représailles, comment se fait-il que la rue Sourazhskaya ne fut pas surveillée, pendant que les autres rues étaient pillées et les habitants massacrés.

Le rapport officiel dit que les juifs tiraient constamment sur les troupes, de leurs fenêtres. Or, quelles furent, demanda M. Arantzeff, les pertes parmi les troupes ? Trois blessés ! et il avait le témoignage d'un officier que ces trois hommes avaient été blessés accidentellement par leurs camarades.

Le rapport officiel dit que les révolutionnaires juifs bombardèrent le commissariat central de police d'une maison qui fut incendiée et où l'on trouva huit ou neuf révolutionnaires tués. Cette maison ne pouvait être que la demeure voisine des menuiseries. Or, il est impossible de tirer de là sur le bureau de la police. L'orateur avait montré dans le rapport les véritables raisons de ce massacre. Pourquoi, demanda-t-il, les massacres ne furent-ils pas arrêtés, le second jour,

lorsque M. Stolypine dit avoir envoyé des ordres à cet effet ?

L'historique des massacres de Bielostok n'est que la contre-partie de la politique infâme qui consiste à soulever les haines de race, par lesquelles le vieux régime essaie de prolonger son existence. La Finlande, la Pologne, le Caucase en sont d'autres exemples. Les auteurs n'ont pas eu peur de dégrader les membres de l'armée en les abaissant au rang de bouchers, et de souiller le nom vénéré de l'empereur. Que le monde entier sache que les massacres ne sont pas l'œuvre du peuple russe, mais du soi-disant gouvernement russe. Il a trompé et démoralisé l'armée et le pays. Mais si l'armée se réveillait, elle verrait l'imposture, et alors, malheur aux ennemis de la nation russe ! (Applaudissements.)

Les habitants de Bielostok ont placé leur seul espoir de liberté et de justice sur la Douma. M. Arakantzeff demande à la Douma d'honorer la mémoire des victimes en se levant.

Toute la Chambre se lève dans le plus profond silence, et personne n'essaie d'applaudir.

La séance continuera demain, lorsque le professeur Shtchepkin, président du Comité d'enquête, parlera. Le débat durera probablement plusieurs jours, car 40 orateurs sont inscrits. (*Times.*)

Voici à présent les télégrammes de l'*Écho de Paris*.

Nous avons publié le rapport officiel sur les massacres de Bielostok. D'après M. Frisch, qui fit l'enquête pour le compte du gouvernement, une enquête longue et approfondie pourra faire connaître les causes exactes de ces sanglants incidents et les personnes dont la responsabilité est engagée. Cependant le gouvernement répudie avec indignation les rapports mis en circulation, d'après lesquels le pogrome a eu lieu à la connaissance et avec la connivence des autorités ou des troupes. Et il proclama que l'origine de cet événement déplorable doit être recherchée dans l'activité des organisations locales.

A son tour, la Douma qui, on le sait, avait délégué à Bielostok des députés chargés d'y faire une enquête, fait publier le rapport de ses représentants. Il est facile d'y voir que, pour la Douma, les auteurs responsables des assassinats sont les policiers. « Les massacres étaient organisés par un pouvoir secret, connu ou non des autorités ».

Voici le document de la Douma :

Le Document.

« Saint-Pétersbourg, 5 juillet.

« Depuis plusieurs jours déjà, avant le 14 juin, circulaient à Bielostok des bruits d'après

lesquels un pogrome se préparait. Il semblait y avoir une corrélation entre ces bruits et l'assassinat du chef de la police Derkatcheff, crime qui reste entouré de mystère. Derkatcheff était en mauvais termes avec l'inspecteur Scheremeteff, qui était détesté pour sa violence par la population juive, et dont Derkatcheff avait demandé le déplacement.

« Des assassinats antérieurs de policiers avaient excité la police contre les juifs qu'elle soupçonnait d'y avoir participé. D'autre part, l'association des gents de race russe déclarait partout que les juifs étaient les ennemis de l'Etat et étaient seuls responsables des troubles intérieurs; qu'il fallait, en conséquence, engager la lutte contre eux. Les agents de police se faisaient l'écho de ces accusations et de ces menaces.

« Peu de temps avant le pogrome, il se forma deux camps : d'un côté la police et la « bande noire », de l'autre les juifs et tous ceux qui sympathisent avec le mouvement libéral, et que la police considère comme les ennemis de la Russie. L'existence du « Bund » et d'une organisation anarchiste n'était un secret pour personne et la police en rendait les juifs responsables.

« La bande noire s'appliqua à répandre aussi l'agitation parmi les troupes. Dès le 12 juin, les adjudants d'un régiment reçurent l'ordre d'informer les soldats que le 14 juin devaient avoir

lieu une procession orthodoxe et une procession catholique, que les juifs lanceraient une bombe et qu'un pogrome s'ensuivrait. Il n'y avait pas un seul soldat juif dans les troupes envoyées à Bielostok, car on avait eu soin de laisser à la caserne tous les soldats de race israélite. Il est donc absolument évident que le pogrome n'a pas été le fait du hasard, mais qu'il a été organisé. »

Le rapport rappelle l'entretien déjà connu qu'eut avec les représentants des juifs qui voulaient déposer une couronne sur le cercueil de Derkatckeff l'inspecteur de police Scheremetoff.

« De son côté, le gouverneur Kister, parlant aux délégués juifs, leur faisait remarquer la haine que leur avaient vouée les soldats et la police.

« Il ajoutait que si, pendant l'enterrement, il était tiré un seul coup de feu, il n'hésiterait pas à donner le signal de la fusillade sur la ville. Mais il déclarait répondre des événements pour le 14 juin, sinon pour l'avenir. Le général de Bader était également persuadé que c'étaient les juifs qui jetaient les bombes.

« Dans la matinée du 14 juin, tandis que la procession orthodoxe s'engageait dans la rue de l'Institut, des coups de feu furent tirés d'une maison voisine. Un témoin déclare qu'on entendit un sifflement dans l'air. Alors la panique fit jeter les objets sacrés à terre. Deux personnes furent relevées blessées.

« Les troupes parurent et firent feu sur la maison suspecte. Leur apparition fut si prompte que la foule n'avait pas encore eu le temps de se disperser depuis l'explosion. Une deuxième bombe fut jetée au Bazar sur la procession orthodoxe.

« Cette bombe était vraisemblablement destinée à éloigner les vagabonds qui accouraient en foule et qui se dispersèrent, en effet, au bruit de la détonation. Les soldats et la police ouvrirent ici encore une fusillade sur les maisons voisines. Plus tard, les vagabonds pillèrent une pharmacie; ce fut le commencement du pogrome. Des agents de police, en compagnie de rôdeurs, fracturèrent et pillèrent des boutiques, tandis que les soldats qui les suivaient balayaient la rue de leur fusillade pour éloigner les juifs. La fusillade contre un ennemi invisible, les juifs, dura du jeudi au samedi. Si un chrétien passait dans la rue, on ne tirait pas, mais qu'il parût un juif, aussitôt pleuvaient les balles. Dès le vendredi, la police commença à fouiller les maisons pour exterminer les révolutionnaires. On chassait les juifs dans la rue où on les tuait. Des patrouilles de soldats parcouraient les rues, guidées par des agents de police qui leur indiquaient où il fallait tirer.

« Il suffisait qu'un vagabond criât : « Un juif ! » pour que les balles sifflassent dans la direction d'un homme qui fuyait.

« Pendant ces jours, le pogrome et le pillage

se ralentirent ; la police et les troupes s'occupaient surtout de tuer le plus de gens possible. Il fallait à cette armée un prétexte ; on le trouva bientôt. Le bruit se répandit avec une promptitude inouïe qu'un prêtre orthodoxe avait été assassiné, qu'un curé catholique l'avait été également, que les juifs avaient tiré sur les saintes icônes, qu'une femme avait été tuée. Il se rencontra aussi un journaliste, un fonctionnaire de Grodno, nommé Stoukalitch, qui télégraphia officiellement que les juifs commettaient des atrocités. Beaucoup d'officiers, ajoutant créance à ces bruits, menacèrent de tirer vengeance de ces crimes sur les juifs. Deux officiers, rencontrant une bande de vagabonds dans la rue du Bazar, se concertèrent avec elle et lui montrèrent la rue où elle devait opérer. Une troupe de soldats la suivit aussitôt et couvrit de balles la rue, dans laquelle les vagabonds purent tranquillement opérer.

« Le pogrome avait a peine commencé à Bielostok que les vagabonds se rencontrèrent à la gare pour y saisir les juifs y arrivant pour s'enfuir ou pour entrer en ville.

« Le 14 juin, le gouverneur de Grodno arriva à Bielostok, demeura assez longtemps dans la gare, mais très peu de temps dans la ville, et retourna ensuite à Grodno par train spécial. La présence du gouverneur à la gare ne gêna ni les soldats, ni les policiers, ni les vagabonds. Ils se sentaient rassurés, au contraire, et continuèrent

leur œuvre sous les yeux du commandant, des officiers, des gendarmes et des soldats qui assistèrent froidement à ce spectacle et encouragèrent les vagabonds. Ce fut une effroyable chasse à l'homme.

« Le jeudi, un officier de gendarmerie déclara aux vagabonds qu'il avait réunis autour de lui, qu'ils ne devaient pas se borner à assommer de pauvres juifs à la gare, et qu'ils feraient mieux d'aller en ville saccager les boutiques et taper sur les juifs.

« Un chef d'escadron, qui se trouvait là, ajouta qu'il fallait mettre les juifs à mort. Le 15 juin, le massacre prit de plus vastes proportions. »

Le rapport cite ensuite un grand nombre de cas où des juifs furent affreusement maltraités et même tués.

Il constate que, lorsqu'on porta ces faits horribles à la connaissance du gouverneur, ce haut fonctionnaire se borna à répondre que c'était la faute des juifs, qui auraient tiré et lancé des bombes.

Le rapport fait ensuite ressortir le caractère de préméditation des massacres qui constituent une véritable expédition correctionnelle comme celles qui ont eu lieu dans les provinces Baltiques et en Sibérie.

Examinant la conduite du gouverneur, le rapport expose que ce fonctionnaire savait que

l'on préparait les massacres et n'a pas empêché qu'on les commît.

« Lorsque les membres de la Douma, Yakoubson et Scheftel, prièrent, le 15 juin, le ministre de l'intérieur de faire cesser les massacres de Bielostok, le ministre répondit qu'il allait ordonner télégraphiquement des mesures dans ce sens, mais malgré cela, un grand nombre de juifs furent encore tués du 15 juin, après-midi, au 16 juin au matin.

« Il ressort de ces faits, ajoute le rapport, que les massacres étaient organisés par un pouvoir secret, connu ou non des autorités.

« De plus, les autorités militaires avaient livré la ville aux sergents de ville et aux soldats ; mais qui avait transmis le 14 et le 15 juin les pouvoirs du gouverneur aux autorités militaires ? C'est un point qui devra, dit en terminant le document adressé à la Douma, être éclairci par le ministère de la guerre. »

Le rapport est accompagné d'un grand nombre de pièces servant de preuves à l'appui des faits qu'il dénonce.

A LA DOUMA

C'est M. Arakanteff qui lit le rapport. Il déclare, en terminant, que le gouvernement est coupable et que, quant à lui, il n'a aucune confiance dans l'issue de l'enquête judiciaire. La nation russe n'a jamais approuvé les pogromes. Le gouvernement a déjà corrompu l'armée,

c'est-à-dire ce que les Russes ont de plus cher. Mais l'armée s'éveille. Quand elle verra toutes les horreurs qu'elle a été forcée de commettre, malheur à ceux qui la corrompent et la transforment en bête féroce.

L'orateur propose aux députés de se lever en l'honneur et à la mémoire des victimes des assassins de Bielostok.

La Douma toute entière se lève. (V. l'Appendice.)

Le gouvernement eût pu sortir avec plus ou moins de dignité de cette affaire de Bielostok en avouant la vérité et en rejetant la responsabilité sur les autorités locales ou sur le *pouvoir occulte*. Au lieu de cela, il se solidarisa avec les assassins, avec ce même pouvoir occulte. Il en sort par conséquent complètement déshonoré et disqualifié aux yeux du monde civilisé tout entier. La Douma ne manquera pas de sanctionner ce déshonneur, car la Commission a décidé d'interpeller le ministère, comme en témoigne le télégramme suivant :

Saint-Pétersbourg, 5 juillet. — Dans la séance de cet après-midi, à la fin de la lecture du rapport sur les massacres de Bielostok, le

Comité proposa à la Douma d'approuver une interpellation au ministre de l'intérieur demandant des poursuites légales contre le gouverneur de Grodno et la police de Bielostok, pour leur inactivité ou leur participation au massacre, et de demander en même temps au ministre de la guerre s'il est au courant du fait que les autorités locales militaires, à Bielostok, ont usurpé les fonctions du gouverneur et du chef de la police et assumé leurs pouvoirs, et s'il savait aussi que les troupes, à Bielostok, du 14 au 16 juin, étaient placées sous les ordres d'officiers subalternes de la police, agissant d'après les ordres de civils, qu'ils tirèrent sur les habitants inoffensifs, et si les coupables seront poursuivis. (*Times*.)

Le gouvernement a d'ailleurs tenu de donner cette dernière preuve de sa culpabilité et de son déshonneur que nous trouvons dans le télégramme suivant :

Saint-Pétersbourg, 5 juillet.

Suivant un télégramme de Bielostok, en date d'hier, le maire, M. Malinovsky, a été relevé de ses fonctions par le gouverneur général, parce qu'il avait l'intention de convoquer la Douma municipale en séance spéciale, afin de réfuter les faits énoncés dans le rapport du général von Bader sur les massacres du 14 juin. (*Matin*).

CHAPITRE XV

CONCLUSION

Solitudinem faciunt; pacem appellant.
TACITE.

Les documents que nous avons donnés et surtout les proclamations et les rapports officiels (v. chap. IX et X) et les faits que nous avons cités pour les corroborer, obligeront tout esprit lucide et honnête à arriver à cette conclusion :

Il existe un pouvoir en Russie qui, au nom du Tzar, tient en main l'armée, la police secrète et l'autre, la gendarmerie, l'administration et emploie toutes ces forces pour *la pacification du pays et par toute sorte de violences sur les citoyens paisibles, surtout les juifs et les éléments conscients de la Russie* — majorité de la nation, ce dont la Douma est la preuve vivante et irréfutable.

Au centre de ce pouvoir se trouve le général Trepoff, figure sinistre, mêlée à toutes les violences contre les juifs depuis les fameuses expulsions de Moscou jusqu'aux massacres de nos jours. Autour et au-dessus de ce Trepoff nous trouvons l'ami de Nicolas II, le général Bogdanovitch (voir chapitre VI), le comte Ignatieff, l'inventeur des pogromes, le toujours malfaisant Pobedonostzeff et *encore qui ?* Cette dernière question se pose, car tout le monde comprend que devant l'aversion unanime, devant les protestations de l'opinion publique du monde civilisé et de toute la Russie, Trepoff et Cie n'auraient pu conserver le pouvoir que le tzar a abdiqué entre leurs mains, s'il n'y avait pas dans l'entourage immédiat du Tsar des forces plus ou moins mystérieuses qui protègent et appuient les bandits. Quelles sont ces forces ?

Dans ce livre de stricte documentation, je ne voudrais pas formuler d'accusation que je ne saurais appuyer de preuves irrécusables. Mais en historien

consciencieux je suis obligé de rapporter les échos de la rumeur publique qui souvent précède, — notre travail le prouve en maint endroit — la production des documents, la révélation des faits, l'éclosion de la vérité. Quelles sont donc ces forces mystérieuses? Est-ce la peur des plus intéressés qui ne voient dans le drame national qu'une question de police et ont remis les destinées de ce grand pays « aux hommes qui, *policiers par leur éducation*, sont des massacreurs par leurs convictions », comme les a stigmatisés le prince Ouroussoff? Est-ce l'élément féminin qui soutient Trepoff? Je ne veux pas m'abaisser aux cancans de la cour, qui ont pénétré dans la société. Mais ici ce n'est plus une question d'alcôve, mais bien celle de la vie de millions d'êtres humains, et je la pose.

Est-ce le grand-duc, doublement proche, très proche parent de Nicolas II, devenu membre de sa propre famille, tombeur fameux de Witte lors de la lutte de ce dernier contre Plehwe,

et que désignent dans leurs dépêches les correspondants — hommes de lettres connus et distingués, S. Persky, dans *l'Aurore*, et Sergueievsky, dans *l'Humanité*, où nous lisons à la date du 29 juin dernier, entre autres choses, ce qui suit :

Je dois ajouter encore une chose excessivement grave. M. Ouroussov, ancien membre du cabinet Witte-Dournovo, dont le discours de vendredi dernier sur l'organisation régulière des massacres par le gouvernement produisit une si grande émotion dans le monde civilisé, M. Ouroussov, dis-je, a oublié ou a eu peur de mettre la Douma au courant de ce fait monstrueux que l'épreuve d'une des proclamations antisémites, publiées par l'imprimerie clandestine du département de la police portait : « Bon à tirer. F. Trépov ». C'est donc le favori tout puissant de la cour — côté des messieurs et côté des dames — qui avait lancé froidement, sciemment, un des appels des plus caractérisés à l'assassinat. *Il serait inutile que la camarilla démente ce fait :* il y a des personnes qui ne demandent pas mieux que d'être citées devant la justice pour jeter cette accusation à la figure du gentilhomme Trépov. Et quant aux causes de cet accès d'asthme qui terrassa sur le moment M. de Witte — cet accès d'asthme tout

diplomatique que M. Ouroussov a mentionné dans son discours, — il faut les chercher *derrière et plus haut*. Elles se rattachent d'une manière assez directe à la démission du comte de Portsmouth. Mais j'en parlerai une autre fois ; les personnes qui y sont intéressées n'auront rien perdu pour attendre...

Est-ce le grand-duc, dont le nom est d'ailleurs ouvertement prononcé dans les couloirs de la Douma ?

Je pose ces questions, sûr qu'elles obtiendront des réponses nettes et claires avant qu'il soit longtemps.

En attendant, et grâce à cette protection, Trépoff et sa bande ont, au-dessous d'eux, toute une armée de fonctionnaires irresponsables, les Dournovo, Timofeïeff, Ratchkovsky, Kourfoff, etc., qui, impunément, au xxe siècle, à la face du monde civilisé, organisent et exécutent les massacres collectifs « tels que l'histoire n'en enregistra jamais de pareils dans la vie d'aucun peuple », comme me dit le noble Mirbeau, dans sa lettre que je vais citer tout à l'heure.

Oui, ils sont forts — ces massacreurs — par l'appui du trône ou de son entourage — ce qui revient au même — mais ils sont surtout forts par l'attitude inqualifiable des puissances dites civilisées. Cette attitude peut et doit être fustigée, et l'historien n'y manquera pas à un double point de vue. Au point de vue moral, au point de vue de solidarité humaine, on ne pourra mieux dire que ne l'a fait le grand écrivain français qui, invité par moi à prendre la parole à un meeting de protestation contre les massacres, m'a honoré de cette réponse :

Mon cher ami,

Vous m'excuserez, vu mon état de santé encore précaire, de ne pouvoir être ce soir parmi vous, vous savez bien que j'y suis de cœur et de pensée, que mon âme est pleine de deuil en même temps qu'elle est soulevée de colère — hélas impuissante — contre les derniers crimes, les dernières atrocités du tsarisme expirant.

Je voudrais, à ce propos, poser une question qui m'angoisse : quand un horrible as-

sassin, chez lui, dans sa maison, tue sa mère, sa femme, égorge ses enfants, est-ce que les voisins font tant de façons pour pénétrer dans la maison, pour enfoncer la porte de la maison et se ruer sur l'assassin, sous le prétexte que la maison appartient à celui-ci et qu'il agit dans son droit inviolable de propriétaire ? Non, n'est-ce pas ?

Alors est-ce que l'Europe, est-ce que le monde vont assister plus longtemps impassibles, au spectacle des épouvantables forfaits qui s'accomplissent, chaque jour, en Russie et sont tels que l'histoire n'en enregistra jamais de pareils, dans la vie d'aucun peuple.

Est-il admissible — je ne sais pas ce que c'est que la diplomatie, mais je sais ce que c'est que l'humanité — est-il admissible que l'Europe et le monde, sous prétexte que la Russie appartient au tsar et à sa bande d'égorgeurs et qu'il existe je ne sais quelles convenances inter-impériales et inter-royales, laissent ce malheureux peuple, livré sans secours, aux mains sanguinaires de ce fou furieux du massacre, de ce dément de la ruine et de la destruction, de cet alcoolique de la peur et de la mort ?

Est-ce qu'il n'y a plus de dégoût, plus de colère, plus de justice? Est-ce qu'il n'y a plus d'humanité? Est-ce qu'il n'y a plus rien, et faudra-t-il que nous n'ayons plus à constater que la faillite de la civilisation?

La Révolution, je sais qu'on ne peut plus en arrêter la marche libératrice, qu'elle conquiert les villes, les villages, l'isba déserte, la terre, les hommes... Mais jusqu'au jour prochain je l'espère où elle sera tout à fait victorieuse, que de crimes encore, que de désolantes ruines, que de sang.

Et tout cela pour un homme, pour un assassin qui ne peut se résigner à ne plus se débarbouiller dans le sang de son peuple, à ne plus crocher des dents dans la viande de son peuple!

Octave MIRBEAU.

Ce cri d'indignation d'un grand cœur fait honneur à la nation à laquelle il appartient et, avec celui dont les fortes paroles sont en tête de ce livre, et avec les *Amis du Peuple Russe*, ils témoigneront pour la France dont les représentants officiels ont eu une attitude lamentable dans cette crise sanglante que subit la Russie.

Reste le côté pratique, le côté des intérêts de la civilisation, commun à tous les États européens, des intérêts matériels immédiats. J'ai dit au début de ce livre que l'attitude scandaleuse de l'Europe civilisée appuyant avec son argent non pas le peuple en mal de liberté et de justice, mais la force brutale des massacreurs, que cette attitude est basée sur de mauvais calculs.

Il s'agit, en effet, de savoir si les nations civilisées laisseront longtemps à son œuvre destructive ce foyer de massacres et de crimes abominables qu'est le tzarisme, et qui finira par empoisonner l'atmosphère de l'Europe, d'y répandre l'odeur de sang, de pervertir la nouvelle moralité des humains, qui ont eu tant de peine à se débarrasser de la mentalité barbare et de l'obscurantisme du moyen âge. Il s'agit de savoir si l'Europe peut admettre le retour au moyen âge, paradis rêvé du tzarisme russe ; si elle veut renoncer aux formes légales dans l'ordre politique et aux méthodes de discussion et

de lutte moderne, inaugurée par le capitalisme à son apogée et le socialisme montant et de les remplacer par la mise à feu et à sang de l'Occident, qui finira par succomber à la contagion, si l'état de violences et de meurtre, qui dure déjà depuis plus de deux ans, ne prend fin en Russie.

Et je vais serrer la question de plus près. Laissant même de côté toutes ces considérations qui effleurent peut-être les souscripteurs des *nouveaux* emprunts russes mais ne les touchent pas, je leur demande s'ils peuvent vraiment être aussi sûrs de la solvabilité de ce gouvernement russe dont un Trépoff est le plus puissant ressort? Je leur soumets ces fortes paroles d'Anatole France; je ne saurai mieux clore cet essai historique d'un grand drame contemporain qu'en citant l'extrait suivant du discours que le grand penseur a prononcé à la réunion organisée par la *Société des Amis du Peuple Russe*, le 30 juin dernier :

Le gouvernement du tsar va nous faire un jour ou l'autre un nouvel appel de fonds. Il va emprunter, sous quelque forme ingénieuse et détournée (car il est fécond en ressources pour trouver de l'argent) et probablement il n'attendra même pas pour cela le versement total du dernier emprunt. Il ne manquera pas chez nous de financiers patriotes pour répondre à cet appel en faveur de l'alliance, et moyennant de fortes commissions. Le gouvernement de la République autorisera-t-il cet emprunt, quand le précédent est encore si mal classé, que le tiers, la moitié peut-être, en reste aux mains des spéculateurs qui, devant la baisse causée par les nouvelles de Pétersbourg, peuvent, à chaque liquidation, effondrer le marché du poids de leurs titres dépréciés. Nous savons bien sous quelle contrainte les ministres actuels ont consenti l'opération funeste de 1906. Ils l'ont faite sous le coup de la nécessité. Ils y ont été amenés par une longue suite d'erreurs et de fautes auxquelles ils étaient étrangers. Ils ont signé, contraints et désolés. Cela nous l'affirmons. Ils le nieraient que nous l'affirmerions encore. Nous leur dirions : nous ne vous en croyons pas, car vous êtes d'honnêtes gens.

Mais jusqu'à quand céderont-ils aux demandes d'un débiteur plus exigeant qu'aucun créancier, et qui menace de défaillir dès qu'on fait mine de ne plus nourrir sa dette ?

Menace assez effrayante, il faut le reconnaî-

tre, menace vraiment sinistre quand on songe que, dans un budget de l'empire russe, l'emprunt est la plus forte et la plus sûre des recettes ordinaires et que si cette recette venait à manquer, ce serait la banqueroute inévitable.

A l'heure qu'il est, la situation est critique. Nos puissances financières et nos pouvoirs publics oseront-ils, pour conjurer le danger, le grandir encore ?

Citoyens, la question n'est pas de savoir si la Russie est solvable. Elle possède, cachées et brutes, un sixième des richesses du monde. C'est plus qu'il n'en faut pour servir de gage à 14 milliards, à 14 milliards tranquilles, heureux, bien nourris, qui savent espérer et qui peuvent attendre. Mais la question est de savoir si son gouvernement actuel restera longtemps solvable. Beaucoup le disent, beaucoup le croient. Un plus grand nombre l'espèrent. Quelques-uns le nient, et ceux-là sont de ceux qui ne se laissent pas tromper parce qu'ils ne se laissent pas corrompre.

Le gouvernement du tsar a failli au droit, à l'honneur, à la raison, à l'humanité. Après toutes ces banqueroutes, la banqueroute financière est certaine et proche. Les porteurs de titres russes ne peuvent plus compter, pour un avenir prochain, que sur le gouvernement qui liquidera l'énorme faillite du tsarisme et de la bureaucratie. Si nous ne pouvons pas dire quel sera ce gouvernement, nous pouvons du moin

discerner par avance quelques-uns des éléments qui le composeront. Nous connaissons dès à présent les groupes politiques, les partis sociaux qui, soulevés par la révolution, seront appelés à l'œuvre auguste et formidable des réparations nécessaires. Or, tous ces partis, dès à présent organisés, tous ces groupes, depuis les plus ardents jusqu'aux plus modérés, ouvriers, paysans, bourgeois, intellectuels, sont unanimes à déclarer que le gouvernement nouveau reconnaîtra les emprunts contractés avant 1906, et en servira intégralement la rente, mais qu'il ne reconnaîtra pas les emprunts contractés depuis l'heure où le tsarisme s'est trouvé en conflit avec le peuple russe, les emprunts obtenus par l'autocratie contre la nation.

Le journal le *Retch*, organe libéral de la majorité de la Douma, s'exprime dans le même sens à la date du 10/23 juin. Il y est dit : « Le gouvernement a jeté ce nouveau fardeau de l'emprunt sur les épaules du peuple afin de se procurer des armes contre ce même peuple, contre la volonté publique. Tant que le cabinet actuel sera au pouvoir, tant que la Douma n'aura pas la haute main dans la loi de finances, cette assemblée ne reconnaîtra aucun nouvel emprunt. » Voilà ce que publie l'organe officieux de la Douma.

Que nos concitoyens aient enfin des oreilles pour entendre. Ils sont avertis : s'il leur arrive de prêter encore de l'argent au gouvernement

russe pour qu'il puisse fusiller, pendre, massacrer, piller à sa volonté, tuer toute liberté, toute civilisation sur toute l'étendue de son immense et malheureux empire, ce sera peut-être une très mauvaise affaire.

Citoyens français, ne donnez plus d'argent pour de nouvelles cruautés et de nouvelles folies, ne donnez plus de milliards pour le martyre de tant de peuples. Par ce refus, vous vous montrerez amis de la Russie.

Jamais la Russie, je le sais, n'a été aussi chère à l'élite des Français que depuis qu'elle souffre, qu'elle combat et qu'elle meurt pour sa liberté. A cette heure tragique, à la veille d'une des plus grandes révolutions du monde, qu'elle reçoive l'hommage des fils de ceux de 89 et de l'an II. Et en attendant que notre Parlement républicain envoie au palais de Tauride un salut fraternel, nous, simples citoyens réunis dans un même sentiment de fraternité universelle, adressons nos vœux et nos hommages aux victimes de l'autocratie.

Ces paroles peuvent être adressées à tous les Européens, à tous les civilisés. Qu'on y réfléchisse. Je ne saurai rien ajouter à l'autorité de celui qui les a prononcées. Mais en historien fidèle et précis, je dois dire que *je sais* que France, avant de les prononcer, s'était

renseigné auprès des plus grandes autorités financières de Paris, que, lorsqu'il parle *de la contrainte*, subie par les ministres français actuels, il le fait en *connaissance de cause*, et je dois ajouter que son allusion de la fin *au silence* du Parlement français n'est qu'un écho de la tristesse qui étreint les meilleurs cœurs français devant ce silence du Parlement français en contradiction surprenante avec les manifestations humanitaires des Parlements américain, britannique, autrichien, italien, australien.....

Oui, le jour où devant le tsarisme l'Europe et l'Amérique auront élevé leurs voix et fermé leurs bourses, les massacres cesseront en Russie, même avant le triomphe inéluctable de la Révolution.

APPENDICE

(*V. Préface*)

La préface paraîtra dans le volume des discours d'Anatole France intitulé : « *Vers les Temps meilleurs.* »

(*V. Chap. I*)

La thèse de M. Allemand intitulée : *Les souffrances des Juifs en Russie et le devoir des États civilisés*, n'a été acceptée, après le refus de la Faculté de Droit de Paris, que par une Commission spéciale, réunie au ministère de l'Instruction publique, sous la présidence du doyen de la Faculté de Droit de Lyon.

Je remercie M. L. Allemand de la courtoisie avec laquelle il a bien voulu mettre à ma disposition les bonnes feuilles de son livre, travail juridique, je le répète, tout à fait remarquable.

Il est surtout intéressant au point de vue de la question de droit de *l'ingé-*

25

rence dans les affaires d'un « autre pays », question qui agite tous les milieux parlementaires des pays civilisés, surtout depuis les massacres de Bielostok.

Ce n'est qu'après Kichineff — 1903 — en effet, que le gouvernement des Etats-Unis a élevé sa voix. Ce n'est qu'après les scandaleuses proclamations officielles et les massacres de Bielostok que les gouvernements et les parlements se sont émus, excepté ceux de la France (officiellement s'entend) et de l'Allemagne.

Le gouvernement des Etats-Unis a eu l'attitude la plus courageuse. Les Anglais se sont aussi distingués sous ce rapport. Sans parler de Sir Robertson, haut fonctionnaire présidant un meeting de protestation contre les massacres trépoviens, c'est surtout les discours de Sir E. Grey reconnaissant la Douma comme une des autorités officielles de la Russie qui a une portée historique et qui aura un grand retentissement en Russie. Voici d'ailleurs le

télégramme, publié par les journaux français et relatant cet événement. Ce n'est pas évidemment ce résultat — parmi tant d'autres — que Trepoff visait par les massacres de Bielostok :

Londres, 6 juillet.

Le ministre des affaires étrangères anglais a profité de la discussion de son budget pour répondre aux nombreuses critiques opposées au projet de visite d'une escadre britannique dans les ports russes.

— Il y a, dit sir E. Grey, trois autorités qu prennent un grande part au gouvernement de la Russie : le tsar, le ministère et le Parlement. Aucune de ces trois autorités n'est responsable. (M. Grey, oublie de parler du quatrième pouvoir occulte, celui de la Cour, servie par Trépoff et Cie, des massacres et il n'en est pas une d'entre elles qui ne les réprouve).

« L'enquête de la Douma n'a pu démontrer la complicité du gouvernement dans les massacres de Bielostok. D'ailleurs, la visite de la flotte est une simple manifestation de courtoisie. Il est d'usage, quand une escadre se trouve dans des ports amis, que les officiers, ou tout au moins l'amiral, rendent visite à toutes les autorités. La flotte anglaise relâche dans les ports russes; elle fera les démarches de civilités habituelles, et elle les fera auprès des

membres du Conseil de l'empire, de ceux de la Douma et auprès des autres autorités constituées.

« La flotte n'aura pas à tenir compte des affaires intérieures de la Russie ; elle ira présenter ses hommages au tsar, chef de la grande nation russe, dans un esprit amical à l'égard du gouvernement existant ; mais cette visite sera aussi une visite au peuple russe. »

Sir Edward Grey déclare qu'il n'est pas à supposer que la Douma puisse interpréter cette visite comme une démarche tendant à prendre parti dans les affaires intérieures de la Russie.

Après et avec la manifestation sympathique et simplement libérale du courageux Conseil municipal de Paris, en l'honneur de la Douma, le discours de M. Grey est un acte que la Russie de demain ne pourra pas oublier.

L'acte du Conseil municipal de Paris a racheté — et de beaucoup — l'attitude hésitante du Parlement français qui se résigne de jouer toujours le rôle que le gouvernement myope et mal inspiré veut bien lui assigner ! Le Parlement français a évidemment oublié la protestation que M. Thiers lui-même fit

entendre dans son sein, il y a plus de trois quarts de siècle, lors du bombardement de Naples insurgé par les Bourbons. La majorité républicaine de la Chambre des députés a oublié aussi la protestation humanitaire du Sénat des Etats-Unis contre la répression cruelle de la Commune en 1871. Cependant, elle surtout, devrait s'en rappeler pour suivre ses nobles exemples.

(V. page 29)

Il est intéressant de consulter les livres de MM. V. Bérard : *Le Tsarisme et l'Empire russe;* de G. Bourdon : *La Russie Libre;* de G. Verdène : *Ceux qu'on méprise ; La Revue*, de M. Finot, qui a publié des études remarquables sur les finances franco-russes (1905-1906); *Le Mémorial diplomatique;* les *Cahiers de la Quinzaine* (déc. 1904); *Les Pages libres* (passim), et surtout le livre de M. Léo Errera, *Les Juifs russes*, où l'on trouvera la remarquable lettre-préface de Mommsen sur le *Torquemada ressuscité.*

(*V. page 55*)

La politique du comte Ignatieff

Le comte Ignatieff, tout en essayant de détourner le mouvement révolutionnaire, sur et contre les juifs, faisait en même temps répandre le bruit que ce sont les *révolutionnaires* qui fomentent les troubles révolutionnaires.

Et pour donner un semblant de raison au *chef*, le fameux chef de la sûreté Soudeïkine avec le traître (1) Degaïeff, ont fait publier dans le supplément du n° 1 de la *Feuille de la Narodnaïa Volia* (St-Pétersbourg, 20 juillet 1883), un article perfide, intitulé : *A propos des troubles antijuifs* (reproduit dans la « Bibliothèque historique russe », volume 6, sur *La Littérature de la Volonté du Peuple*, par B. Basilevsky). Dans cet article, on raconte les détails sanglants des troubles antijuifs à Ekaterinoslav, au mois de juil-

(1) Voir les détails de la trahison et de l'intrigue politico-policières Soudéïkine-Degaïeff, dans le récit de M. E. Petit sur *Une Bastille Russe*, dans l'*Humanité* des 2 et 3 juillet 1906.

let 1883, on prend à partie *les juifs* qu'on distingue des *israélites* et, en même temps, pour brouiller les cartes, on cite Marx, pour dire que les juifs, comme peuple longtemps malheureux et persécuté, concentrent en eux et reflètent tous les vices du temps, et Taine, pour affirmer que « la Révolution française débuta, elle aussi, par les massacres des juifs », etc.

Je dis : *on*, car je ne sais qui des policiers a été l'auteur de ce factum, lequel *devait donner raison à Ignatieff*. Mais ce que je sais, c'est que le révolutionnaire — véritable celui-là — Chebaline, préposé à l'imprimerie clandestine, ayant reçu, des mains de Degaïeff, cet article pour le composer, protesta. Degaïeff le tranquillisa en lui disant que c'était « le Comité Exécutif qui avait décidé de publier cet article ». Point n'est besoin d'ajouter que dans cette question ce fut Degaïeff qui présentait la police et Ignatieff, et ce fut Chebaline qui protestait au nom des vrais révolutionnaires de l'époque.

(V. pages 95 et 104)

Lettres d'Odessa

Le Comité de Protestation a fait publier ces extraits de lettres d'Odessa :

Le pogrome que le gouvernement a lancé sur les juifs a commencé dans les conditions suivantes le 31 octobre 1905 :

Après les grèves des ouvriers ont commencé celles des écoles de Faïg et de Nicolas 1er. Ces écoles furent fermées et le lendemain les élèves commencèrent une tournée dans toutes les écoles de la ville pour entraîner les élèves à l'obstruction générale. La foule des enfants fut attaquée par la police, près du lycée de Mme Berzine. Des fillettes, des garçons furent frappés par des armes blanches. Le jour suivant commencèrent les meetings à l'Université. Dans un de ses bâtiments se réunirent les ouvriers, dans l'autre les élèves de toutes les écoles de jeunes filles et de garçons de la ville. Cela dura deux jours, ensuite le préfet de la ville défendit l'entrée de l'Université aux personnes étrangères, et l'Université fut entourée par les soldats.

Ce meeting à l'Université interdit, les ouvriers

se répandirent dans la ville et commencèrent à construire des barricades, ayant eu soin, auparavant, de faire fermer les magasins. Pendant quatre jours, du 27 au 31 octobre, la fusillade et les massacres des ouvriers ne cessèrent pas.

Le 31 octobre, le bruit se répandit que l'empereur avait octroyé la Constitution. On n'avait pas de télégrammes, mais on se communiquait la nouvelle dans les rues. Des personnes qui ne se connaissaient pas s'abordaient, se félicitaient, s'embrassaient. On organisa des manifestations paisibles avec des drapeaux rouges ; des jeunes gens s'attachaient des rubans rouges et marchaient dans les rues aux cris de : « Hourra ! Vive la liberté ! ». L'allégresse fut grandiose, générale ; devant les théâtres on réclama la *Marseillaise*. Après la *Marseillaise* on joua une marche funèbre en l'honneur des ouvriers tués.

Les manifestants organisèrent un meeting devant les cliniques. Des discours alternaient avec des cris de : « A bas la police ! » « Désarmons les soldats, éloignons les cosaques de la ville, formons une milice, armons-nous, frères ; on ne nous a rien donné, on nous trompe. » La manifestation dura toute la journée, lorsque, vers quatre heures, les manifestants apprirent que, dans les faubourgs et notamment dans le Moldawanka, ont commencé les pogromes. Ils s'armèrent alors de bâtons, de barres de fer, de branches d'arbres arrachées,

et s'élancèrent au secours des pauvres et des miséreux qu'on massacrait. Nous fûmes pris à l'improviste, nous ne comprenions pas tout d'abord cette monstruosité inouie; d'un côté, la joie de la victoire ; de l'autre côté, les horreurs du carnage le plus épouvantable que l'histoire ait jamais connu...

Le lendemain, justement, devaient avoir lieu les funérailles des ouvriers tués. Toute la nuit la fusillade ne discontinua pas. Le lendemain, à dix heures du matin, les conseillers municipaux, les étudiants, etc., se réunirent avec des couronnes pour conduire avec les honneurs au cimetière respectif les chrétiens et les juifs tombés pour la liberté.

Des cris retentirent tout à coup : « Camarades, gare à vous ! Une manifestation patriotique approche, venant du port. Rentrez chez vous ! » Nous nous dispersâmes, mais rares furent ceux d'entre nous qui purent regagner leur domicile.

Déjà, sur différents points de la ville, les houligans se heurtaient aux groupes de la défense armée.

Bien que les groupes de la défense fussent beaucoup moins nombreux, la victoire allait rester du côté des étudiants et des juifs. La statistique relevée après les massacres montre, en effet, que, le premier jour, la proportion des tués fut de 80 o/o des houligans et 50 o/o de la « défense ». Mais ce furent la troupe et les

cosaques qui vinrent au secours des houligans. Et toute la jeunesse, toute notre défense, tomba jusqu'au dernier homme.

Alors commencèrent le pillage et le véritable pogrome, qui durèrent pendant quatre jours et quatre nuits, et je ne comprends pas, en vous écrivant, comment je suis encore de ce monde. On nous a pillé, volé, dévasté toutes les maisons où on rencontrait la moindre tentative de résistance.

On violait les jeunes filles, on jetait de petits enfants par les fenêtres qui s'écrasaient sur les pavés, on ouvrait les ventres, on arrachait les seins aux femmes. On arrachait hommes, femmes, enfants, vieillards des greniers et des caves et on les tuait à l'abri des policiers et des soldats qui eux, de leur côté, fusillaient des gens sous prétexte des coups de feu tirés. L'épouvante s'abattit sur la ville. Toute la ville se transforma en Croix-Rouge. Les rues furent couvertes de voitures d'ambulance. Mais bientôt les hommes des ambulances et les sœurs de charité ne furent plus ménagées, les houligans et la soldatesque les accusant d'être des juifs et des révolutionnaires déguisés. Il suffisait qu'une maison fût désignée comme abritant un défenseur pour que la maison tout entière fût bombardée, ses habitants tués après des violences inouïes. Les massacreurs saisissaient les nourrissons, dansaient avec, criant, hurlant, et les tuaient avec leurs parents en ricanant :

« Ah ! vous avez voulu la liberté, la voilà la liberté pour vous ! »

Beaucoup d'entre nous sont devenues folles. D'un groupe de soixante défenseurs purent se sauver quatre personnes, deux Russes orthodoxes, un Géorgien et un élève juif. Exténués, ils frappèrent à notre porte. Nous les laissâmes entrer, nous leur confectionnâmes des emblêmes de croix rouges et ils repartirent. Mais alors notre maison fut dénoncée pour cela, et nous subîmes toutes les horreurs de la canonnade, de l'invasion et du pillage. Je fus sauvée par un hasard : me sauvant dans la cave, je suis tombée sous l'escalier ; près de cinquante cosaques passèrent par dessus moi sans m'apercevoir. Je me refuse de te décrire les moments — une demi-heure — que j'ai passés là.

Et ça a duré quatre jours. Nous pleurons surtout la perte de près de quatre cents défenseurs et de deux cents enfants innocents. La statistique mentionnée plus haut établit les chiffres caractéristiques suivants : le second jour, tués, 50 o/o de houligans et 50 o/o de massacrés ; le troisième jour, ce fut 80 o/o de massacrés et 20 o/o de houligans, et ensuite il n'y eut que des juifs de tués. Nous devons la fin des massacres, dit-on, à l'intervention des consuls étrangers, qui auraient menacé de faire venir de Constantinople leurs stationnaires.

On évalue le nombre des victimes à onze mille tués et blessés. Le fameux rabbin Kreps

veut ramasser de force les signatures des juifs pour remercier le préfet massacreur (Neidhardt) pour sa défense des juifs d'Odessa.

A côté de la conduite de cet ignoble personnage, combien consolant est pour nous la mort sublime et héroïque du rabbin Schoucht, refusant de livrer aux bandits la caisse des veuves et des orphelins, et tué par eux après des tortures dignes de l'Inquisition.

Les derniers massacres de Kichineff

Les *Novosti*, journal simplement libéral, a publié sur ces événements la description suivante :

Un grand malheur s'abattit à nouveau sur nous. Notre ville vient de subir à nouveau l'invasion des Kouligans-Bachibouzoucks, qui ont conçu le plan de mettre toute notre cité à feu et à sang.

Comme dans toute l'immense Russie, la grève générale eut un écho chez nous, et à partir du 16/29 octobre, tous les artisans, tous les ouvriers et tous les commis des magasins juifs se mirent en grève. La grève resta paisible le 16 et le 18 octobre, sans que l'ordre fut troublé par les grévistes. C'est ce que quelques bandes

de Kouligans osèrent : se jeter sur les passants paisibles et les assommer. Les choses allèrent ainsi jusqu'au 18/31 octobre.

Le matin de ce jour, l'heureuse nouvelle annonçant le manifeste qui octroyait au peuple une Constitution se répandit dans la ville. Tout de suite une foule énorme assiégea les bureaux de rédaction des journaux locaux, dans l'attente de dépêches se rapportant au manifeste. Vers neuf heures du matin, le rédacteur en chef du journal *La Vie de Bessarabie*, M. L. Vihuroff, apparut au balcon de la maison où se trouve la rédaction de son journal et lut à haute voix le manifeste impérial. Il est difficile de décrire l'enthousiasme qui souleva la foule. Des tonnerres de hourras remplirent l'air, et la foule se dirigea à travers la rue Pouchkine vers le quartier d'Alexandroffsk. Ce fut là que commença la première extermination systématique des manifestants par la police et la troupe. Résultat : nombre de juifs blessés, les uns grièvement, les autres légèrement, qu'on envoya à l'hôpital juif. Malgré cela, la journée du 18 octobre fut relativement calme et se termina par de nombreux meetings « en l'honneur de la liberté ».

Le matin du 19 octobre/1er novembre, la ville sentit la poudre. On fit savoir au signataire de ces lignes que, dès le matin, plusieurs milliers de Khouligans, ayant à leur tête une bande d'antisémites, s'assemblaient à la place

Oschoufflinskaïa dans le but d'organiser un meeting contre les juifs. Tous les chefs des Khouligans prirent la parole en exhortant la foule à la lutte contre les juifs. Un officier de gendarmerie locale, le nommé Vassilieff, parla dans le même sens, et il en résulta que, vers les dix heures du matin, une foule composée d'un millier d'individus, ayant à leur tête les antisémites et l'officier Vassilieff, se lança vers le quartier d'Alexandroffsk dans la direction de la cathédrale, en poussant le cri sauvage : « Etouffons Witte ! »

Arrivée à la rue Mikhailovskaïa, la foule de patriotes se heurta à un groupe de juifs. Aussitôt une clameur retentit : « A bas les juifs ! » Au même moment retentirent, on ne sait d'où, quelques coups de feu de provocateurs, qui servirent de signal d'attaque contre les malheureux juifs. Instantanément, on entendit les cris des juifs frappés et blessés, et ce fut par dizaines qu'on transporta les blessés à l'hôpital juif.

Des témoins oculaires de cette attaque sanglante des juifs par une foule sauvage et bestiale affirment avoir reconnu parmi les assaillants des commissaires de police et des agents déguisés frappant les juifs à coups de sabre. Le sang coulait à flots dans les rues durant toute la journée du 19. L'hôpital juif était déjà bondé de juifs tués et blessés, et les notabilités de notre communauté juive frappaient toujours vaine-

ment à la porte du gouverneur Kharousine, le suppliant d'intervenir.

Mais le gouverneur restait sourd aux supplications des juifs, leur criant que c'étaient les juifs qui étaient les seuls coupables de ce qui leur arrivait. Dans la journée, le gouverneur, le vice-gouverneur, comte Tatichtcheff, procureur de la cour, le préfet de police, l'officier de gendarmerie Vassilieff daignèrent visiter l'hôpital juif, cherchant, semble-t-il, à connaître le nombre de tués et de blessés. Mais comme un certain nombre de blessés reçurent ces messieurs par des apostrophes véhémentes et méritées sur cette attaque sanglante sous les yeux mêmes de la police et de la troupe, le gouverneur et sa suite hâtèrent leur retraite, et, depuis, personne des autorités ne se montra à l'hôpital.

Après le départ du gouverneur, des coups de feu furent tirés sur l'hôpital, ce qui provoqua une terrible panique parmi les blessés et les malades. Ce ne fut qu'à grande peine que les médecins de l'hôpital obtinrent de l'administration préfectorale que l'hôpital juif fût gardé militairement pour éviter qu'il ne fut attaqué.

Pendant ce temps, dans toutes les rues, la foule des Khouligans continuait avec une furie sauvage des exploits de vandales, pillant et démolissant partout les appartements et les magasins des juifs. C'est ainsi que furent pillés et incendiés la plus ancienne librairie de Schach,

le magasin de bijouterie de Krassilstchik et beaucoup d'autres.

Le lendemain matin, 20 octobre, on placarda partout une affiche du gouverneur Kharousine où il prévenait, entre autres, la population de Kichineff que toute maison d'où serait tiré un coup de feu serait immédiatement bombardée à coups de canon. Ce ne fut là qu'un appel aux provocateurs qui, en tirant des coups de revolver des habitations des notabilités juives les plus connues, feraient subir ainsi à ces habitations la destruction complète par le bombardement.

Et, en effet, vers midi, de funestes coups de feu partirent soudain des maisons juives les plus riches, situées dans la rue Alexandrovskaïa, et vers deux heures de l'après-midi commença le bombardement des maisons appartenant à E. Galperine, Elie Braunstrein et Z. Spivak.

D'autre part, des soldats assaillaient de coups de fusil le local de la succursale de la Banque industrielle de la Russie méridionale et un grand nombre d'appartements privés, tuant et blessant grièvement les malheureux habitants. Le nombre des juifs tués (hommes, femmes et enfants) pendant les deux journées du 19 et du 20 octobre est de vingt-neuf; quant aux blessés, ils se comptent par centaines.

Il est à remarquer que les Khouligans n'avaient pas opéré dans la ville basse ; la cause en est que dès que les Khouligans avaient

paru, des troupes de samoborona (auto-défenseurs) leur opposèrent une résistance qui les fit réfléchir, et cela sans être contrecarrées par la troupe. Dans la ville haute, au contraire, la troupe défendit les Khouligans, leur laissant toute liberté de piller et d'assassiner les juifs à volonté.

Le 21, le matin, on afficha un mandement de notre archevêque Wladimir, exhortant les pillards à mettre fin à leurs sanglants exploits.

Comme par un coup de baguette magique, tout s'apaisa immédiatement. Les Khouligans rentrèrent sous terre. Il ne resta que des dizaines de mille de juifs désolés.

Ces lettres sont intéressantes comme provenant des lieux des massacres. Les faits sont exacts — les détails et les chiffres sont, comme toujours, sujets à vérification.

(V. chap. XII)

Un groupe d'avocats de Saint-Pétersbourg et de Moscou organisa un Comité d'enquête sur les pogromes des mois d'octobre-novembre derniers. Les résultats de cette enquête sont encore un acte d'accusation écrasant contre le gouvernement. Ces témoignages véri-

fiés et soumis à toutes les épreuves prouvent une fois de plus que c'est le gouvernement, en la personne de ses agents directs, qui a organisé les massacres. Nous ne citerons que quelques témoignages les plus modestes et les plus simples de tous ces dossiers (1), qui présentent un ensemble de documents authentiques de plusieurs gros volumes.

Le pogrome de Novozybkof

On a blessé récemment, à Tchernigoff, le gouverneur Khvostof, coupable d'un des plus terribles pogromes dans la ville de Novozybkof, gouvernement de Tchernigof.

Nous possédons, parmi beaucoup d'autres documents, les dépositions des juifs et des chrétiens, témoins et victimes du pogrome; il en résulte que l'ispravnik adjoint de Novozybkof a organisé le pogrome sur un télégramme du gouverneur de Tchernigof. Nous en détachons ces deux dépositions :

Déposition de M. A. J., négociant

Le 18/31 octobre au soir, l'ispravnik adjoint, Lobko Lobanofsky, arriva au club très excité et

(1) Nous avons en outre en notre possession les dossiers de Rostoff, Odessa, Kieff, etc.

tirant de sa poche un télégramme qu'il plia en deux pour qu'on ne pût pas en lire la première partie, nous déclara qu'il avait télégraphié à 2 heures de l'après-midi au gouverneur sur la manifestation de Novozybkof (célébrant la Constitution) et qu'il aurait reçu une réponse du gouverneur lui annonçant qu'il n'y avait point de Constitution du tout, qu'il n'y avait que les droits de la Gos. Douma élargis. Et il ajouta avec beaucoup d'agitation : « J'ai une famille et je perdrai peut-être ma place, c'est possible, mais vous verrez demain quels massacres nous aurons ».

Déposition d'un témoin, M. J. P., négociant.

Le 18/31 octobre, vers 11 heures du soir, l'ispravnik adjoint Lobko-Lobanofsk arriva au club, préoccupé, et s'adressa aux assistants avec ces paroles : « Qui a imaginé cette Constitution ? Il n'y a aucune Constitution, aucun droit n'est donné », et il montra un télégramme qu'il avait reçu du gouverneur : dans la première partie du télégıamme, le gouverneur reproche à Lobko-Lobanofsk la manifestation qu'il avait laissé faire; dans la seconde partie, il est dit que les droits de la Goussoudarstvennïa Douma ne sont qu'élargis et que le comte Witte a la mission d'unifier le ministère.

« Dieu m'est témoin — déclara l'ispravnik adjoint — que ce n'est pas de ma faute; j'ai des petits enfants, je peux être privé de ma place,

mais vous verrez ce qui peut arriver demain. Il y aura des massacres. »

Vu que Lobko Lobanofsk a déclaré qu'il devait annoncer le lendemain au peuple qu'il n'y avait plus aucune Constitution, qu'il n'y avait plus de droits accordés et qu'il devait lire le télégramme du gouverneur, je me mis à calmer Lobko Lobanofsk et à le prier de ne rien annoncer au peuple et de ne pas lire le télégramme du gouverneur, l'assurant alors que tout rentrerait dans le calme et rien n'arriverait.

Mais Lobko Lobanofsk en décida autrement. Le lendemain 19 octobre — 1er novembre, vers 8 heures du matin, Lobko Lobanofsk ayant réuni sur la place du marché, près des rayons en pierre, une foule du bas peuple, et hissé sur une voiture d'izvochtchik (de louage), au moment où je me suis approché de mon cheval qui s'y trouvait, il achevait la lecture du télégramme du gouverneur et déclarait : « Messieurs, il n'y a pas de Constitution, il n'y a pas de droits. Ce qu'on disait hier ce sont nos ennemis les juifs, le docteur Ivanoff et Bagolioubоff, qui l'ont inventé. A présent, vous pouvez faire d'eux ce que vous voudrez, on vous en accorde le droit ».

La foule répondit par des hurrahs retentissants et se mit à frapper tout de suite sur les juifs qui se trouvaient là. Je me suis empressé de partir et de gagner ma maison par des voies

détournées. Ensuite, comme nous l'apprîmes, la foule se mit à saccager les boutiques et les maisons des juifs, à frapper et tuer les juifs qu'elle rencontrait, avec l'aide active de l'ispravnik adjoint.

(V. chap. VI)

La *Mysl* publie et la *Nascha Jizn* (nº 479) reproduit la lettre circulaire suivante, signée par Alexeï Maximovitch Lavroff, conseiller d'Etat actif et *fonctionnaire du Ministère de l'Intérieur* à l'époque de cette circulaire *datée du 12/25 octobre 1905.*

« Notre patrie est en danger ; la presse accaparée par les mains crimiminelles des juifs pousse les classes intellectuelles vers l'incrédulité et s'abat en cauchemar lourd sur le peuple. Tout le monde s'est embourbé dans ses affaires personnelles et s'est détourné de la mère commune — la Russie. Les juifs s'emparent de tous les nerfs de notre vie politique. L'or, le dieu terrestre des youpins, messie promis, devient entre leurs mains omnipotence. Beaucoup de gens russes oubliant qu'aux jours des

malheurs la Russie ne fut forte que par l'autocratie sont en train d'y renoncer. Où est donc le salut de la Russie? Dans l'union des hommes du devoir et de l'honneur qui conduiront le peuple contre cet ennemi qui vainc la Russie comme Minine et Pojarsky l'ont soulevé pour la défense de la patrie. Contribuer au réveil de cette notion est le but de cette circulaire. Venez donc, vous (ici, à l'encre, le titre de la personne, à laquelle est adressée la circulaire), en aide à l'œuvre patriotique et en répandant cet appel aidez les peuples de Russie à devenir voyants et de se libérer du joug actuel des juifs et d'un avenir encore pire. Si chacun qui aime sa patrie, chaque prêtre, chaque commune a cet appel à la lutte contre la juiverie, alors pareilles aux gouttes qui rongent la pierre, les bonnes paroles réveilleront les peuples de Russie et les uniront pour la lutte contre l'ennemi commun irréductible.

« Veuillez, etc.

« Signé : A. Lavroff. »

(Voir chapitre XIV)

En écrivant ce chapitre, je n'avais pas encore le texte russe du rapport de la Commission parlementaire envoyée à Bielostok. L'ayant compulsé depuis, j'y ai trouvé plus que la confirmation de ce que j'ai dit sur les massacres de Bielostok. La préparation du pogrome jusques et y compris la mise en scène de la provocation en pleine procession religieuse y est prouvée surabondamment, ainsi que la culpabilité des autorités supérieures, civiles et militaires pendant les massacres même. Ce fut un pillage, une dévastation, une chasse aux juifs qu'on tuait dans les rues, dans les maisons, dans les trains, à la gare (au buffet même, devant et avec l'approbation des officiers et des fonctionnaires), une fusillade systématique qui dépassent même les journées d'octobre à Odessa et ailleurs. Voici les conclusions de la Commission :

1° Il n'existait aucune inimitié de race, religieuse ou économique entre

les populations chrétienne et juive de la ville de Bielostok ;

2° Une haine non dissimulée envers les juifs existait chez la police seule et on l'inspirait aussi aux troupes sur le terrain des accusations des juifs pour leur participation au mouvement libérateur ;

3° Le pogrome a été préparé d'avance et on le savait depuis longtemps aussi bien dans l'Administration que dans la population ;

4° Le prétexte immédiat du pogrome a été lui aussi préparé et prédit par les autorités et l'on ne peut donc pas le considérer comme une explosion du fanatisme national ou religieux ;

5° L'action de l'armée et des autorités civiles pendant le pogrome est une violation patente des lois établies à ce sujet, ainsi que des règlements du 7/20 février 1906.

Ce fut une fusillade systématique de la population juive paisible y compris les femmes et les enfants, sous prétexte de réprimer les révolutionnaires ; or

aucune action révolutionnaire — ni de la part de la foule, ni de la part des personnes solitaires — qui pût donner un prétexte pour des mesures de repression ne fut établie;

6° Les autorités civiles et militaires non seulement sont restées inactives devant le pogrome, non seulement lui ont aidé, mais dans des cas nombreux en la personne des agents subalternes l'ont perpétré eux-mêmes en commettant des assassinats, des mutilations et des pillages;

7° Les rapports officiels sur les raisons, les prétextes et la marche des événements (coups de feu tirés contre la troupe et contre la population chrétienne, attaques des révolutionnaires, etc.) sont contraires à la vérité.

La Commission est par conséquent de l'avis de proposer à la Douma d'interpeller :

I. Le ministre de l'Intérieur pour savoir si le gouverneur de Grodno et les fonctionnaires et agents de la police de la ville de Bielostok sont déférés à

la justice, les uns pour l'inertie dont ils ont fait preuve pendant le pogrome qui a eu lieu à Bielostok le 1-3 (14-16) juin 1906, les autres pour avoir aidé le pogrome et y avoir pris une part active et directe.

II. Le ministre de la guerre pour lui demander, s'il sait : *a*) qu'encore avant l'état de siège proclamé dans la ville de Bielostok, les autorités militaires supérieures locales ont écarté en fait le gouverneur de Grodno et le préfet de police de l'exercice de leurs fonctions, qu'ils ont pris sur eux contrairement aux lois existantes ? *b*) que pendant le pogrome à Bielostok le 14-16 juin 1906, les troupes appelées en ville furent mises à la disposition des fonctionnaires subalternes de la police et fusillaient, sur l'indication de ces derniers et même des simples particuliers, des habitants paisibles ? et *c*) les coupables seront-ils déférés à la justice ?

La Commission ne peut en même temps ne pas ajouter que la population locale, déjà assez terrorisée, est complè-

tement épouvantée par l'état de siège ; et qu'une enquête régulière sur tout ce qui s'est passé à Bielostok n'est possible qu'à ces deux conditions indispensables : 1° destitution ou déplacement des autorités locales (civiles aussi bien que militaires), et 2° levée de l'état de siège. »

Cruelle est la réponse du gouvernement à cette réclamation de la Commission de la Douma. Ces deux télégrammes publiés par les journaux français et anglais à la date du 10 juillet, en disent long :

Saint-Pétersbourg, 9 juillet.

Les journaux annoncent que le commandant du corps de Bielostok a lancé un ordre du jour remerciant les troupes pour leur abnégation et leur dévouement pendant les derniers pogromes.

Saint-Pétersbourg, 9 juillet.

L'organe de l'armée publie des remerciements adressés par l'empereur aux troupes, pour le dévouement et le

loyalisme dont elles ont fait preuve pendant le massacre de Bielostok.

(*Times*).

Et pendant qu'on apprenait ces « remerciements » extraordinaires qui, ailleurs, pourraient étonner, mais qui deviennent tout naturels après ce que nous avons établi sur le rôle du gouvernement dans les pogromes et après la révocation du maire de Bielostok, M. Malinovski, par le gouverneur général Bogaievsky *pour le seul fait d'avoir convoqué le conseil municipal afin de protester contre les mensonges des rapports officiels sur le pogrome*, les débats à la Douma continuaient. En voici un compte rendu très succinct :

Le député de Vilna, l'évêque catholique baron Ropp, raconte plusieurs faits saillants. Un général, par exemple, lui a dit que les soldats ne tiraient jamais contre les chrétiens, mais seulement contre les israélites.

L'orateur est convaincu que les chefs

suprêmes de l'administration sont toujours capables de faire cesser les pogromes s'ils le veulent. Le gouverneur général appela une fois les agitateurs antisémites et les pria de ne pas préparer le pogrome. Ils répondirent : « Vous ne le voulez pas? eh bien, nous nous ne ferons rien ! »

L'orateur constate qu'il y a un certain mécontentement contre les juifs parmi les soldats et la police. La cause de ce mécontentement, c'est l'organisation modèle des israélites, qui soulève l'envie des chrétiens.

L'orateur conclut qu'il faut accorder l'autonomie aux provinces de l'Ouest, autrement des pogromes sont imminents. Le gouvernement central s'est toujours occupé de la russification des provinces occidentales. Il a même défendu la création d'un parti constitutionnel modéré à Vilna sous la présidence de l'évêque hostile aux anarchistes. Le gouvernement, par conséquent, agit d'accord avee les extrémistes.

Le député Vinaver, dans un long discours, cite les faits documentaires prouvant la participation du gouvernement central au massacre des juifs.

M. Vinaver affirme que le massacre a été provoqué délibérement par les représentants de la bureaucratie. « M. Stolypine, dit-il, a confessé devant la Douma que quelques milliers de proclamations avaient été imprimées au ministère de l'intérieur « pour stimuler le patriotisme des troupes ». Des centaines de mille de ces proclamations sont venues de l'imprimerie de Komissaroff. »

L'orateur donne alors lecture de plusieurs extraits de ces proclamations, qui invitent à massacrer les juifs et tous « les ennemis de l'Etat ».

Le but du gouvernement est de forcer les juifs à trahir et à livrer leurs révolutionnaires; mais ces révolutionnaires sont plus dangereux pour les juifs modérés que pour le gouvernement. La nation israélite est peu nombreuse; mais ce qui constitue sa force,

c'est le désespoir. Son allié, c'est la nation russe toute entière indignée des actes de cruauté et de barbarie. (*Applaudissements au centre gauche.*)

Le député Roditcheff, dans un discours ardent et applaudi sur tous les bancs, décrit la politique du gouvernement, politique pleine de mensonges, politique qui entraîne le pays dans des dangers inouïs. L'orateur conclut : « Nous avons adressé des appels aux ministres; nous les avons priés de quitter le pouvoir; mais ils sont sourds, ils ne veulent pas écouter la voix de la raison, ils n'entendent pas le grondement de l'orage qui approche. Il y a déjà beaucoup de murmures qui vont se réunir pour éclater en un terrible coup de tonnerre, qui foudroiera le pays, et lorsque le gouvernement, craignant cette explosion, décidera de se retirer, il sera trop tard. »

(V. page 200)

Habemus confidentum reum

Alors parla Trépoff lui-même. Il faut lire attentivement l'interview accordée par Trépoff à un rédacteur de l'*Agence Reuter* et publiée par cette dernière dans tous les journaux à la date du 9 juillet 1906.

La haine du mouvement libérateur, la haine surtout du juif qu'il veut présenter à l'Europe comme il le fait présenter aux bandes noires perce avec violence dans chaque mot.

En voici l'extrait le plus saillant :

Je suis d'avis que tout ce qui est raisonnable doit être accompli pour rétablir l'ordre et en assurer le maintien par des moyens pacifiques. Si ces moyens ne réussissent pas, alors d'autres mesures seraient prises. La grande force des révolutionnaires réside dans ce fait qu'ils ont le contrôle de la presse. Je ne peux nier que les révolutionnaires aient converti presque tous les hommes de talent, et même si des journaux modérés étaient créés, les directeurs ne trouveraient pas de collaborateurs.

De plus, vous savez qu'un certain nombre

de journaux à St-Pétersbourg, sont entre les mains des juifs : la plupart de leurs rédacteurs sont juifs, et les reporters sont généralement des agitateurs révolutionnaires. Alors, vous voyez jusqu'à quel point les juifs (1) sont représentés à la Douma. Dites ce que vous voudrez, le soulèvement actuel est principalement l'œuvre des juifs. Leur provocation habile envers les chrétiens est des plus habilement imaginées, et ils sont des maîtres dans l'art de se poser en innocentes victimes de la tyrannie sanguinaire.

J'approuve tous les mots du rapport officiel (2) relatif au massacre de Bielostok. Quand le prince Ouroussof parla, l'autre jour, à la Douma, au sujet de l'encouragement donné aux massacres par les autorités, il mentit, et c'est tout. Ses calomnies sont le résultat d'une ambition déçue, et lorsqu'il eut à révéler des accusations concrètes, il ne put citer que deux cas de fonctionnaires qui trahirent la confiance que le gouvernement avait placée en eux (3).

---

(1) Les juifs, proportionnellement, devraient être à la Douma au nombre de 20, et ils ne sont que 12, y compris les convertis, la plupart d'entre eux ne sont d'ailleurs pas élus comme juifs.

(2) Comment peut-il l'approuver. En qualité de quoi : d'*enquêteur* ou d'*ordonnateur ?* Quel aveu cynique et imprudent en même temps.

(3) Voici la réponse du prince Ouroussoff, publiée par les journaux :

« Saint-Pétersbourg, 9 juillet.

« Le prince Ouroussoff, interviewé au sujet des déclarations du général Trépoff, a répondu à son interlocu-

Il ne faut pas oublier que les fonctionnaires, dans les provinces, sont très souvent dans un état d'exaspération, à cause des meurtres et d'autres crimes dont ils connaissent les instigateurs. On peut les blâmer, mais comment s'étonner qu'il y ait quelquefois des représailles ?

Les Ignatieff, les Plehve, les Trepoff et leurs amis croyaient et croient qu'on peut longtemps et impunément altérer la vérité !

Aveugles ignorants.

En attendant, on découvre une seconde imprimerie clandestine dans le département de la police (V. la *Petite République* du 10 juillet) qui imprime des manifestes antisémites ; la panique règne dans toutes les agglomérations du *Territoire de résidence.*

Voici un télégramme d'Odessa, pu-

---

teur : « Le général Trépoff n'a pas dit la vérité. Trépoff n'aurait pas parlé comme il l'a fait s'il avait su que le comte Witte a fait faire une enquête au mois de janvier dernier, à la suite de laquelle un rapport a été rédigé, qui sera publié dans huit ou dix jours, et dont les révélations constitueront une affaire Dreyfus russe. »

(*Echo de Paris,* le 10 juillet.)

blié par les journaux de Saint-Pétersbourg à la date du 1er juillet (18 juin) :

Odessa, 17 juin.

On a arrêté aujourd'hui un certain Kahoff qui distribuait dans la rue Préobrajenskaïa des proclamations appelant aux massacres des juifs et des intellectuels.

Une demi-heure après l'arrestation, le frère de Kahoff, secrétaire de l'*Union Russe*, fit irruption dans le bureau de police, menaça le commissaire de révocation, tança vertement la police pour sa résistance au *service* des *vrais Russes*, demanda la communication téléphonique avec les bureaux du gouverneur général, auquel il se plaignit de la conduite de la police. Après cela il fut immédiatement reçu par le général Karangosoff et son frère fut de suite mis en liberté !

La population juive d'Odessa est terrorisée, d'autant plus que le bruit s'est répandu qu'on avait attenté à la vie du gradonatchalnik (préfet de la ville) Grigorieff, que l'auteur de l'attentat est un agent de police déguisé, tout comme à Bielostok, où l'on a tué Derkatcheff : le général Grigorieff étant contre le pogrome, tandis que le géné-

ral Karangosoff, gouverneur général, et le fameux général Kaulbars, commandant en chef des troupes de la circonscription d'Odessa sont, comme Trepoff, pour une forte saignée des juifs et des « révolutionnaires ».

Et comme dernier démenti aux allégations de Trepoff et Cie, donnons encore cette information de la *Correspondance Russe* :

Une déclaration des révolutionnaires et des anarchistes.

Saint-Pétersbourg, 5 juillet.

Ls correspondant du journal socialiste révolutionnaire *Golos* (La Voix) à Bielostok écrit :

« Au cours d'une entre vue que j'ai eue récemment avec plusieurs représentants des groupes révolutionnaires, notamment des socialistes-révolutionnaires et des deux organisations anarchistes « Le Drapeau Noir » et « Pain et Liberté »,

la déclaration suivante m'a été faite : « Nous autres, socialistes et anarchistes, représentants des seules organisations qui pratiquent ici la lutte terroriste, nous déclarons ce qui suit : estimant notre méthode de lutte indispensable sous le régime actuel, considérant le meurtre des oppresseurs comme un juste châtiment de leurs crimes, nous n'avons jamais dissimulé nos actes et nous ne nous sommes jamais cachés derrière le dos d'autrui. Nous avons toujours su affronter l'ennemi face à face, sans pâlir devant ses potences. C'est là un hommage qui doit nous être rendu par nos ennemis eux-mêmes.

« Eh bien, nous déclarons à la face du monde entier qu'aucun membre de nos groupes, ni aucun socialiste ou anarchiste isolé n'a jeté de bombe sur la procession orthodoxe, ni tiré un seul coup de feu avant le commencement du pogrome. Notre qualité de révolutionnaire nous eût interdit de lancer une bombe ou de tirer sur une foule paisible ; à plus forte raison ne l'au-

rions-nous pas fait dans le cas dont il s'agit, sachant qu'un acte pareil provoquerait le pogrome voulu par la police.

« Nous affirmons en outre ne pas avoir tiré *un seul coup de feu les premiers*, durant les journées de jeudi et de vendredi, alors que la ville avait à subir le feu des soldats, sous prétexte que les anarchistes tiraient sur les édifices publics. Nous ne tirions sur les soldats et les khouligans que lorsqu'ils attaquaient. »

TABLE DES MATIÈRES

		Pages
Préface		9
Chap. I. —	Origine des Pogromes	17
— II. —	Historique des Pogromes	31
— III. —	Kichineff	59
— IV. —	La Propagande	77
— V. —	Excitations officielles aux massacres	87
— VI. —	Organisateurs des massacres	97
— VII. —	Les Avertissements et les Protestations	107
— VIII. —	Les Preuves (Proclamation officielle)	129
— IX. —	Les Preuves (Suite : Rapport officiel)	143
— X. —	Les Preuves (Suite : Le rôle de Ratchkovsky)	169
— XI. —	La Douma fait la lumière	181
— XII. —	Faits de contre-épreuve	211
— XIII. —	Cris d'alarme, cris de détresse	225
— XIV. —	Bielostok	243
— XV. —	Conclusion	273
Appendice		289

ERRATA

Page 29, ligne 8 : au lieu de *meilleur travail*, lire MEILLEUR TRAVAIL JURIDIQUE.

Page 54, ligne 12 : au lieu de *passât*, lire PASSAIT.

Page 58, ligne 8 : au lieu de *vous avez*, lire « VOUS AVEZ.

Page 58, ligne 14 : au lieu de *rien !*, lire RIEN ! »

Page 66, ligne 14 : au lieu de *de la rue*, lire DE CETTE RUE.

Dernière page, ajouter le renvoi : « Il me revient que le Gouvernement français aurait déjà fait des représentations amicales au Gouvernement russe, *après Bielostok*, et non sans succès. Nous ne demandons qu'à voir *le succès*. »

L'EMANCIPATRICE (imprimerie communiste)
rue de Pondichéry, 3, Paris (12265-7-06)

Le **Comité de la Russie Libre** *qui édite ce livre s'est formé à Paris, au mois de novembre dernier, sous le coup de l'horreur et de l'indignation qu'ont provoquées, dans le monde civilisé tout entier, les massacres des juifs qui ont ensanglanté la Russie au mois d'octobre-novembre dernier. Il a pris le titre de* **Comité de Protestation contre les Massacres des Juifs et des Révolutionnaires en Russie.** *Il s'est transformé au mois de février en* **Comité de la Russie Libre.**

Son but est de tenir l'opinion publique française au courant de ce qui se passe en Russie. Ses moyens d'action sont les meetings, les conférences, un bulletin mensuel, **La Russie Libre**, *et enfin des publications dont ce livre ouvre la série.*

DU MÊME AUTEUR :

A.-S. Pouchkine, paru chez P.-V. Stock.

Maxime Gorki, annonciateur de la Tempête, édit. du *Mercure de France.*

Grammaire russe à l'usage des lycées français, édit. Truchy, Leroy successeur, boulevard des Italiens.

TRADUCTIONS :

Dans les Bas Fonds, de Maxime Gorki.

Les Petits Bourgeois, de Maxime Gorki. (Edit. du *Mercure de France.*)

Le Mariage Mixte, par R. Landis. (Edit. par Chailley.)